Louise Marleau, maintenant

LA VIE EN ROSE

Toxicomanes comme vous et moi

Des femmes humoristes pas «juste pour rire»

Marjo, le coup de foudre

Dossier: Élections municipales

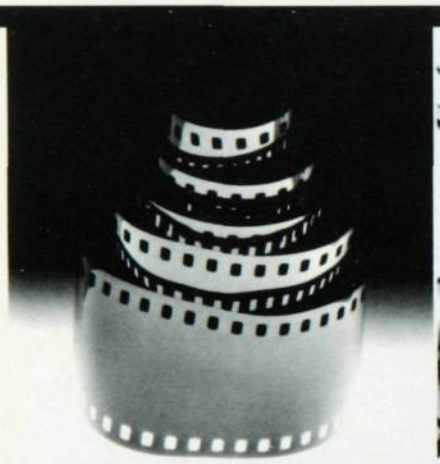
COMBIEN SERONT ÉLUES?

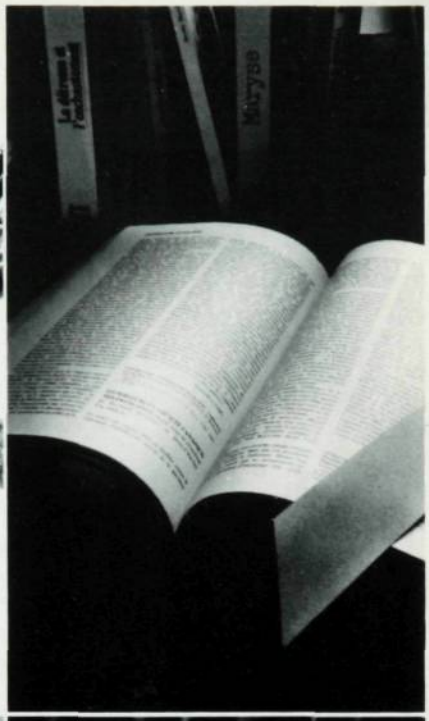
Claude Dupras PCM

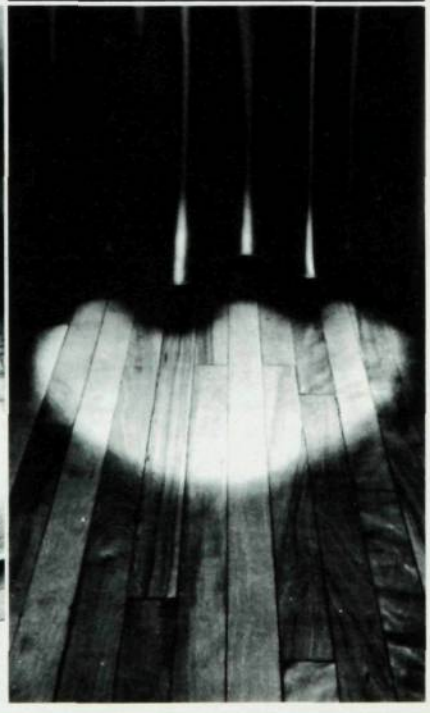
Kathleen Verdon RCM

octobre 1986 n° 39 2,95 $ Courrier de 2e classe Enr. 5188 Port payé à Montréal

LA CULTURE
À NOTRE ACTIF







Le cinéma, les arts visuels, la lecture, les métiers d'art, le patrimoine, les arts de la scène sont tous des manifestations de la vie culturelle.

Par ses divers programmes, le ministère des Affaires culturelles, de concert avec ses partenaires des différents secteurs, soutient le dynamisme de notre culture.

Québec

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 5
Avortement
Une victoire juridique et politique

COURRIER 6

COMMENTAIRE 8
Pacifisme
De la charité à la solidarité
Hélène Sarrasin

CHRONIQUE DÉLINQUANTE 11
Y a-t-il une manipulation dans la salle?
Hélène Pedneault

ACTUALITÉ FÉMINISTE
Visibilité lesbienne
Dire nos choses 12
Andrée Côté

Une prostituée vaut-elle une statistique? 14
Carole Beaulieu

AFÉAS
Les couleurs du pouvoir 17
Gloria Escomel

L'Autre parole
De l'oxygène pour les chrétiennes 19
Martine D'Amours

COMMUNIQUÉS 20

ACTUALITÉ 36
Santé
Des toxicomanes comme vous et moi
Marie-Claire Dumas

Le magazine féministe d'actualité
nº 39 octobre 1986

COMBIEN SERONT ÉLUES?

D'ici la fin de 1986, le 9 novembre à Montréal et dans la plupart des cas, des élections municipales auront lieu dans 201 municipalités du Québec. Parmi elles, de gros chefs-lieux administratifs comme Sherbrooke, Trois-Rivières, Rimouski, Hull. Nombre de citoyennes et citoyens concerné-e-s: près de 2,5 millions, dont plus de 1 million 800 mille dans la région métropolitaine.
Combien de femmes seront élues à tous ces postes de maires-esses, d'échevin-e-s, de conseillèr-e-s? Les Québécoises ont-elles réellement investi, depuis quelques années, la politique municipale, ce «pouvoir au quotidien» soi-disant plus accessible? On a déjà dit que les paliers politiques s'ouvraient aux femmes au fur et à mesure qu'ils perdaient du pouvoir dans la conjoncture générale. Est-ce le cas du municipal ou, au contraire, avec la municipalisation des services préconisée par le ministre Gobeil et cie, ce champ de pouvoir ira-t-il s'élargissant?
Pour trouver les réponses, LA VIE EN ROSE a interrogé des femmes déjà ou bientôt élues, des chiffres, et des phénomènes urbains particuliers comme, à Montréal, la gentrification du centre-ville.

22
Élections municipales
LE POUVOIR AU QUOTIDIEN
Hélène Sarrasin, Hélène Lévesque

24
Élections municipales: Montréal
LA BELLE ET LA BÊTE
Francine Pelletier, Louise Levac

29
Montréal: logement et élitisation
LES DANGERS DE LA CHAISE MUSICALE
Louise Levrac, Suzanne LaFerrière

32
Léa Cousineau
D'ABORD CRITIQUE
Hélène Sarrasin, Francine Pelletier

34
Élections municipales: Côte-Nord
UNE VAGUE DE FOND?
Monique Durand

JOURNAL INTIME ET POLITIQUE 42
Le grand sommeil
Sarah

HUMOUR 44
Festival Juste pour rire
Celles qui font rire juste
Danielle Dussault, France Boisvert

THÉÂTRE 47
Go
À la recherche de l'héroïne moderne
Francine Pelletier

CINÉMA
Cinéma libre
L'autre cinéma québécois 48
Diane Poitras

Louise Marleau
Doute et séduction 49
Claire Dé

MUSIQUE 51
Coup de foudre
Ma chère Marjo
Hélène Pedneault

ARTS 52
«Corps et jouissances»
Le sexe fait-il peur?
Monique Durand

FLASHES 54

CALENDRIER 62

Photo de la page couverture: Suzanne Langevin. Photo de Louise Marleau: Les Productions Vidéofilms Ltée. Photos de Montréal: Suzanne LaFerrière

CINEMA

RENAISSANCE

C A N A D A

134
OCTOBER
1986
$2.50

DENYS ARCAND

ANNE WHEELER

ARTHUR LIPSETT

DANIÈLE SUISSA

KATHLEEN SHANNON

Le cinéma qui se fait, les films dont on parle, tous les mois dans Cinéma Canada

Abonnements, 26 $ (1 an, au Canada) C.P. 398, Station Outremont, Montréal (Québec) H2V 4N3 (514) 272-5354

Avortement

Une victoire juridique et politique

Samedi matin 13 septembre. Les 60 quinquagénaires réunie-s dans une résidence religieuse de Sillery ont la mine plutôt basse. Ce week-end de formation politique, organisé par la Coalition pour la vie - Québec, commence mal. Le ministre québécois de la Justice, M. Herbert Marx, a annoncé la veille qu'il mettait fin à la poursuite pour avortement illégal intentée contre le docteur Yvan Machabée par l'ex-boxeur «combattant pour la vie» Reggie Chartrand. Voilà qui porte un sale coup au bombardement d'automne prévu par Pro-Vie au Québec.

Et dire que tout avait si bien commencé ! En juillet, presque un an après sa victoire au CLSC Sainte-Thérèse, Pro-Vie larguait sa première bombe en région. Le 25 juillet, le CLSC Saguenay-Nord, à Chicoutimi, qui offre un service d'interruption de grossesse depuis quatre ans, apprenait qu'un de ses médecins, Jean-Denis Bérubé, serait poursuivi. La plaignante, Hélène Harvey, 32 ans, l'accusait, au nom de la Coalition pour la vie, d'avoir pratiqué des avortements illégaux de 1982 à 1986. Son avocat, Gratien Duchesne, affirmait alors que «le but de la manoeuvre est ultimement de faire cesser les pratiques d'avortement dans tous les CLSC du Québec. »

La riposte, au Saguenay, ne devait pas tarder. Depuis mars déjà, une Coalition régionale pour l'avortement libre et gratuit s'organisait. «Nous ne voulons pas de confrontation directe, mais chaque fois que Pro-Vie manifeste, nous réagissons dès le lendemain», expliquait Mme Réjeanne Lapointe, du comité de coordination, à notre collaboratrice Nathalie Riel. Assemblée d'urgence, pétition à Marx, sensibilisation des élu-e-s et du public de la région. . . Tout pour assurer la survie des services.

Mais Pro-Vie ne s'arrêtait pas là. À Alma, l'organisation tente d'empêcher juridiquement l'implantation d'un service d'avortement au CLSC Le Norois. Les conseils d'administration des deux CLSC de Chicoutimi et d'Alma s'engagent à mener la lutte pour conserver les services. La grande majorité des employé-e-s donnent aussi leur appui. La bataille est à suivre.

Pendant ce temps, à Montréal, le docteur Yvan Machabée répondait lui aussi, le 28 août, à l'accusation d'avoir pratiqué un avortement illégal sur une femme mineure, en 1982, dans sa clinique privée.

L'enjeu de ces deux procès était de taille : si les poursuites étaient maintenues, tous les services d'avortement médicaux effectués sans l'aval de comités d'avortement thérapeutique pouvaient à leur tour être poursuivis et fermés du jour au lendemain. Car même si depuis 1976 les magistrats québécois se montrent tolérants à l'égard des services dispensés par les CLSC, les cliniques privées et les centres de santé pour femmes, le droit des femmes à l'avortement n'a jamais été reconnu au Canada.

En tant que procureur général du Québec, M. Herbert Marx avait le pouvoir de ne pas donner suite à ces deux plaintes privées. Il avait déclaré en mai dernier que le gouvernement libéral actuel n'intenterait aucune poursuite judiciaire contre les cliniques privées d'avortement. Depuis quelques semaines, les avocats des deux médecins, la Fédération des CLSC du Québec, le Centre de santé des femmes de Montréal ainsi que plusieurs groupes de femmes le pressaient de respecter son engagement. C'est ce qu'il a fait dans le cas du docteur Machabée (l'autre plainte devrait probablement tomber sous peu).

Affirmant «qu'il était dans l'intérêt de la justice d'ordonner l'arrêt des procédures», M. Marx rappela que toutes les poursuites semblables intentées depuis 1970 s'étaient terminées par des verdicts d'acquittement, dont les trois successifs du docteur Morgentaler (1976). C'est donc par un argument proprement juridique que le ministre Marx justifia sa décision : il est impossible d'obtenir un verdict de culpabilité lorsqu'un médecin qualifié fait face à une telle accusation. Et, se ralliant à la position émise en 1976 par son prédécesseur péquiste Marc-André Bédard, le plus «progressiste» des ministres libéraux réitéra que «la seule solution possible à cette situation contradictoire paraît être une modification au Code criminel».

Autrement dit, la loi fédérale sur l'avortement, telle quelle, est inapplicable et doit être changée – abolie, disent les groupes féministes. C'est la Cour suprême du Canada qui aura le dernier mot : elle statuera d'ici deux ans (!) sur la constitutionnalité de la loi, à la suite d'un procès intenté en Ontario contre le docteur Morgentaler.

Comment, d'ici là, réagira Pro-Vie ? Ses avocats prétendent que la voie juridique n'est pas bloquée, que les arguments de Marx sont discutables, que les poursuites au civil, comme à Alma, peuvent donner de bons résultats. On continuera d'infiltrer les conseils d'administration d'hôpitaux et de CLSC. Objectif, toujours : la fermeture des cliniques privées et des services dans les CLSC. Reggie Chartrand, lui, entend se battre jusqu'à la mort pour «empêcher l'extinction du peuple québécois».

Mais on orientera aussi les stratégies vers la voie politique. On réunira un million de signatures de «petits Québécois» clamant au ministre Marx qu'ils désapprouvent l'avortement (on en aurait déjà 200 000). Car c'est la jeunesse qu'on vise : on diffusera dans les écoles, auprès des comités de parents, par la télévision communautaire le film *Le Cri muet*. . . pour sensibiliser au «génocide» qu'est l'avortement.

N'empêche que la décision, d'une rapidité inattendue, du ministre Marx est un coup dur pour Pro-Vie. Et même l'Assemblée des évêques du Québec, contrairement à ce que l'on pouvait prévoir, s'est contentée cette fois d'une réaction. . . de Jésuites à l'annonce de Marx : contre l'avortement, bien sûr, mais pour la miséricorde. Est-ce un signe des temps ?

Bizarre, l'évolution des choses, quand même. Il y a dix ans, le ministre libéral Jérôme Choquette pourchassait de cour en cour le docteur Morgentaler, et les Québécoises allaient se faire avorter à New York pour quelques centaines de dollars. Aujourd'hui, ce sont les Américaines qui dépensent jusqu'à 400$ pour venir à Montréal se faire poser des stérilets[1], et c'est le ministre d'un gouvernement libéral soi-disant conservateur qui concède enfin aux femmes québécoises une victoire politique incontestable. Car l'arrêt des poursuites, c'est ça. Encore plus qu'une victoire juridique, c'est la marque de la progression d'un mouvement des femmes agissant, efficace et en accord avec la société qui l'entoure : la majorité des Québécois-es et des Canadien-ne-s, on le sait depuis longtemps, approuvent la libéralisation de l'avortement. C'est un signe des temps.

Évidemment, il ne faudrait pas oublier qu'au même moment d'autres politiques de ce gouvernement sont, envers les femmes, franchement décevantes : par exemple, la tournée de Mme Monique Gagnon-Tremblay, et son optique de rentabilisation des groupes de femmes, ne soulèvent que des critiques. Il ne faudrait pas oublier non plus qu'il n'y a rien d'irrévocable et que, tant que les articles 251 et 252 du Code criminel canadien ne seront pas carrément abolis, nous ne serons pas vraiment tranquilles. La savoureuse victoire d'aujourd'hui ne doit pas nous donner trop d'illusions. Les temps et les mentalités changent, la politique, non.

LOUISE BESSETTE,
FRANÇOISE GUÉNETTE

1/ Poursuivis depuis quelques années pour des stérilets jugés «dangereux», comme le Dalcon Shields, les fabricants américains de stérilets ont diminué leur production : le stérilet est devenu un objet rare.

COURRIER

Un vrai dessert d'été

Ce sont les textes de fiction qui m'ont fait acheter LVR pour la première fois, en juillet, particulièrement le nom de Jovette Marchessault, auteure de qualité et femme sympathique. J'y ai lu les actualités féministes; c'est intelligent, informé, ça vaut cher. La lettre de Mariette, femme fière, m'a vivement intéressé: elle a le ton et l'intelligence qui me plaisent chez des gens blessés. (...) L'entrevue avec Von Trotta m'a fait connaître une cinéaste et donné le goût d'aller voir *Rosa Luxemburg*. Et pour dessert, les fictions. Votre revue me plaît beaucoup. Je m'abonne.

GUY GRENON
MONTRÉAL

Le numéro d'été était exquis! Les fictions, toutes palpitantes, en particulier celles de Jovette Marchessault et de Diane-Monique Daviau. La chronique délinquante «Real woman, real muffin» m'a tant fait rire que j'ai décidé de la faire laminer pour la mettre dans mon atelier. (...) J'aimerais correspondre avec des femmes de différentes nations. Où puis-je me procurer des noms et des adresses?

MARIE-CLAUDE DIONNE-LEDUC
SAINT-JÉRÔME

NDLR: À qui veut correspondre avec Marie-Claude Dionne-Leduc, écrire à LVR.

Refus global

Dans l'édition de septembre, vous avez une publicité (p. 20) du livre *L'Acceptation globale*, alors qu'il est fortement critiqué plus loin (pp. 53-54). Si on y dénigre tant les femmes, s'abstenir d'une telle publicité serait préférable, bien que je comprenne que vous ayez besoin d'argent. Soyez plus exigeantes à l'égard des publicités de livres, films ou pièces de théâtre susceptibles de nous faire du tort.

DENISE LARIVÉE
LAC-DES-ÎLES

«La» magazine...

Le numéro de septembre est fort intéressant et il (ou elle?) m'a fait grand plaisir de lire le dossier «Parlez-vous française?», avec l'accent de *La Vie en rose*.

SYLVIE LAPLANTE
MONTRÉAL

J'ai acheté *La Vie en rose* en septembre. J'ai été épatée par la tenue et la teneur du magazine. Je m'abonne. «Elle» constitue une mine d'informations à jour et pertinentes. Toutes les femmes devraient y avoir accès. Un petit commentaire: je n'aime pas le féminin en «eure». Je préfère dire que je suis *une* rédacteur-réviseur... et *une* écrivain en herbe, plutôt qu'une *écrivaine*. Question d'euphonie!

CHRISTINE VIENS

Et la santé financière de LVR ?

Comme c'est rafraîchissant de s'abreuver à votre source dans ce contexte d'information contrôlée et contrôlante. Notre santé morale et intellectuelle bénéficie de l'amélioration de votre santé financière. Voici un abonnement de soutien. Il n'y a jamais trop de place accordée à l'information intelligente, humaine et diversifiée.

LE COMITÉ DE COORDINATION ET LES EMPLOYÉ-E-S DE LA GARDERIE «LA SOURITHÈQUE»
MONTRÉAL

Par solidarité, notre syndicat vous envoie ce don. Notre comité de la condition des femmes est à l'origine de ce geste.

SUZANNE GERMAIN
COMITÉ DE LA CONDITION DES FEMMES
SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET DES PROFESSIONNELS DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE L'OUEST DE MONTRÉAL

Un don modeste, mais qui se veut un soutien. Ici, à la station CKIA-FM, *La Vie en rose* est une source d'information dont nous nous servons régulièrement. D'ailleurs, nous tenons notre auditoire au courant de votre situation à travers nos émissions d'information.

ALAIN DROLET
RADIO BASSE-VILLE
QUÉBEC

Est-il trop tard pour contribuer à votre opération-survie? Si oui, une campagne de levée de fonds permanente doit exister à LVR. J'aime votre franchise, votre courage dans vos prises de position et surtout votre honnêteté. J'aime un peu moins vos indécisions après coup, vos longues palabres-excuses lorsque vous avez tapé dans le mille en secouant les féministes «pures» et... moins pures (dossiers Marois, porno, spécial hommes, histoires érotiques). Ces contradictions sont saines.

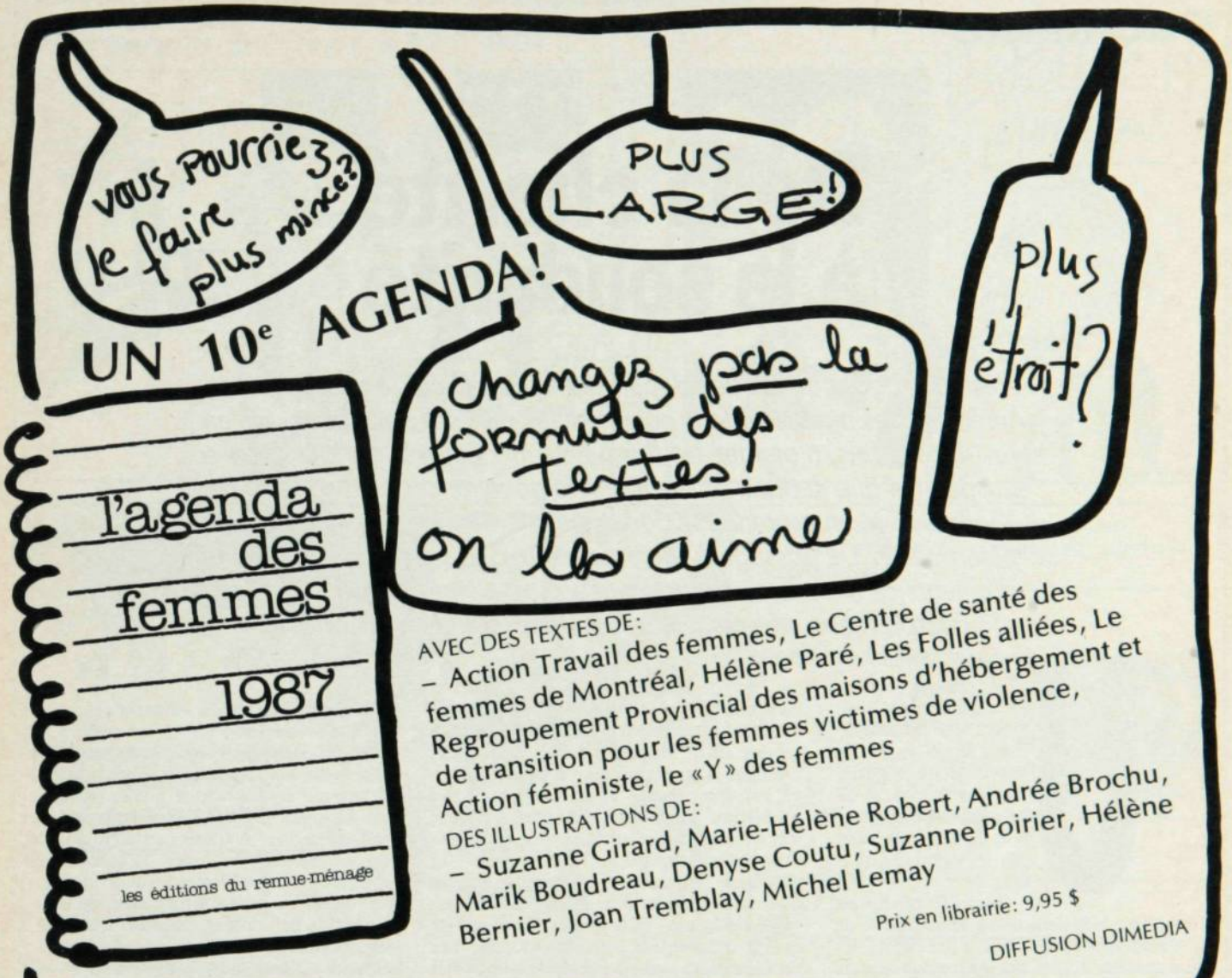
LOUISE DANDURAND
SAINT-LAMBERT

Semonce

NDLR : Lynn Lapostolle, dans une lettre datée du 26 août 1986, nous somme de retirer son nom de l'article «Pas ridicules, ces précieuses» (LVR, septembre 86, p.33).

«Sans me demander mon avis ni me prévenir, écrit-elle, vous avez refait le texte que je vous ai soumis en avril dernier d'une façon qui ne me convient absolument pas, mais que de plus je n'endosse pas. » Ce texte a fait l'objet d'une réécriture légère, comme dans 85 % des cas à LVR. Et c'est à la suite d'un malentendu – la rédaction croyant avoir reçu carte blanche de l'auteure – que madame Lapostolle n'a pas pu réagir avant la publication de la nouvelle version. La version intégrale de son texte, ainsi que sa lettre, sont disponibles à LVR.

CONSEIL D'ADMINISTRATION: Camille Bachand, Françoise Guénette, Andrée Lafortune, Lise Moisan, Greta Nemiroff, Francine Pelletier • **DIRECTION GÉNÉRALE:** Lise Moisan • **RÉDACTION:** Louise Bessette, Françoise Guénette, Francine Pelletier • **COMITÉ DE RÉDACTION:** Anne-Marie Alonzo, Lynda Baril, Carole Beaulieu, Martine D'Amours, Gloria Escomel, Yolande Fontaine, Hélène Lévesque, Line McMurray, Hélène Pedneault, Diane Poitras, Hélène Sarrasin, Marie-Claude Trépanier • **ADMINISTRATION:** Johanne Isabelle • **SECRÉTARIAT:** Johanne Lessard • **DIRECTION ARTISTIQUE:** Diane Blain • **COLLABORATION:** Anne-Marie Alonzo, Carole Beaulieu, France Boisvert, Andrée Côté, Martine D'Amours, Claire Dé, Marie-Claire Dumas, Monique Durand, Danielle Dussault, Gloria Escomel, Danielle Fiset, Suzanne LaFerrière, Louise Levac, Hélène Lévesque, Line McMurray, Laurence Orillard, Hélène Pedneault, Danielle Phaneuf, Diane Poitras, Nathalie Riel, Hélène Sarrasin • **ILLUSTRATION:** Bruneau, Suzanne Côté, Diane O'Bomsawin • **PHOTOGRAPHIE:** Marik Boudreau, Ginette Clément, Suzanne Girard, Suzanne LaFerrière, Suzanne Langevin, Louise Lemieux, Yves Tremblay • **MAQUETTE:** Diane Blain, Diane Goulet • **CORRECTION:** Dominique Pasquin • **COMPOSITION:** Concept Médiatexte inc. • **PELLICULAGE:** Graphiques H.I. ltée • **IMPRESSION:** Imprimerie Canadienne Gazette • **DISTRIBUTION:** Les Messageries de presse Benjamin ltée: 645-8754 • **PUBLICITÉ:** Claude Krynski: 843-7226 • **ABONNEMENTS:** 1 an, 10 numéros: 19 $; 2 ans, 20 numéros: 33 $; 3 ans, 30 numéros: 45 $. Tarif international par voie de surface: 30 $, par avion: 44 $. Hélène Blondeau, Anne-Marie Cormier, Marie-France Poirier: 843-8366 • LA VIE EN ROSE est subventionnée par le Conseil des arts du Canada, par le ministère des Affaires culturelles du Québec, et par le Secrétariat d'État, Programme de la femme • LA VIE EN ROSE est publiée par les Productions des années 80, corporation sans but lucratif. On peut nous joindre de 9 h 30 à 17 h, au 3963, rue Saint-Denis, Montréal H2W 2M4, ou en téléphonant: (514) 843-8366 ou 843-7226. Copyright 1986 – LA VIE EN ROSE. Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés. Dépôt légal: Bibliothèques nationales du Québec et du Canada ISSN-0228-5479. Indexée dans Radar et membre de l'Association des périodiques culturels québécois. Courrier de 2e classe: 5188. Commission paritaire 4 067 CDN.



AVEC DES TEXTES DE:
– Action Travail des femmes, Le Centre de santé des femmes de Montréal, Hélène Paré, Les Folles alliées, Le Regroupement Provincial des maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence, Action féministe, le «Y» des femmes

DES ILLUSTRATIONS DE:
– Suzanne Girard, Marie-Hélène Robert, Andrée Brochu, Marik Boudreau, Denyse Coutu, Suzanne Poirier, Hélène Bernier, Joan Tremblay, Michel Lemay

Prix en librairie: 9,95 $

DIFFUSION DIMEDIA

DES VICTOIRES POUR NOTRE MORAL...

CHAMBRES

LOUISE DUPRÉ

«... je dirai entre nous il n'y aura jamais que nous, mortels, mais vivant, vivante malgré tous les doutes et l'amour dans l'amour. Le soir s'y profilera, recouvrira la chambre et les draps. Nous seuls saurons être là...»

CHAMBRES, c'est une atmosphère, un climat, une intimité où les corps et les mots se lient, où la mémoire se tourne à la fois vers le passé et l'avenir. Un texte où le calme laisse transparaître le sentiment d'urgence face à la vie et à la mort.

96 pages. Prix en librairie: 9,95 $

DIFFUSION DIMEDIA

les éditions du remue-ménage

Pacifisme

De la charité à la solidarité

C'est en octobre qu'ont lieu depuis quelques années, en Europe et en Amérique, les manifestations pacifistes les plus spectaculaires. Qu'en sera-t-il cette fois, alors que les Pershing sont déployés partout sur le sol européen et que Reagan refuse toujours de renoncer à sa «guerre des étoiles»? Où en est rendu le pacifisme international, ce mouvement hétérogène? De passage à Montréal en avril dernier – elle y revient d'ailleurs ce mois-ci[1] – la sociologue Zsuzsa Hegedus en livrait une interprétation intéressante, résumée ici par Hélène Sarrasin.

«Une société sans conflits, c'est le totalitarisme et la mort. Je sais ce dont je parle. Je viens d'un pays où les prisons se remplissent de gens qui n'ont pas les opinions qu'il faut.»

Zsuzsa Hegedus est hongroise. Née dans une grande famille de la bourgeoisie juive, elle a fréquenté les plus grandes écoles de son pays avant de passer à l'Ouest. Aujourd'hui chargée de recherche au CNRS à Paris, elle enseigne à l'École des hautes études en sciences sociales où loge le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques. Fondé par Alain Touraine, ce centre étudie ce qu'on appelle les mouvements sociaux. Madame Hegedus y a déjà mené une recherche sur le mouvement anti-nucléaire. Aujourd'hui, elle travaille sur le mouvement pacifiste.

La dissidence plus que sa culture de femme explique, selon elle, son intérêt pour le mouvement. La chercheure se dit touchée par la tolérance qu'elle y trouve. «Avez-vous déjà vu un mouvement qui réunit, côte à côte, féministes et catholiques, conservateurs et socialistes?» Elle se sent aussi concernée par la quête de la démocratie qui lui apparaît comme l'enjeu central de cette mobilisation. En effet, la lecture que Zsuzsa Hegedus fait du mouvement pour le désarmement et la paix remet en question cette désignation même.

«Je ne pense pas que nous soyons devant un mouvement pour la paix, car aucun groupe ne réduit son action à un combat contre la guerre. Je vois plutôt un mouvement pour une nouvelle éthique de responsabilité civile et de solidarité. L'essentiel n'est pas le nucléaire, mais la prise en charge par les citoyens et les citoyennes des problèmes jusqu'alors réservés à l'État, soit les relations internationales. Il y a une prise en charge par la «partie civile» du problème de la sécurité, un refus que les questions relatives à la défense soient discutées en secret. Et là-dessus, on peut dire que le mouvement a fait des acquis. Les problèmes ne sont plus uniquement l'objet de discussion des stratèges. Des référendums sont tenus un peu partout sur ces questions. Vous me direz que cela n'a pas empêché l'installation des Pershing sur tout le territoire européen. Sans doute. Mais je crois qu'il serait plus juste de regarder le phénomène dans une perspective plus globale et de voir ces gestes comme le début d'un processus d'apprentissage du débat démocratique. Par exemple, si les pacifistes espagnols ont perdu au référendum sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, Gonzales a néanmoins été obligé de modifier sa position sur les armes nucléaires. Il faut évaluer les résultats de ce débat sous forme d'influence à long terme plutôt que de victoire à court terme.

«D'autre part, regardez les chansons pour venir en aide à l'Éthiopie, les images à la télévision. C'est un appel à la conscience et à la prise en charge. Ce n'est plus de la *charité* mais de la *solidarité* qu'on veut construire. Les gens disent «C'est mon problème», et interviennent directement. Ils ne remettent plus seulement en cause les relations internationales, mais demandent un nouveau type de modèle basé sur l'interdépendance et la solidarité, et y participent, le créent.»

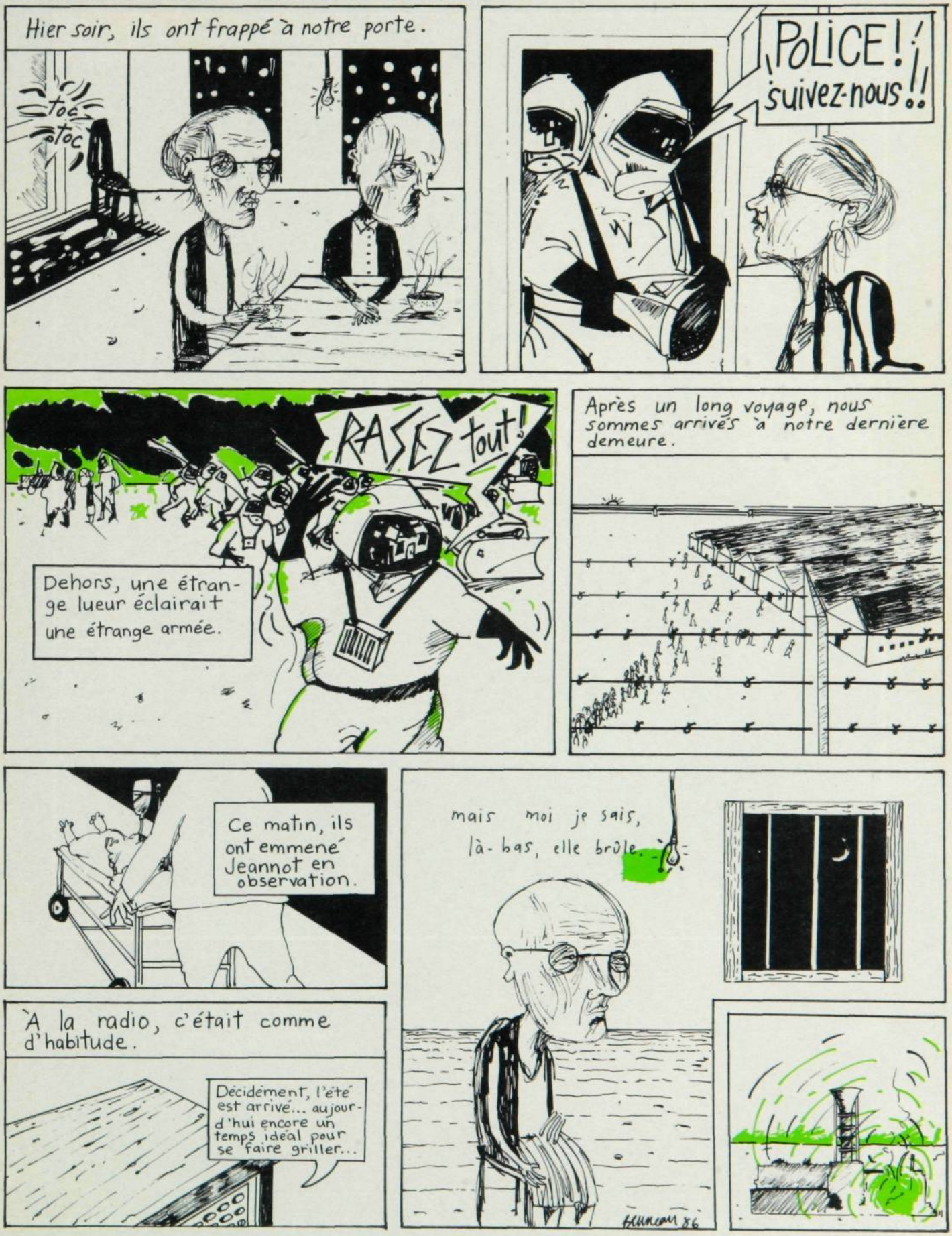
Zsuzsa Hegedus est-elle trop optimiste quand elle voit se dessiner cette nouvelle éthique de responsabilité civile? «On n'a peut-être pas le choix d'être optimiste, se plaît-elle à dire. À travers cette éthique de responsabilité civile s'opère la mise en relation de trois problèmes et de trois mondes, de la course aux armements, de la famine et de l'absence de libertés, toutes saisies comme les conséquences du modèle militaire. D'autre part, la capacité d'inventer et d'imposer – dès maintenant – un modèle de sécurité, une démarche et des pratiques civiles, apparaît comme un impératif. C'est le seul moyen de parvenir à la maîtrise collective du présent et d'assumer la responsabilité pour la gestion de l'avenir, pour l'ouverture de l'espace des choix dans les trois mondes. Mais si l'enjeu concerne tout autant – et surtout – les deux autres «mondes», la responsabilité en revient entièrement à notre monde et à tous ceux qui ont le privilège d'y vivre. Car c'est le premier de ces mondes qui détient la capacité et la force d'initiative dans le monde d'une part, et d'autre part, nous sommes les seul-e-s à détenir, tout un chacun, ce bien unique et absent partout ailleurs: les libertés indispensables pour agir.» Le défi est de taille.

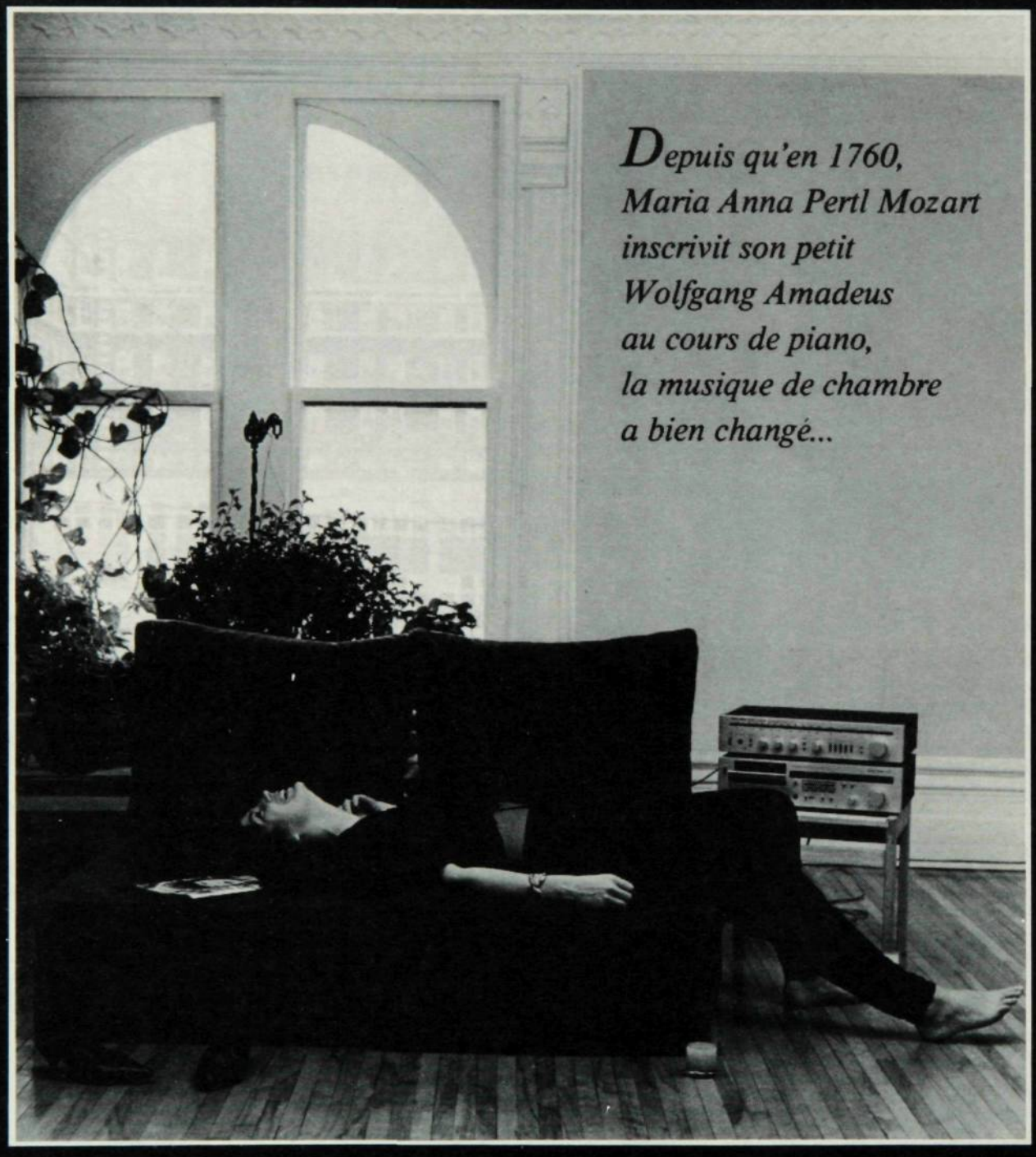
HÉLÈNE SARRASIN

1/ Elle sera l'une des invitées du 5e Colloque annuel international de l'Association d'économie politique du Québec. À l'UQAM, les 17 et 18 octobre, salle Marie Gérin-Lajoie. Pour plus d'information: Jean Pelletier: (514) 282-8377.

SCOOP DE DERNIÈRE MINUTE

dessins: Bruneau scénario: Orillard





son or

Centre
de haute fidélité
7339, Saint-Zotique est
Ville d'Anjou
Province de Québec
H1M 3A5

Filtronique

HAUTE FIDÉLITÉ

9343, Lajeunesse
Montréal, Québec
Canada. H2M 1S5
(514) 389-1377

"Là ou le dialogue remplace le traditionnel monologue du vendeur."

DUAL - ELIPSON - GRADO - HARMAN/KARDON - JBL - KEF - NAKAMICHI - ORTOFON - REVOLVER - TEAC

Y a-t-il une manipulation dans la salle?

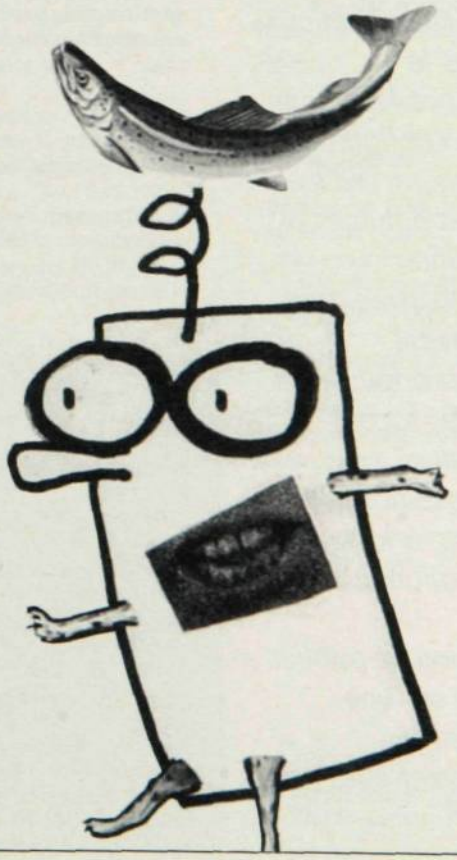
ou: Non, pas de gosses dans les gosses!

par Hélène Pedneault

Précieux Sang, 15 septembre 1986.
À la fille qui ronne la revue (il y a tellement de noms de filles dans cette revue qu'on sait pas qui c'est qui ronne),
Chère madame,
Pendant que ma petite fille est allée à sa réunion contre les revues cochonnes, je vous écris en cachette. J'ai pris votre adresse dans son abonnement, qu'elle laisse traîner partout parce qu'elle pense que je la lis pas. Je fais voir de rien parce qu'elle serait déçue si elle apprenait que je pense souvent comme elle. Elle a l'air de tenir énormément au conflit des générations et au fossé qui vient avec. C'est de son âge. Moi ça fait longtemps que mes jambes sont plus assez bonnes pour descendre dans les fossés. En tout cas, j'ai décidé de vous écrire parce que je suis indignée. (C'est Roberte qui m'a montré ce beau mot, c'est la première fois que je me risque à le placer quelque part. Connaissez-vous ce mot-là aussi, jeunes comme vous êtes? En tout cas, ça veut dire que je suis en beau maudit.) J'ai écouté un programme de radio qui parlait de manipulation génitale... ou congénitale...? En tout cas, je sais pas si c'est le bon mot, mais je sais que c'est encore une affaire de sexe.

Y paraît que c'est rendu qu'on peut faire des bébés dans des pots, qu'on peut faire naître deux jumeaux pareils à dix ans de distance, qu'on peut prendre le liquide de son mari et payer une femme qu'on connaît pas pour qu'elle essaye de faire un bébé avec sans faire l'acte, pis toutes sortes de cochonneries pareilles. (Moi je pense que mon défunt aurait jamais pu faire ça parce qu'il s'est plaint toute sa vie qu'il manquait de liquidités. J'en sais quelque chose...) Mais le pire de toute, c'est que le gars du programme a dit que les hommes allaient pouvoir avoir des bébés sans passer par la femme. Moi, mon cri du cœur c'est: NON!

Ça doit être à Radio-Canada que j'ai entendu ça. Ça prend bien rien qu'eux-autres pour dire des affaires de fifis comme ça! Aye, des hommes avoir des bébés! J'ai bien agacé mes gendres avec leurs bedaines de bière. «Coudonc, es-tu enceinte?» Mais c'était une farce. Je les vois pas avec un bébé dans leur ventre, surtout pas ces deux-là. Imaginez qu'ils tomberaient sur le ventre quand ils sont paquetés. Pensez-vous qu'ils vont arrêter de boire pour ça? Voyons. Même les AA ont manqué leur coup avec ces deux snorauds-là. Ils ont la couenne dure. Pis à part de ça, il leur manque des parties. Où c'est que le bébé va grandir? Entre l'estomac pis les intestins? Pauvre enfant. Moi, être un fœtus dans ces conditions-là, je partirais une campagne pour l'avortement si ça se pouvait. Déjà qu'ils mettent les enfants dans le ventre des femmes pis qu'ils s'en occupent pas, imaginez s'il fallait qu'ils les portent eux-mêmes. Ça serait effrayant. Faudrait mettre Brigitte Bardot là-dedans, elle est bonne pour la protection de la jeunesse. En plus, ils sont tellement douillettes, les hommes, qu'il faudrait s'en occuper comme des bébés pendant neuf mois. On aurait plus le temps de rien faire.



Non, non. Il faut pas que ça arrive. À part de ça, c'était à peu près tout ce qui nous restait de personnel à nous, la femme. Ils seraient assez prétentieux pour penser qu'ils pourraient être meilleurs que nous autres là-dedans aussi. Qu'est-ce qui va nous rester? Si les coqs Bendy se mettent à pondre, on n'a pas fini de les entendre crier pis de les voir se parader. Mais tu peux être sûre par exemple que les gynécologues vont se mettre à être meilleurs. Tu vas voir. Le gars du radio a dit que la meilleure place pour porter un bébé, pour un homme, c'est dans les testicules. J'ai failli faire une crise cardiaque. (J'ai le cœur faible depuis mon infarctus). Là, c'était trop: j'ai mis ma pilule en-dessous de ma langue pis j'ai fermé le radio.

C'est là que j'ai décidé de vous écrire. Il faut pas laisser faire ça. Allez-vous partir une pétition? Je la signe tu suite. Allez-vous aller casser les pots de liquide d'homme qui sont congelés partout? J'y vas. Appelez-moi. J'ai une bonne canne solide. Moi, madame, j'ai 78 ans, j'en ai élevé onze à bout de bras sans manipulation ni rien, ça fait que je sais de quoi je parle. Pis je sais que mon mari aurait jamais pu faire ce que j'ai faite. Ça fait que je veux rien savoir de ces affaires-là, je veux même pas n'entendre parler!

Et je signe la tête haute,
Une mémée choquée noire

Illustration: Diane O'Bomsawin

Visibilité lesbienne

Dire nos choses

Octobre est le mois de la visibilité lesbienne[1]. *De la quoi? Même dans un Québec au fond «libéral», les films et journaux porno demeurent la première source d'«information» sur le lesbianisme. Et même dans le mouvement des femmes, l'existence lesbienne et son pendant, l'hétérosexualité «obligatoire», n'ont pas été discutés à fond. En juin 1982, dans l'éditorial «Aimons-nous les hommes?»,* La Vie en rose *affirmait une position pro-lesbienne, associant le lesbianisme aux autres rébellions des femmes devant l'exploitation et la contrainte. Cet appui politique, manifesté de différentes façons depuis quatre ans, est partagé plus «visiblement» ce mois-ci par l'ensemble des périodiques féministes canadiens, à la suite d'une proposition du colloque national de mai dernier*[2].

Pour La Vie en rose, *c'est l'occasion de publier la réflexion d'une collaboratrice sur une question plus urgente que jamais: les lesbiennes doivent-elles – et peuvent-elles – se rendre visibles?*

Diana me dit que si le propos c'est la visibilité, il faut être visible, simplement.

Quand personne n'en parle, personne n'en parle et ça ne se discute pas et ça ne se montre pas et on ne s'en vante pas. Et quand on n'en parle pas, on ne parle pas et on ne dit rien, on ne nomme pas, on n'évoque pas, on ne partage pas, on n'en dit pas un mot.

Alors il vaut mieux être visible que dire qu'il faut être visible. Tout comme il vaut mieux être libre que dire qu'on veut être libre, parce que quand on l'est, on l'est.

On dit souvent autour de moi que la mémoire est une faculté qui oublie…

Lorsque j'avais treize ans…

Qui ne dit mot consent?

Lorsqu'on a peur du mépris, et des autres choses dont on a peur lorsqu'on a peur que ces choses nous arrivent, parce qu'elles arrivent, nous le savons, à celles à qui elles arrivent, on a peur qu'elles nous arrivent aussi…

la mère de ma meilleure amie…

Et on pense parfois se protéger de ces choses en ne disant pas d'autres choses, on pense que si on se tient tranquille et pas dérangeantes, on ne va déranger personne et ces choses ne nous arriveront pas.

m'a dit de ne pas porter une seule boucle d'oreille…

Nombreuses sont les madames qui pensent ça aussi, certaines sont même des *real madames*, et pourtant on sait ce que les maris, les pères, les fils ou les frères leur font malgré tout. Elles ont beau jouer le jeu et respecter les règles les plus stupides, ils

Illustration: Diane O'Bomsawin

leur font ces choses: ce ne sont pas les mêmes choses qu'à nous, mais ce ne sont pas de bonnes choses non plus.

«le monde va penser que t'es une lesbienne...»

Les femmes ont gagné une victoire symbolique, celle de faire maintenant parler de ces choses qu'ils font, dans les journaux, les universités et à l'Assemblée nationale – et même si parfois ils en rient encore en Chambre, ils ont accepté de dire que c'est grave. Mais ces choses continuent. Certaines disent même qu'il y a plus de ces choses-là depuis quelques années.

Par la suite j'ai arboré avec audace...

Et nous avons gagné la tolérance officielle pour ces choses qui sont les nôtres. Bien sûr ils ne veulent pas qu'on les étale partout, nos choses. Ils nous demandent d'être raisonnables: ils veulent dire d'accepter de se taire, d'avoir un peu honte.

Doit-on les choquer? Doit-on raviver les braises de l'intransigeance? Ou au contraire doit-on les remercier du petit peu que l'on a? «C'est tellement mieux ici qu'ailleurs.» Et si on parvenait à se replier dans un carré si petit qu'on ne nous verrait même plus – on a l'habitude, nos bars sont si petits –, peut-être nous laisseraient-ils en paix?

et espoir mon petit bijou solitaire.

Mais on prend de l'espace, on occupe le terrain, on se couvre de signes, on se tient par la main, on s'embrasse dans la rue, on est un peu partout, on se reconnaît l'une à l'autre, on se voit l'une à l'autre, on est visible l'une à l'autre, on reconnaît les signes des autres, on se connaît un petit peu parce qu'on se reconnaît, et les autres, ils et elles, ne nous voient pas. «Dire qu'on est lesbienne c'est à coup sûr être mal comprise.»

Mes attentes furent vaines...

Mon amante m'appelle «mon amoure» chez Latina et je n'ai pas souvent le courage de lui en faire le reproche... Sauf lorsque ça va mal et que j'ai trop peur. J'embrasse mon amante au coin de l'avenue du P. et je sais que les autres n'ont pas la moindre idée de ce que je ressens et je le sais et je fais parfois des efforts pour que leur sens ne vienne pas donner le sens à mon expérience et que je sois alors sens dessus dessous...

Reuter – Montréal, Canada (connu sous le nom de Québec avant le mois de mai 1980). Depuis quelques années, le Plateau Mont-Royal est devenu le quartier élu de deux ou trois centaines de lesbiennes. Ce serait l'équivalent féminin du «Village gai» du Centre-Sud de Montréal. On y voit assez souvent des femmes marcher main dans la main, ou s'embrasser à pleine bouche sous un arrêt d'autobus, ou encore à l'entrée du parc Lafontaine.

C'est un quartier où il est plus facile qu'ailleurs d'être ouvertement lesbienne. C'est en quelque sorte un espace urbain qui a été apprivoisé et rééduqué. Mais c'est aussi dans ce quartier qu'on a vu apparaître l'année dernière des graffitis fascistes. Les murs sont encore marqués de slogans anti-femmes et anti-gais.

Certaines observatrices croient détecter un lien entre les deux phénomènes. D'autres se disent que c'est juste un fou qui a reçu une bonbonne de peinture en cadeau de Noël l'an dernier. Allez donc savoir.

Au sujet de la visibilité lesbienne, je voulais dire qu'il y a un bar, non, deux bars collés l'un à l'autre sur la rue Saint-Denis, tout juste au sud du cinéma porno près du Carré Saint-Louis. Que sur la rue Rachel, il y a L'Anecdote où l'on peut payer un prix assez élevé pour du fast-food mais où on a le plaisir d'être là où il y a beaucoup de lesbiennes et de gais.

et mes désirs eurent le temps d'oublier leur nom.

On s'est beaucoup chicané entre nous: on est-tu des femmes ou des lesbiennes, les deux en même temps, ou lesbiennes avant d'être femmes ou femmes avant d'être lesbiennes? Et même si parfois cela m'a fait rire, je sais que c'est sérieux et qu'on essaie de repenser le monde et que c'est difficile, repenser le monde, quand on n'a pas de matière sur laquelle expérimenter sauf notre propre corps. Nos espaces de liberté sont dans nos lits, dans nos réunions, à la campagne et dans nos têtes. Notre terrain de jeux n'est pas très social mais on le protège comme un château fort parce que ce sont nos lieux et qu'il s'y passe beaucoup de choses, des choses dont on ne veut pas parler parce qu'ils feraient des choses à nos choses. Nos choses à nous déconstruisent leurs choses, elles les évacuent, elles les éclipsent, nous oublions leurs images et leurs paroles pour découvrir des sens nouveaux, des images libérées et enivrantes.

Lorsqu'on entend: «C'est plein de lesbiennes dans les groupes féministes»... Lorsqu'on entend: «Ben non, voyons, c'est pas vrai», ou: «On n'a rien contre les hommes», ou: «C'est-tu effrayant de nous accuser de ça»... On ne comprend pas vite le sens de ces mots parce qu'on ne désire pas entendre ces mots et qui ne veut pas ne peut pas, mais à un moment donné on finit toujours par comprendre qu'on ne pourra pas être entendue dans cette chanson-là et on sent tout à coup qu'on n'a pas de place.

Lorsque j'avais treize ans, la mère de ma meilleure amie m'a dit de ne plus porter une seule boucle d'oreille: «Le monde va penser que t'es une lesbienne.» Par la suite, j'ai arboré avec audace et espoir mon petit bijou solitaire. Mes attentes furent vaines. J'avais dix-neuf ans lorsque pour la première fois j'ai rencontré une femme qui m'a dit: «Je suis lesbienne.» J'avais eu le temps d'oublier que je l'étais moi-même. Elle eut à peine le temps de terminer sa phrase que je lui ai demandé si elle connaissait un endroit où on pouvait rencontrer d'autres lesbiennes. Je ne suis jamais retournée en arrière.

Contrairement à d'autres minorités, je ne suis pas visible à première vue, sauf aux yeux des autres lesbiennes. J'ai donc à choisir quand et à qui et dans quels termes je le serais. Dire «Je suis lesbienne» peut avoir plusieurs sens, et c'est certain qu'il s'agit toujours plus que de l'expression d'une simple «préférence».

Aujourd'hui, c'est à la fois plus facile et plus difficile de le dire. Nous avons gagné un espace social mais le virage à droite a aussi gagné du terrain. Et entre ces deux pôles, il y a la vie quotidienne.

ANDRÉE CÔTÉ

1/ Voir le communiqué sur la *Journée d'interaction lesbienne*, p. 21.
2/ Voir le dossier «Presse féministe» de LVR de mai 1986.

Une prostituée vaut-elle une statistique?

Trois prostituées ont été assassinées à Montréal cet été. Peut-être quatre. Le directeur de l'escouade de la moralité de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), M. André Schmidt, ne sait plus trop. Il faudrait voir, dit-il, «avec les homicides». Chose certaine pour lui, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la prostitution (C-49) «n'a pas augmenté la violence» dont sont victimes les prostituées qui arpentent les trottoirs de la métropole. L'an dernier aussi, rappelle-t-il, trois d'entre elles étaient trouvées mortes.

Impossible de savoir combien d'autres ont été battues, agressées ou violées. La police de la CUM ne tient pas ce genre de statistiques. «Les filles se tabassent entre elles pour quelques pieds de trottoir», affirme M. Schmidt. Les clients tabassent les filles et les filles poignardent les clients. Bref, «it's business as usual» au coin de Sainte-Catherine et de Saint-Laurent.

Mais pour un nombre croissant de femmes, la violence que subissent les prostituées n'est plus «business as usual». D'un bout à l'autre du pays, prostituées ou non, elles ont entrepris de s'organiser pour venir en aide à celles qui, de Vancouver à Halifax, pratiquent «le plus vieux métier du monde».

«Les femmes dont nous parlons n'ont pas de manteaux de fourrure. Ce ne sont pas les prostituées de luxe qu'on voit au cinéma», précise Connie, une militante de la section manitobaine de l'ASP, l'Alliance pour la sécurité des prostituées, un réseau de groupes créé en 1982 à Vancouver. Les femmes qui font la rue, soutient Connie, «le font pour des raisons économiques et n'arrivent souvent pas à joindre les deux bouts». Ce sont des adolescentes qui n'ont pas droit au bien-être social ou des femmes qui complètent ainsi leur salaire minimum ou leur BS.

Violence

La nouvelle loi, soutient l'ASP, a rendu leur travail encore plus difficile. «Pour leur

Les lendemains du C-49

Destinée à réduire la prostitution dite «de rue», la loi C-49 amende le Code criminel de façon à permettre l'arrestation et la condamnation à des amendes de 500 à 2 000 $ quiconque, dans un endroit public, arrête ou tente d'arrêter une personne dans le but de se livrer à la prostitution ou de retenir les services d'une personne qui se livre à la prostitution. Autrement dit, elle vise autant les clients que les prostitué-e-s. Depuis 1978, à la suite d'un jugement de la Cour suprême, les policiers devaient prouver que la sollicitation s'était faite pressante pour obtenir une condamnation. Ce n'est plus nécessaire.

Plusieurs groupes de femmes ont dénoncé la loi C-49: en voulant éliminer la prostitution «visible», cet amendement au Code force les femmes à une plus grande clandestinité et à une violence croissante.

Huit mois après l'entrée en vigueur de la loi, le nombre des prostituées travaillant sur la rue à Montréal a diminué de moitié, selon l'escouade de la moralité de la police de la Communauté urbaine. Où sont passées les autres? Difficile à dire. Elles ont quitté le métier ou se sont recyclées, suppose le lieutenant Schmidt. Selon l'ASP, elles ont simplement été acculées à la clandestinité.

Ni la police, ni l'ASP, ne peuvent estimer leur nombre. Elles sont 600, 700, peut-être 2 000, selon le sergent Legros, de l'escouade de la moralité. Chose certaine, soutient-il, la nouvelle loi a rendu la prostitution moins visible. Entre juillet 1985 et juillet 1986, les plaintes ont diminué de moitié. Fin mai 1986, la police de la Communauté urbaine de Montréal avait arrêté 652 personnes, 80 % de femmes, 20 % d'hommes.

Outre PIMP (Projet d'intervention auprès des jeunes mineur-e-s prostitué-e-s), un autre groupe montréalais, Secours aux jeunes prostitué-e-s, travaille depuis trois mois à un projet de foyer de groupe. Selon l'ASP et ces deux groupes, les conditions économiques (chômage, insuffisance de l'aide sociale, etc.) qui ont poussé ces jeunes hommes et femmes à se prostituer demeurent toujours aussi cruciales. La loi C-49 n'y aura rien changé.

ASP-Montréal: C.P. 2, Succursale Place du Parc, Montréal H2W 2M9.
POWER: P.B. 83, Station L, Winnipeg R3L 0Z4.

C.B.

Photo: Suzanne Girard

maigre 50 $ par soir, elles s'exposent à des amendes de 500 $ ou 2 000 $ et à des clients de plus en plus violents», dénonce Connie, récemment de passage à Montréal avec deux autres membres du groupe manitobain, qui porte maintenant le nom de POWER, Prostitutes and Other Women for Equal Rights.

C'est pour contrer cette violence que l'ASP a créé les désormais célèbres *bad trick sheets*, véritables listes de mauvais clients, distribuées aux travailleuses de la rue. À Vancouver, comme maintenant à Montréal, Calgary, Toronto et Edmonton, des sympathisantes de l'Alliance recueillent auprès des prostituées la description des clients qui les ont volées, agressées ou violentées. Ces descriptions, de plus en plus fidèles, sont compilées et distribuées aux femmes, qui peuvent ainsi, explique l'ASP, «demeurer plus vigilantes». Mais selon l'ASP, ces listes ne sont qu'un des moyens par lesquels les femmes peuvent s'informer des hommes «qui nous assassinent, nous volent, nous violent, nous agressent».

Fondée en 1982 à Vancouver, l'ASP a pour but de parvenir à une société où personne ne soit contraint à la prostitution, indique un manifeste publié par le groupe de Calgary et disponible en français auprès d'ASP-Montréal. En attendant, les sympathisantes de l'Alliance veulent rendre les rues plus sécuritaires pour toutes les femmes, en commençant par les prostituées.

Outre les *bad trick sheets*, chaque groupe de l'Alliance a développé ses propres méthodes d'intervention. À Winnipeg, l'ASP a récemment ouvert un *drop-in center* en plein cœur du *red light* local, un quartier d'entrepôts où les travailleuses n'avaient jusque-là même pas accès à un téléphone public. Inauguré en juillet dernier, le centre est ouvert du lundi au jeudi de 18 h à 23 h. Ce serait inutile le samedi et le dimanche soir, parce que les femmes «travaillent pour vrai», explique Connie, c'est-à-dire ont beaucoup de clients et peu de moments de flottement.

Les femmes trouvent au centre des provisions de condoms, une oreille attentive, du soutien technique, des renseignements médicaux et juridiques. Car «elles ne connaissent pas leurs droits», s'inquiète Gerry, une autre membre de POWER.

Le loyer du *drop-in* de POWER est payé par un groupe religieux. La survie du centre est assurée jusqu'en octobre par un programme de création d'emplois. Si elles avaient des sous, Gerry, Connie et les autres voudraient offrir un programme d'alphabétisation inspiré de *Beat the Street*, un programme torontois qui a transformé en livres de classe aussi bien le métro que les menus de restaurants et les graffitis. «Il nous faudrait aussi une maison sécuritaire (*safehouse*), ajoute Gerry, et des programmes pour les jeunes prostituées.» Malheureusement, les sous sont rares. Depuis un an, tout le travail de rue a été fait de façon bénévole par des ex-prostituées ou des femmes sensibilisées à la question.

Montréal

Sur la question de la prostitution, le mouvement des femmes part de loin, a peu travaillé et réfléchi, constatent les femmes de l'ASP. Préjugés, silence, confusion, hésitations... «Chipotage, condescendance, pruderie», lance Connie, en tentant de décrire la réaction des groupes de femmes.

Cette «confusion» est en partie à l'origine de la création de la section montréalaise de l'ASP. Militante d'un groupe opposé à la pornographie, Lyne St-Cyr en avait marre de la condamnation implicite des prostituées qui se retrouvait dans le mouvement.

«Le meurtre d'une prostituée et le débat entourant la nouvelle loi ont fait déborder le vase», dit-elle. En compagnie de quelques femmes, certaines ayant «grandi dans la rue», d'autres sensibilisées à la question, Lyne a formé, en juillet 1985, ASP-Montréal. Dernier né de l'Alliance, le groupe compte aujourd'hui sur un noyau de six femmes.

De son petit local de la rue Saint-Laurent, emprunté quelques heures par semaine au groupe Auto-défense pour femmes et enfants, ASP-Montréal a encore fait bien peu de bruit. Ses sympathisantes ne cherchent d'ailleurs pas à attirer l'attention des médias, précise la jeune femme de 24 ans. Elles prévoient cet automne faire de l'éducation et de la sensibilisation en offrant aux groupes de femmes des ateliers de quelques heures portant sur la prostitution.

Les femmes d'ASP-Montréal ont créé des liens avec des travailleuses de la rue. Elles gardent les enfants de certaines, accompagnent d'autres femmes à la cour, leur donnent un coup de main pour chercher un appartement. «Nous ne tenons pas pour acquis qu'elles veulent changer de métier», insiste Barbara. «Il y a tellement d'incompréhension de part et d'autre, raconte Connie. À Winnipeg, les prostituées croyaient que la manifestation *Women Take Back the Night* était dirigée contre elles, visait à les empêcher de travailler!»

De passage à Montréal en août dernier, les femmes de POWER (le nouveau nom d'ASP-Winnipeg) n'ont pas été tendres non plus avec les médias. Ces derniers, disent-elles, ne cherchent que le juteux de la vie des ex-prostituées et ne s'intéressent que bien peu «aux vraies questions». C'est-à-dire l'argent, la pauvreté, la violence, le chômage, ou le fait que les prostituées sont de plus en plus jeunes. «Maintenant, elles sont vieilles à 25 ans!, raconte Connie. Ce qui marche, c'est le *look* pubère.»

Côté juridique, l'automne s'annonce chaud sur le front de la prostitution. Un peu partout au pays, des avocats ont plaidé l'inconstitutionnalité pour défendre leurs clientes contre la loi C-49. À Montréal, Me Katherine Lippell attend un jugement le 25 septembre. La question va inévitablement, dit-elle, se rendre jusqu'en Cour suprême et relancer le débat sur une nécessaire décriminalisation de la prostitution.
tion.

CAROLE BEAULIEU

UNE GRÈVE... CLASSIC – Serez-vous toujours une cliente des librairies Classic? La grève des employé-e-s des librairies Classic perdure depuis près de dix mois. Ces femmes – elles comptent pour les deux tiers du syndicat de 35 membres – bataillent pour sauvegarder leur emploi et leur syndicat: le premier (1978) et l'un des rares en Amérique du Nord dans le secteur de la librairie, un secteur où les conditions de travail sont toujours minimales et le personnel majoritairement féminin. Elles affrontent la filiale canadienne du géant britannique de la librairie, W.H. Smith. Avec l'accord d'Investissement Canada, W.H. Smith a acheté les librairies Classic l'automne dernier et contrôle désormais 40 % du marché québécois de la librairie. Le nouveau propriétaire menace de fermer les huit succursales québécoises syndiquées de la chaîne Classic si les travailleuses n'acceptent pas une réduction de salaire et la perte de tous les avantages sociaux pour les employé-e-s à temps partiel: clause d'ancienneté, congé-maternité, etc. Les négociations sont rompues. Quatre succursales sont déjà fermées.

En attendant l'intervention d'un médiateur et de la ministre fédérale des Communications, le syndicat des employé-e-s de Classic Bookshops et la Confédération des syndicats nationaux invitent la population à boycotter les librairies W.H. Smith, Classic Bookshops et Célébrations.

UN TROMPE-L'OEIL? – Proclamée à la mi-août, la loi sur l'équité en matière d'emploi accorde désormais aux femmes et aux minorités un recours légal relativement au droit d'embauche et d'avancement au sein des entreprises régies par le Code fédéral du travail. Cette législation oblige les compagnies de 100 employé-e-s ou plus à rendre compte chaque année au gouvernement fédéral des efforts accomplis en égalité d'emploi, sous peine d'une amende pouvant atteindre 50 000 $. Les regroupements de femmes, de personnes handicapées, de minorités visibles et autochtones se sont opposés depuis le début à l'adoption de cette loi, affirmant qu'il ne s'agissait là que d'un trompe-l'oeil invitant les employeurs à un geste volontaire sans grande pénalité.

PAUVRES CAPITALISTES – Le quart des entreprises américaines appartiennent à des femmes, mais les recettes de ces compagnies, surtout des propriétés individuelles, associations et petites entreprises, ne représentent que 10% des revenus de l'ensemble des entreprises. La moitié de ces 2 884 450 entreprises ont un chiffre d'affaires brut inférieur à 5 000 $, et un pourcentage infime (0,3 %) d'entre elles rapportaient au moins 1 million $ US.

LIEU DE CRÉATION

THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES.

PROGRAMMATION 1986-1987

Du 11 septembre au 11 octobre
« SI TOI AUSSI TU M'ABANDONNES... »
mardi au dimanche à 20 h 30

DE **PAULINE HARVEY** ET **LISE VAILLANCOURT**
AVEC MARKITA BOIES, LYNNE ARCHAMBAULT, SUZANNE LEMOINE, CHANTAL LAMARRE, MARYSE PIGEON.
MISE EN SCÈNE : LISE VAILLANCOURT ASSISTÉE DE EMANUELLE BEAUGRAND-CHAMPAGNE
DÉCORS ET COSTUMES : GINETTE NOISEUX
ÉCLAIRAGES : DOMINIQUE GAGNON
DIRECTION MUSICALE : DIANE LABROSSE
PRODUCTION THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES

Du 14 octobre au 25 octobre
MÈRES ET FILLES.
du mardi au vendredi à 20 h 30
le samedi à 20 h et 22 h

SPECTACLE DE CHANSONS DE CHANTAL BEAUPRÉ. TEXTES DE **MICHEL TREMBLAY** ET **CHANTAL BEAUPRÉ.**
CO-PRODUCTION THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES ET CHANTAL BEAUPRÉ

Du 29 octobre au 16 novembre
« ÇA CRÈVE LES YEUX, ÇA CRÈVE LE COEUR »
du mercredi au dimanche à 20 h 30.

UN REGARD INTÉRIEUR SUR LA PORNOGRAPHIE.
PRODUCTION THÉÂTRE PARMINOU (VICTORIAVILLE)

Du 20 novembre
au 13 décembre
« LA CONDITION DES SOIES »
du mardi au samedi à 20 h 30

DE **ANNIE ZADEK** (FRANCE)
METTEUR EN SCÈNE : PATRICK BONTÉ (BELGIQUE) AVEC : CHRISTIANE DESCHÊNES, LOUISE LAPRADE ET JULIEN POULIN
SCÉNOGRAPHIE : ANDREÏ IVANÉANU (BELGIQUE)
MUSIQUE : MARCO GIANNETTI
PRODUCTION DU THÉÂTRE DE LA POURSUITE (SHERBROOKE)

« DE DJUNA BARNES »
Du 22 janvier au 22 février 1987

3 COURTES PIÈCES DE THÉÂTRE DE **DJUNA BARNES**
LA COLOMBE ET AUX ABYSSES
TRADUCTION : MICHÈLE CAUSSE
TROIS FILS DE LA TERRE,
TRADUCTION : LOUISE LADOUCEUR
MISE EN SCÈNE : LOUISE LAPRADE ASSITÉE DE LISE VAILLANCOURT
SCÉNOGRAPHIE : GINETTE NOISEUX
AVEC : MARKITA BOIES, JOHANNE FONTAINE, SYLVIE LEGAULT, CLAUDE POISSANT, JACQUES ALLARD ET 4 COMÉDIENS À CONFIRMER.
PRODUCTION THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES

Du 3 au 29 mars 87
LOOKY LUNE

UN SPECTACLE CONÇU, RÉALISÉ ET INTERPRÉTÉ PAR **CHATOUILLE**
EN COLLABORATION AVEC FRANCE MARIEN.
PRODUCTION CHATOUILLE

RÉSERVATIONS: 271-5381

5066 RUE CLARK, COIN LAURIER, MTL.

AFEAS

Les couleurs du pouvoir

«Un avenir à nos couleurs». C'était le thème choisi par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) pour célébrer, en août dernier, 20 ans d'existence et de travail. Un millier de déléguées de 600 cercles (réunissant 30 000 membres) ont confié un second mandat d'un an à leur présidente, Louise Coulombe-Joly. Cette «vieille» militante – elle est membre du comité exécutif provincial depuis sept ans – présidera un organisme dont les structures ont été assouplies et actualisées, et veillera à la concrétisation de la priorité d'action retenue par les déléguées: la formation des femmes et des filles.

Les dossiers «reconnaissance des acquis» et «formation des filles» feront l'objet d'une attention particulière au cours des prochains mois. Afin de sensibiliser les jeunes filles à la nécessité de conquérir leur autonomie financière, on les rejoindra là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans les écoles secondaires et les cégeps, par le biais d'activités et de conférences.

En 20 ans, les Québécoises ont changé. Les structures internes de l'AFEAS ont été révisées pour répondre plus adéquatement aux réalités et aux aspirations des femmes de maintenant. Dépoussiérées, assouplies, les nouvelles structures permettent plus d'autonomie aux cercles membres. On a également prévu une nouvelle formule d'adhésion qui permettra aux femmes qui le désirent d'appuyer le mouvement et d'être informées de ses actions sans devoir être membres d'un cercle.

Certaines que cette AFEAS «rajeunie» séduirait un nombre grandissant de Québécoises, les déléguées au congrès ont confié à la comédienne Louisette Dussault la présidence d'une campagne intensive de recrutement prévue pour le mois de septembre.

Réforme des structures, dossier formation... Le programme était déjà chargé. L'AFEAS aurait pu s'en tenir là. Elle va plus loin. Le 31 octobre, elle lancera un *Carrefour sur l'accès des femmes au pouvoir politique*. On connaissait surtout cet organisme comme le champion, depuis 1975, de la cause des femmes collaboratrices et des femmes au foyer. Nouveau, ce thème du pouvoir? «En réalité, explique Michelle Ouellet, une organisatrice du Carrefour, nous avons commencé à aborder ce sujet vers 1978-79. L'AFEAS s'est surtout fait connaître par les deux grands dossiers que vous mentionnez, mais ils ne sont pas les seuls que nous ayons abordés au cours de ces 20 ans. Nous avons notamment formulé des revendications concernant le monde du travail. Chaque mois, ou chaque deux mois, nous avons un sujet à l'étude, sur lequel se penchent nos 600 groupes. Et à chacun de nos congrès principaux, nous choisissons un thème de recherche-action sur lequel nous travaillons ensuite durant cinq ans. Nos sujets d'étude mensuels sont parfois reliés à ce thème principal, mais pas toujours. Par exemple, nous étudions actuellement des dossiers sur la reconnaissance des acquis, sur la fiscalité, sur la formation des filles, etc. De plus, chaque année, nous avons une priorité d'action reliée à l'un de nos sujets quinquennaux ou men-

Louise Coulombe-Joly

RETOUR AUX AIGUILLES À TRICOTER? – Depuis deux ans, la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) a réduit la tarification de l'acte d'avortement de près de 50%. C'est le seul acte médical qui n'ait pas droit au tarif supplémentaire accordé pour la pratique privée, obligeant les cliniques à exiger des femmes des montants variant de 200$ à 800$. De telles politiques découragent la mise sur pied de nouveaux services d'avortement hors réseau et mettent en péril ceux qui existent déjà dans les centres de santé des femmes. Le Regroupement des centres de santé des femmes du Québec demande donc à la RAMQ d'établir une tarification adéquate afin de rendre l'avortement accessible à toutes, gratuitement et sur demande.

DISCRÈTE, LA MINISTRE – Quant au plan d'action gouvernemental en matière de condition féminine (86-87) dévoilé en mai dernier par la ministre déléguée à la Condition féminine, Monique Gagnon-Tremblay, il ne souffle mot de l'avortement, ni de la fiscalité, d'ailleurs. La ministre poursuit en octobre sa tournée des groupes de femmes au Québec... pour y parler rentabilité!

CONDAMNÉES À L'ILLÉGALITÉ – Les femmes de l'Île-du-Prince Édouard ont perdu, en juin, leur dernière chance d'avoir accès à l'avortement légal, à la suite de la dissolution du dernier comité d'avortement thérapeutique de leur province. Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme s'inquiète de cette tendance alarmante vers une plus grande restriction de l'avortement thérapeutique au Canada. Dès 1973, le CCCSF réclamait que l'avortement soit retiré du Code criminel canadien. En 1983, il recommandait la création d'un réseau de cliniques d'hygiène de la reproduction subventionnées et indépendantes pour assurer le plein accès à l'avortement dans toutes les régions du pays.

DIVORCE: YES, SÉPARATION DES BIENS: OUF! – Au Québec, en 1986, 50% des femmes sont toujours mariées en séparation de biens. L'entrée en vigueur cet été de la nouvelle loi sur le divorce ayant fait tripler le nombre d'actions en divorce, le groupe Projet-partage réclame du ministre québécois de la Justice le dépôt, dès l'automne, d'un projet de loi modifiant le Code civil. La réforme exigée prévoierait automatiquement, à la dissolution du mariage, le partage à parts égales des biens familiaux (résidences principale et secondaire, voiture, meubles, fonds de pension, etc.) entre les conjoint-e-s marié-e-s, peu importe le régime matrimonial. Cinquante-cinq groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec, l'Association des

suels. Ainsi, nous travaillons cette année sur des modalités d'intégration des travailleuses au foyer au Régime de rentes du Québec.»

Pourquoi ajouter ce Carrefour à une liste déjà imposante de sujets d'étude? «Parce qu'il répond à une demande, dit Michelle Ouellet. Non seulement de nos membres, mais de beaucoup de femmes de plus en plus intéressées à accéder aux rôles de pouvoir. Il faut donc donner des outils à celles qui veulent se lancer en politique, à n'importe quel niveau: commissions scolaires, municipalités, gouvernements.»

Le Carrefour, dit «d'exploration», s'articule en deux journées autour de conférences-échanges données par des femmes politiques, dont Pauline Marois et Claire Kirkland-Casgrain (qui fait le discours d'ouverture), et de toute une série d'ateliers. Ces derniers traitent de questions touchant spécialement les femmes: étapes préparatoires à l'implication politique, impact sur la vie familiale, sociale et professionnelle; comment vivre le pouvoir; l'échec politique; la solitude des femmes au pouvoir. Ils abordent des questions très pratiques comme le militantisme en vue du pouvoir, le jeu des appuis dans les partis politiques, le financement, la spécificité féminine versus la ligne des partis, l'avenir des femmes en politique.

Le Carrefour s'adresse surtout à des femmes intéressées à s'impliquer à divers niveaux de pouvoir. «Nous voulons, explique Mme Ouellet, répondre aussi bien aux problèmes concrets pouvant se présenter dans leur cheminement qu'aux aspects les plus idéologiques ou sensibles.» Tous ces ateliers comptent donc sur la présence de femmes qui font ou ont fait l'expérience du pouvoir: Monique Bégin, Suzanne Blais-Grenier, Francine Lalonde, Louise Harel, Lucie Pépin, Céline Hervieux-Payette, Solange Chaput-Rolland, Marcelle Trépanier... «Elles sont là pour faire part de leur expérience, pour répondre aux questions que les femmes peuvent se poser.»

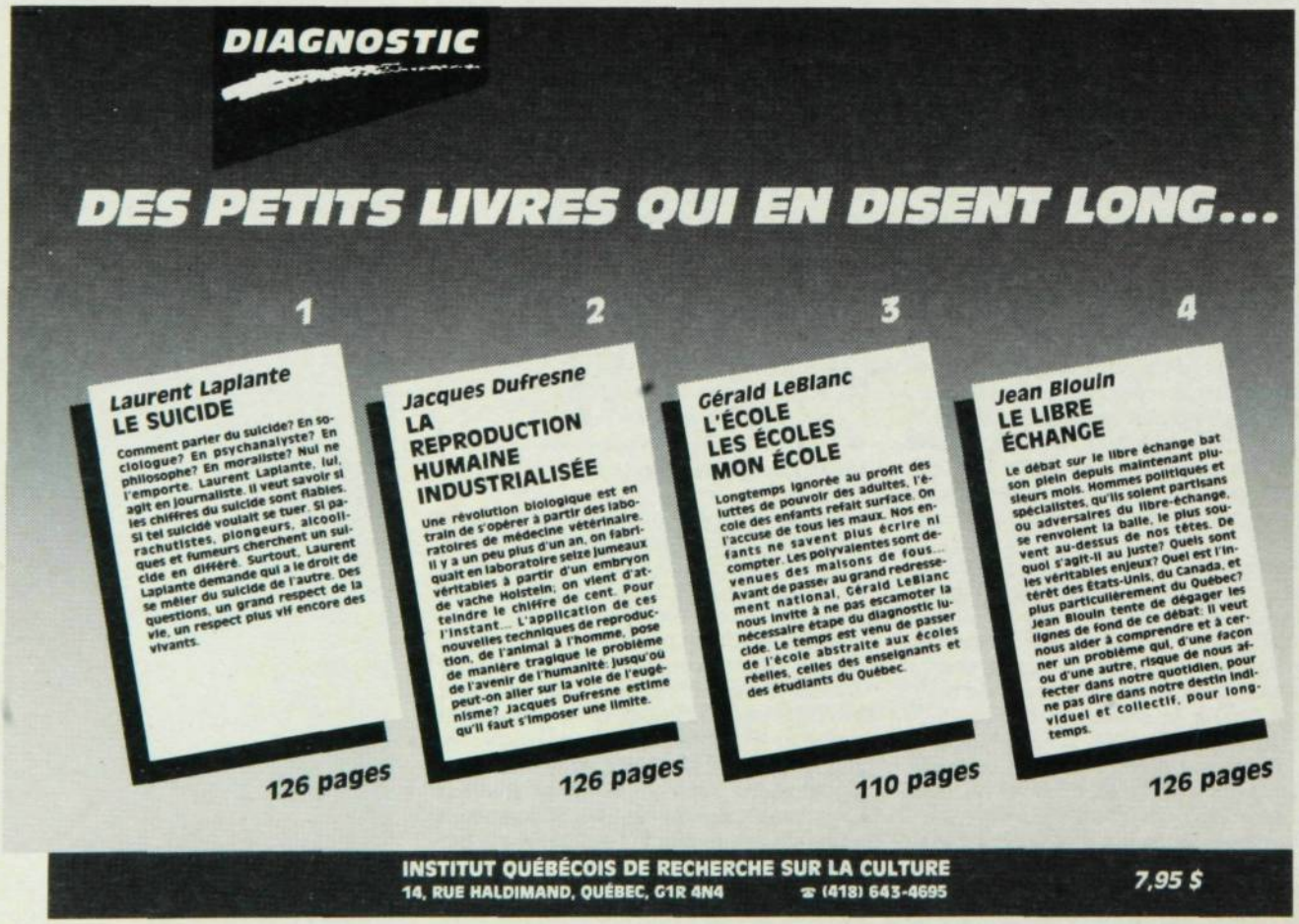
Deux outils complémentaires au Carrefour ont été préparés par l'AFEAS: une brochure, parue dès avril, *Le Pouvoir politique: une réalité quotidienne*, et en octobre, une trousse d'information sur le cheminement des femmes dans les partis politiques.

Depuis 20 ans, l'AFEAS a travaillé à mieux informer les femmes de leurs droits et les a incitées à revendiquer une meilleure reconnaissance sociale et économique de leur travail. Aujourd'hui, elle les invite à investir les lieux de pouvoir. Afin que les décisions politiques qui les concernent ne soient plus prises sans elles.

GLORIA ESCOMEL

femmes collaboratrices, la Fédération des associations des familles monoparentales et le Centre des femmes appuient cette démarche. Pour informations: Miriam Grassby, 1010, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 921, Montréal H3B 3R7. Tél. : (514) 879-1100.

AU PAYS DE G. GRÉGOIRE – Fort de ses trois victoires à la Régie des permis d'alcool du Québec, qui n'a pas autorisé la tenue de spectacles à caractère «érotique» aux bars de Saint-Flavien, de Sainte-Croix et de Val-Alain, le Comité des femmes de Lotbinière poursuit cet automne ses actions contre la pornographie. Un dossier, incluant un projet de réglementation sur les spectacles et la marchandise à caractère «érotique», sera présenté à toutes les municipalités de la région. Un comité d'action permanent sera créé et une campagne publique de sensibilisation aux aspects socio-culturels de la pornographie sera organisée. Près du quart des répondantes à une enquête sur la situation des femmes de Lotbinière admettaient avoir déjà subi des gestes de violence, surtout en milieu familial. Et certaines d'entre elles voyaient des liens entre la pornographie et la violence.



L'Autre Parole

De l'oxygène pour les chrétiennes

Mars 1986. Les évêques québécois ont invité quelque 80 femmes à vivre une «expérience de partenariat». Rencontre historique, de l'avis de certaines (voir Hélène Pelletier-Baillargeon dans LVR de mai). D'autres «convives» font un bilan plus modéré: l'assemblée a évité les sujets délicats et pris des votes indicatifs sur les autres; au total, une bien mince concession de la part d'une Église qui s'appuie sur un bassin pratiquant et militant composé à 80 % de femmes!

Le collectif auteur de cette analyse a dix ans, la langue longue et la patience courte. Les féministes chrétiennes membres de *L'Autre Parole* voient certes la nécessité de conscientiser le milieu clérical et se solidariser avec les femmes qui, de l'intérieur, ont entrepris de le faire. Cependant, elles-mêmes ne se sentent guère douées pour ce genre d'ascèse. Leur apport à la cause des femmes dans l'Église est ailleurs, dans la désexisation de la tradition et dans la recherche d'autres options.

Remontons à la naissance. Rimouski, août 1976. Des femmes se rendent compte qu'il ne suffit pas d'être spécialisée en théologie pour se tailler une place dans une institution qui, de toute façon, reflète une tradition patriarcale millénaire. Le vent de Vatican II avait semé l'espoir d'une Église plus communautaire, largement ouverte aux laïcs et aux laïques, celui du féminisme balayait tout sur son passage: la conjonction des deux allait favoriser l'émergence d'un collectif féministe financièrement et «pastoralement» indépendant de l'institution. Avec l'audace que procure l'autonomie, l'Autre Parole allait entreprendre son travail de décapage.

Décapage de la «history» chrétienne et recherche d'une «herstory», d'une tradition de femmes savamment occultée. Mise à nu de la mécanique du pouvoir: la chasse-gardée ultime, c'est la gestion du sacré, que les filles du collectif revendiquent à titre de baptisées. Création de symboliques et de liturgies qui célèbrent le féminin, et expérimentation de rapports d'Église non hiérarchiques.

Outre cette exploration d'une spiritualité «de femmes», liée au vécu et aux luttes de femmes, l'Autre Parole a fait entendre publiquement une voix discordante, notamment par une pétition d'appui à la pièce *Les Fées ont soif*, par une réponse, avec d'autres groupes de femmes, à la déclaration des évêques sur l'avortement, par des lettres de soutien à Teresa Kane, la religieuse américaine qui milite en faveur du sacerdoce des femmes.

«Surtout, ne nous lâchez pas!» Lancé sur le ton de la boutade, l'appel de cette répondante à la condition féminine d'un diocèse n'en vaut pas moins son pesant de sérieux. Elles sont de plus en plus nombreuses, dans les diocèses et dans les communautés religieuses, à sentir «le besoin que les femmes comptent». À l'étroit dans une institution qui ne leur laisse guère les coudées franches, elles aiment bien parfois sauter le mur et prendre l'air. Recevoir du soutien et faire un peu de *théofolie*. Le minuscule collectif de l'Autre Parole, 40 femmes à peine, et son journal publié quatre fois par année (voir dossier presse féministe, LVR de mai 86) leur servent de réservoir d'oxygène.

MARTINE D'AMOURS

PARLONS MUSIQUE

LA QUALITÉ D'UNE CHAINE STERÉO SE JUGE
À L'INTENSITÉ DE L'ÉMOTION MUSICALE QU'ELLE PROCURE.

ENQUÊTE «SON HI-FI MAGAZINE», numéro 29 :
«. . . le magasin est très accueillant, la salle d'écoute est confortable. Vendeurs très professionnels. Pas de pression. . . »

«. . . chaînes bien conçues avec de bons produits. Une excellente boutique, spécialiste avant tout des agencements LINN-NAIM. À noter, la qualité exceptionnelle des démonstrations. »

CHAÎNE COMPLÈTE À PARTIR DE 899,00 $

AUDIO CLUB
Haute Fidelité

1675, St-Hubert, Montréal
tél: 526-4496
Métro Berri-de-Montigny

AUDIO-CLUB vous offre :
Une sélection sérieuse des équipements proposés à la vente.
Des démonstrations dans un contexte qui reproduit votre environnement domestique.

Une optimisation des appareils par notre laboratoire.
La livraison et l'installation à domicile.
Un service après vente complet.

COMPTINES

LA ROMANCE DU ROCK

LEE A TWO RIVERS

TRANSPARENCES

G.I.V

DISTRIBUTION • PRODUCTION • VIDEO
718 RUE GILFORD, MONTREAL, H2J1N6
TEL: (514) 524-3259

Colloques

Les 16, 17 et 18 octobre, la *Corporation de développement communautaire des Bois-Francs* invite les intervenant-e-s des coopératives de consommation, d'habitation et de travail, d'organismes de services, de groupes de femmes et de groupes populaires, au *Colloque provincial sur le développement communautaire, «Fais-moi signe de changement»*. Au Cégep de Victoriaville, 475, rue Notre-Dame Est, Victoriaville. Info: (819) 758-5801.

À Toronto, les 18 et 19 octobre, *Conférence post-Nairobi* veut rassembler les participantes du Forum 1985. Thème: «La Décennie de la femme des Nations-unies... Quelles répercussions sur le mouvement féministe?» À l'Institut polytechnique de Ryerson, Toronto. Info: Conférence post-Nairobi, 229, rue College, n° 303, Toronto, Ontario M5T 1R4. Tél.: (416) 593-5696.

Les vendredi et samedi, 24 et 25 octobre, *la Fédération des associations de familles monoparentales du Québec* tient son premier colloque: «La monoparentalité, une question d'actualité». Au Centre Saint-Pierre, 1212, rue Panet, Montréal. Info: (514) 288-5224.

Louise Harel

Les 31 octobre et 1er novembre, l'*AFEAS* organise un *Carrefour d'exploration sur les femmes et le pouvoir politique*, au Grand Hôtel de Montréal, à compter de 16 h le vendredi. Nombreux ateliers «à la carte», conférences par mesdames Nadia Assimopoulos, Monique Bégin, Solange Chaput-Rolland, Louise Harel, Claire Kirkland-Casgrain, Pauline Marois. Programme disponible au 180, boul. Dorchester Est, bureau 200, Montréal H2X 1N6. Tél.: (514) 866-1813.

À Toronto, les 6 et 7 novembre, le groupe féministe canadien *Side By Side* tient sa deuxième conférence féministe sur la sexualité, *Coming Together Again – A Women's Sexuality Conference*. Inscriptions et informations : Side By Side, Canadian Feminist Resources Group, Box 85, 275 King Street E, Toronto, Ontario M5A 1K2. Tél. : (416) 626-5465.

À Moncton, les 7, 8 et 9 novembre, l'*Institut canadien de recherches sur les femmes* (ICREF) tient son 10e colloque, *Recherche féministe: Bilan et perspectives d'avenir*. Thèmes: le mouvement féministe (ses outils alternatifs, les politiques féministes, la part des jeunes), femmes et développement, reproduction et nouvelles technologies, etc. À l'Université de Moncton, Édifice Taillon, Moncton, Nouveau-Brunswick E1A 3E9. Pour informations, contactez Marlène Carmel, au (506) 858-4555.

Toujours à Moncton, du 13 au 16 novembre, colloque *Les nations autochtones des Amériques*, organisé par *Aski-y: Éducation et promotion de la solidarité internationale*. À noter, la présence de femmes autochtones du Nord et du Sud et une table-ronde sur la place des femmes. À l'Université de Moncton (adresse, cf. communiqué précédent). Pour informations, contactez Huberte Gautreau, au (506) 858-4194.

Colloques lointains

Deux conférences internationales sont en préparation. La cinquième rencontre *Femmes et santé* aura lieu à San José, Costa Rica, du 23 au 28 mai 1987. Et le congrès *Weaving Women's Colors: A Decade of Empowerment* du *National Women's Studies Association* sur l'interférence de la race et du sexe, au Spelman College, à Atlanta, Georgie, États-Unis, du 24 au 28 juin 1987. Informations supplémentaires à *La Vie en rose*: (514) 843-8366, demandez Louise Bessette.

Formation

Le *Théâtre de quartier* offre des ateliers d'initiation à l'interprétation, les 4 et 5 octobre, de 9 h 30 à 17 h, au 3702, rue Sainte-Famille, Montréal H2X 2L4. Informations et inscriptions: (514) 845-3338.

Le *Centre de pastorale en milieu ouvrier* propose une nouvelle session de formation: *Comprendre l'économique à l'heure du libre-échange*, à Montréal les 21 et 22 octobre, à Québec les 1er et 2 novembre. Également offerte en région sur demande, ainsi que

d'autres sessions. Inscriptions et informations: (514) 527-8291.

Services

L'Enjeu, intégration des femmes au travail Inc. offre gratuitement différents services d'assistance: entrevue, orientation, club de recherche et banque d'emplois, à toutes les femmes de la région métropolitaine ayant des difficultés à accéder au marché du travail. Séances d'informations deux fois par mois. Inscriptions: (514) 849-3745.

Le Centre de santé des femmes de Montréal offre tout l'automne des ateliers collectifs en santé physique et mentale. À souligner, une série de rencontres en santé mentale: «Se connaître et agir... un pas vers la satisfaction». Informations et inscriptions: (514) 842-8903.

Vidéo

Nouveau vidéo: *Bien sûr qu'on est folles... on veut changer le monde!!!* du *Collectif promotion communautaire* et du *Centre de pastorale en milieu ouvrier*, produit par le Centre Saint-Pierre, 1986. D'une durée de 41 minutes, ce vidéo laisse la parole aux femmes qui luttent pour une société féministe et populaire. Disponible sur cassette 1/2 pouce, VHS et Betamax. Pour location ou achat: (514) 524-3561, poste 301.

Match annonce une nouvelle production vidéo, *Les femmes: une seule nation*. D'une durée de 28 minutes, ce vidéo combine une vision mondiale sur les questions des femmes à une vision féministe du développement. Disponible en anglais et en français, sur cassette vidéo 1/2 pouce, VHS et Betamax. *Match* est un organisme canadien, œuvrant uniquement auprès des femmes, qui finance des projets outre-mer et fait de l'éducation au Canada. Communiquez avec Sherralee Galey, Centre international Match, 401-171, rue Nepean, Ottawa, Ontario K2P 0B4.

Événements

La Journée d'interaction lesbienne débutera le vendredi 3 octobre, à 18 h, pour se poursuivre le samedi 4 octobre, de 9 h 30 à 18 h, au 2025, rue Gilford, à Montréal. Inscription et visionnement de vidéos, le vendredi soir. Samedi, ateliers: sexualité, thérapies (point de vue des clientes), visibilité lesbienne, bars, marche, écriture, traduction, arts visuels, la montée des groupes de femmes de droite, lesbiennes et discriminations (ressources existantes), revendications et actions lesbiennes, lesbiennes en région, diffusion de l'information aux «isolées», coopératives d'habitation, mères lesbiennes, the lesbian community, suivis d'une plénière. À partir de 11 h, café-rencontre. Le soir, spectacle. Lieux accessibles aux lesbiennes en fauteuil roulant. Ressources d'hébergement prévues. Programme complet disponible au Bar Lilith, 3884, rue Saint-Denis, Montréal. Info: 522-5778, 731-4126 ou 277-6488.

Photo: Louise de Grosbois

Marche pour la paix, le 25 octobre à Montréal, organisée conjointement par l'Alliance des professeur-e-s de Montréal, l'Alliance pour la paix du Québec, la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix, le Conseil central de Montréal (CSN) et le Conseil du travail de Montréal (FTQ). Info: Michel Cadorette, au (514) 598-2021.

Autres activités pour la paix:

Colloque Paix et spiritualité, organisé par le Centre Saint-Pierre et le Centre Dialogue, les 3 et 4 octobre. Info: 737-8967.

Tournée internationale Jeunesse pour la paix et la justice, du 24 octobre au 7 novembre, dans différentes régions du Québec. Soixante jeunes de 13 à 19 ans, de 25 pays, racontent la violence, la menace nucléaire et la pauvreté au quotidien. Info : 1435, rue City Councillors, bureau 31, Montréal H3A 2E4. Tél. : (514) 842-5374 ou 374-9164.

EN NOVEMBRE, TOUT SE PASSE À ROUYN-NORANDA

FORFAIT CINÉMA

× 279 $/pers.

Venez vivre un week-end (du 1er au 2 novembre 1986 inclusivement) sous le signe du rêve et du cinéma. Des activités de presse grouillantes, des rencontres constantes avec tous les invités du Festival.

FESTIVAL DU CINÉMA INTERNATIONAL
EN ABITIBI TÉMISCAMINGUE
ROUYN-NORANDA (QUÉBEC) CANADA
du 1er au 6 nov. 1986

Pour de l'exotisme et du cinéma en novembre, c'est au Festival de ROUYN-NORANDA ON VOUS ATTEND !

NOTRE FORFAIT COMPREND:

- Avion (aller-retour Montréal - Rouyn-Noranda - Montréal par Air Canada);
- Transport aéroport de Rouyn-Noranda au motel;
- Chambre de motel (samedi 1er nov '86);
- Transport sur place pour les activités (horaire fixe);
- Cocktail de bienvenue;
- Visionnement de presse (samedi 1er nov. '86);
- Souper d'ouverture du Festival (samedi 1er nov. '86);
- Soirée d'ouverture du Festival (samedi 1er nov. '86);
- Billets pour les représentations du dimanche 2 nov. '86;
- 1 déjeuner, 1 dîner;
- Cocktail de départ.

NON INCLUS:
- Assurance annulation 5,00 $;
- Toutes dépenses d'ordre personnel.

*-Tarif pour occupation double. Ajouter 20,00$ pour occupation simple.

-TARIF SUJET À CHANGEMENT SANS PRÉAVIS

- Nous ne sommes pas responsables des délais, retards ou annulation causés par des perturbations atmosphériques (tempêtes de neige, brouillard, verglas etc.)

- Les modalités et les conditions sont contenues dans le dépliant FORFAIT CINÉMA du Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue.

FAITES VITE ! (Les places sont limitées)

AIR CANADA

LA BRASSERIE O'KEEFE LIMITÉE

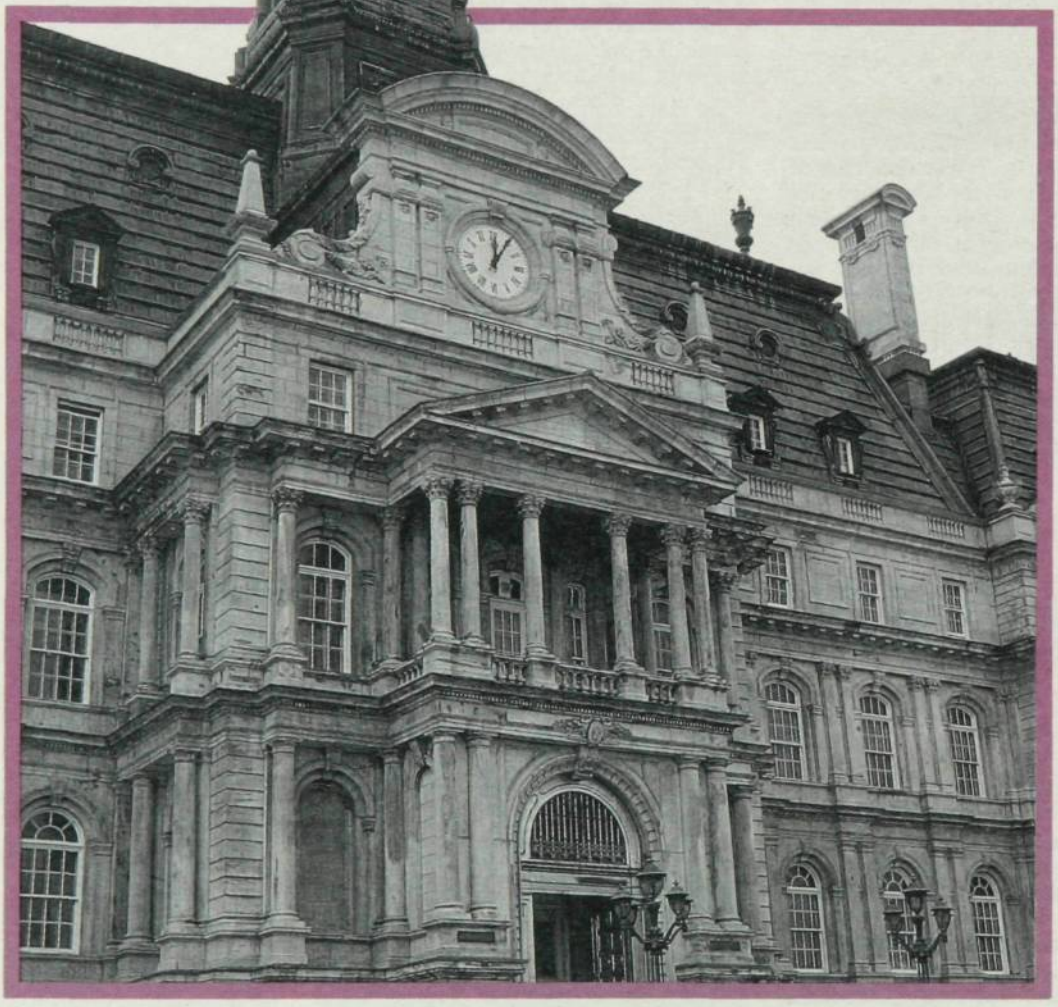
TÉLÉBEC

POUR INFORMATION ET RÉSERVATION

1-800-567-6427 ou 1-819-762-0477

L'Office du tourisme et des congrès de Rouyn-Noranda

LE POUVOIR AU QUOTIDIEN



Peu de gens associent spontanément les mots municipal *et* pouvoir. *Le second évoque plutôt les gros paliers décisionnels, le fédéral ou le provincial. Le pouvoir avec un grand P, quoi. Les ligues majeures. Pourtant, le municipal, c'est aussi du pouvoir. Du vrai.*

par Hélène Sarrasin et Hélène Lévesque

Les 1 503 municipalités du Québec gèrent annuellement un budget qui dépasse les 4 milliards de dollars. La part du lion va aux villes de 10 000 habitant-e-s et plus : 4 milliards ! Les petites municipalités se partagent. . . ce qui dépasse.

Ça fait beaucoup de sous. Des sous qui vont à dispenser des services tellement naturels et omniprésents dans notre vie quotidienne que nous n'y pensons même plus. Le municipal, c'est la policière qui fait sa ronde dans le quartier et le pompier qui vient vérifier si votre logement ne présente pas de risques d'incendie. C'est la benne à ordures qui bringuebale dans la ruelle tous les lundis et jeudis que le bon Dieu amène. Ce sont la souffleuse et la petite machine à trottoirs qui se battent toute la nuit contre la tempête de neige. C'est le parc où les vieux du coin se retrouvent et prennent du soleil. C'est le SOS lancé au service de dératisation lorsque vous avez cru entendre un gratouillement suspect dans le mur. . . Ce sont encore le bus et le métro, les aires de stationnement, les plans de zona-

Photo: Pono Presse

ge (délimitation des espaces commerciaux et résidentiels). La liste n'est pas exhaustive. Et il est vraisemblable qu'elle s'allonge encore au cours des prochaines années.

Les options de décentralisation et de privatisation affichées par le gouvernement Bourassa touchent aussi les municipalités. Il est question, par exemple, de leur refiler la gestion des services qui relèvent présentement du provincial, comme les CLSC[1].

Une occasion en or, cette décentralisation, pour rapprocher les services de la population ? Pour redéfinir le pouvoir municipal dans le sens d'une écoute plus attentive des besoins des citoyennes et citoyens ? Cela se pourrait. . . si une majorité d'élu-e-s faisaient preuve d'une conscience sociale aiguë. En clair : ne faites surtout pas de pari sur ce nouveau pouvoir-là. Vous perdriez à coup sûr. Louise Quesnel, professeure de sciences politiques à Laval, constate, dans un article sur la démocratie municipale, que «la décentralisation n'est pas en soi synonyme de démocratie et que ces deux termes pourraient même s'opposer[2]». Ils s'opposeront tant que le pouvoir municipal demeurera le fief des petites élites locales, celles qui gravitent autour de la Chambre de commerce, du club Kiwanis ou du club Lion. Ils s'opposeront tant que des maires le seront «à vie» et sans opposition ; tant que de jeunes loups politiques aux dents longues ne verront dans l'exercice du pouvoir municipal qu'un rite de passage avant de briguer un siège au parlement de Québec ou d'Ottawa.

Près de la moitié des candidat-e-s élu-e-s aux postes de maires et de conseillers dans les municipalités de 10 000 habitant-e-s et plus, entre 1978 et 1982, venaient des milieux d'affaires : commerçants, industriels, administrateurs. Les salarié-e-s, les ouvrièr-e-s étaient pour leur part sous-représenté-e-s : 25 % des élu-e-s, alors qu'ils et elles comptent pour 70 % de la population active ! Cela donne souvent – pas *toujours* mais *souvent* – des élu-e-s plus enclin-e-s à améliorer l'aspect des artères commerciales (lampadaires «d'époque» et boîtes à fleurs) qu'à investir dans le logement social ou l'ouverture de garderies dans les édifices municipaux.

Un pouvoir d'affaires, un pouvoir d'hommes aussi. Seulement 4 % de mairesses (57) dans l'ensemble du territoire québécois. Certes, il y a eu progrès. Alors que la première mairesse n'a été élue qu'en 1954, 21 femmes dirigeaient des municipalités en 1980 (1,5 %) et 280 occupaient des fonctions de conseillères (4,1 %). Et au moins une femme siège actuellement sur plus de la moitié des conseils municipaux.

Fin des bonnes nouvelles. L'envers de la médaille, c'est que la plupart des élues se retrouvent à la tête de petites municipalités. La politicologue Evelyne Tardy rappelle que «lors des élections de 1984, quatre mairesses et 306 conseillères (sur 332) ont été élues dans des municipalités de moins de 3 000 habitant-e-s[3]». Sur les 18 nouvelles élues de novembre 1985, 11 l'ont été dans des municipalités de moins de 1 000 habitant-e-s. Seulement cinq municipalités de plus de 13 000 habitant-e-s sont dirigées par une femme, la plus importante étant Sainte-Foy avec ses 68 400 habitant-e-s (mairesse : Andrée Boucher). Ce n'est pas tout. Ce pouvoir pourtant modeste, les femmes doivent mettre plus d'efforts que les hommes pour y parvenir puisqu'elles sont moins nombreuses à être élues par acclamation. Enfin, une fois remportée la bataille électorale, les élues se verront refiler les dossiers considérés comme secondaires, moins prestigieux.

Il y a un espoir. En 1979, une loi permettait la création de partis politiques dans les villes de 20 000 habitant-e-s et plus et édictait certaines règles concernant, par exemple, le financement des dépenses électorales. En principe, il ne suffit plus désormais d'être monsieur Élite locale pour se faire élire. Il faut encore réunir une équipe un tant soit peu représentative et élaborer un programme politique qui ait l'air de se tenir. Dans la vingtaine de villes québécoises où s'est implanté un véritable système de partis, les luttes électorales se sont faites plus vives et plus passionnantes (moins d'élections par acclamation) et les enjeux se sont transformés. On y parle aujourd'hui condition féminine, qualité de vie, environnement. . . Des débats ont été initiés, tant dans les partis que sur la place publique, par des militantes.

Une brèche est donc ouverte. Il n'est pas acquis pour autant que la féminisation et la démocratisation s'y engouffrent. Certains partis municipaux ne sont que des regroupements ad hoc, démantelés après les élections. D'un parti à l'autre, les discours sont parfois tellement semblables que les candidat-e-s pourraient sans problème de conscience passer au parti adverse. Toujours selon Louise Quesnel, «les partis n'étant pas, en général, liés par un programme mais plutôt par une plate-forme électorale, ils adaptent leurs thèmes à l'actualité, en ayant comme toile de fond quelques grands principes relevant souvent de la vertu plus que de l'engagement politique, par exemple la réduction du compte de taxes, l'information des citoyens et, dans le cas des candidats demandant un renouvellement de mandat, la qualité du travail accompli[4]». Maigre, tout ça. D'une effarante maigreur par rapport aux débats à faire ou en cours. Au premier plan, celui de l'accès à l'égalité pour les femmes dans les municipalités[5]. Mais aussi l'épuration des eaux, la «responsabilisation» des municipalités par rapport aux services de garde, l'implication des citoyen-ne-s. . .

Pour que la politique municipale devienne autre chose que de la gestion de patinoires, il faut que plus de femmes et d'hommes progressistes s'y fassent élire. Qu'elles et ils y instaurent une véritable démocratie de participation (conseils de quartiers, consultation régulière de la population pour connaître les vraies priorités d'intervention). Qu'elles et ils suscitent et maintiennent des alliances solides avec les groupes féministes et progressistes avec qui elles et ils resteront en contact tout au long de leur mandat. Et que les femmes, particulièrement, développent des alliances stratégiques avec les élues des autres partis pour défendre les dossiers de condition féminine et les intérêts des moins bien nanti-e-s.

1/ Cette décentralisation ne se fera pas aussi vite que Paul Gobeil l'aurait souhaité. Du moins, si l'on se fie aux réactions de certains ministres libéraux et de Bourassa aux recommandations du comité dit «des sages».

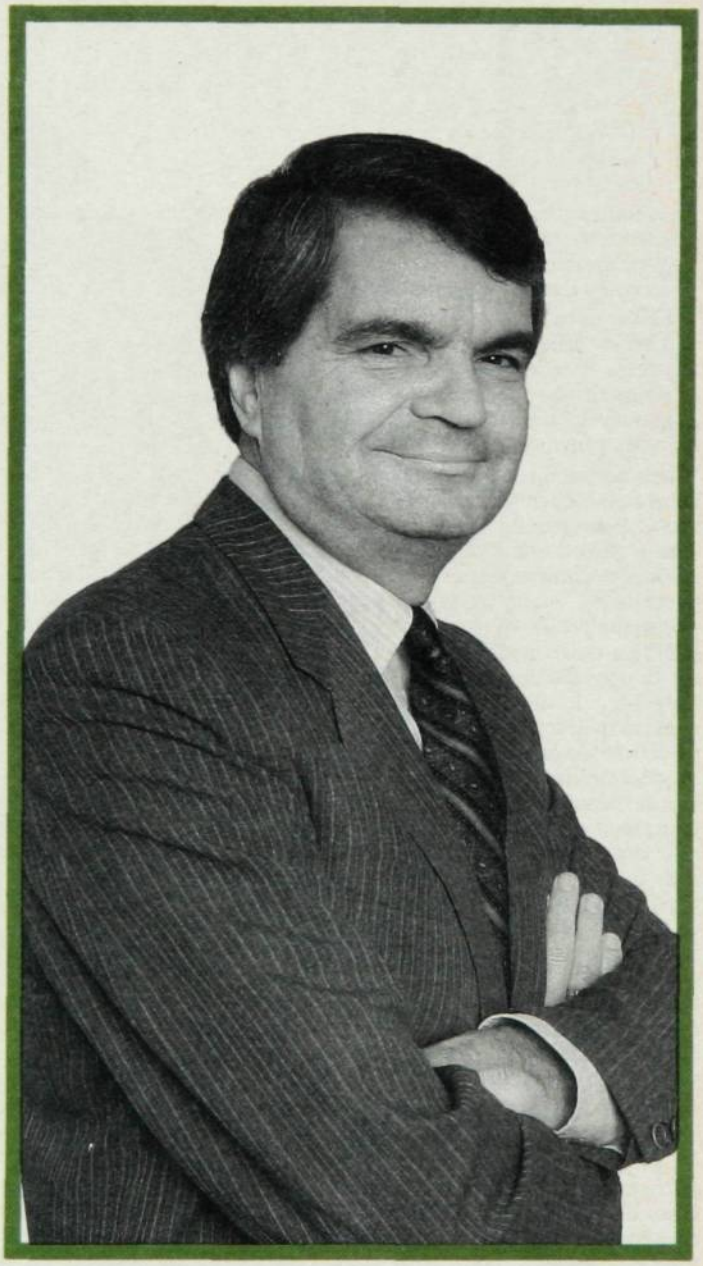
2/ Louise Quesnel, «La démocratie municipale au Québec», dans la revue *Politique*, n° 9, hiver 1986.

3/ Évelyne Tardy, «Les femmes en politique municipale : encore loin de l'égalité», dans *La Revue des municipalités*, avril 1986.

4/ Louise Quesnel, source citée.

5/ Le ministère des Affaires municipales consulte présentement les municipalités au sujet de son programme d'accès à l'égalité. Il y a du pain sur la planche. À Québec, par exemple, il n'y a que 14 femmes parmi les 185 fonctionnaires non syndiqués de la Ville, et une femme parmi les 649 employés manuels ; parmi les policiers, neuf femmes sur 350, aucune parmi les pompiers. . .

LA BELLE ET LA BÊTE



Une mauvaise blague, ce titre, pour souligner la différence entre Dupras, l'imposant gaillard, et Kathleen Verdon, la délicate ex-élève des Dames de la Congrégation. Leur sensibilité aux préoccupations des Montréalaises est-elle à ce point contrastée ? Le 9 novembre, plus de 600 000 Montréalais-es voteront – ou non – pour elle ou pour lui, pour le RCM ou le PCM.

par Francine Pelletier et Louise Levac

Deux partis. Un dont l'histoire nous aura été rappelée longuement lors de la démission récente de Jean Drapeau et qui, après 26 ans de règne, lègue un stade, un métro, une expo et une montagne (relativement intacte) à la postérité. Mais peu sur le plan des réalisations sociales. Un parti connu pour répondre aux lettres de Mme Breton du Plateau Mont-Royal mais qui ne sait trop que faire d'une lettre de l'Association des déprimé-e-s de Montréal, par exemple. Un parti qui n'a jamais brillé par son fonctionnement démocratique et qui demeure sans programme, bien qu'il fut le premier à apparaître sur la scène municipale québécoise. Mais un parti avec lequel il faut compter, ne serait-ce que parce que la majorité de l'électorat francophone, quand elle vote, vote pour lui. J'ai nommé le Parti civique de Montréal (PCM).

Le deuxième, plus récent, a plus souvent échoué que réussi sur la scène électorale, mais a le mérite de présenter un volumineux programme, dont plusieurs recommandations concernant les femmes. Ce parti, grâce à un chef au charisme évident et à une vision toujours plus large, a maintenant le vent dans les voiles et un membership quatre fois supérieur à ce qu'il était il y a un an. Mais si, pour la première fois, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) peut espérer remporter la victoire, il y a de la déception dans l'air. Déjà. «Le RCM, c'est comme le PQ», disent non seulement les mauvaises langues mais des gens qui y militent. Un parti gagnant, donc, mais dont l'orientation future n'a pas fini d'inquiéter.

Deux adversaires. D'un côté du ring, Claude Dupras, la «force nouvelle» du Parti civique, que le maire Drapeau aura pris la peine de désigner lui-même. De l'autre, Kathleen Verdon, vice-présidente du RCM depuis mai 1983 et militante du parti depuis dix ans. Le contraste entre les deux est frappant. Elle est petite, lui très grand; elle fait très féminine, il fait très gaillard; elle soigne ses manières et son langage («Une éducation chez les Dames de la Congrégation ne s'oublie pas», nous dira-t-elle), il n'a pas peur de se montrer Gros-Jean. Politicienne jusqu'au bout des ongles, ponctuant ses phrases de nombreux «d'accord?», Kathleen Verdon ne se montre jamais embêtée, sait parfaitement contourner la situation qui ne fait pas son affaire. M. Dupras, lui, est le premier à s'avouer politicien néophyte et à l'admettre quand il ne comprend pas la question.

Pourquoi opposer ces deux individu-e-s sur la question des femmes? D'une part, Dupras, parce qu'il n'y a jamais eu de femmes identifiées à la condition féminine au PCM (bien qu'on y ait récemment établi une commission permanente sur la question). Et puis, nous étions intéressées à entendre ce qu'un nouveau chef – qui prétend «mettre le cap sur l'an 2 000» – pouvait en dire. D'autre part, «il n'y a pas que Jean Doré au RCM!» C'est Kathleen Verdon elle-même qui le dit, nous avouant avoir apprécié être sollicitée pour l'entrevue, plutôt que l'homme sur lequel tous les regards sont rivés. En effet, il n'aurait pas été très cohérent de jouer le jeu des «chefs» (bien que ce soit toujours tentant) quand on sait qu'au RCM tout le volet «femmes» est dû... à d'autres femmes.

Nous avons rencontré ces deux porte-parole à la fin août, à quelques jours d'intervalle.

Cinquante-quatre ans, marié et père de trois enfants, président d'une firme d'ingénieurs «qui marche bien», propriétaire-résident de Snowdon, Claude Dupras a beaucoup du *self-made man*. Le *je*, chez lui, est de rigueur et les allusions à son expérience personnelle abondent. S'il parle volontiers de ses modestes origines (à Saint-Henri), ce n'est pas tellement par fierté que pour montrer qu'on peut s'en sortir. Ou comme il le dit lui-même : «Il n'y a pas que des pauvres à Montréal, il y a les autres. » Il fait fièrement référence à ses enfants – un avocat, un ingénieur, et sa fille de 24 ans qui vient d'être nommée à la tête d'une firme de publicité, «anglaise à part de ça» – qui ont compris eux aussi l'importance de «faire son chemin dans la vie». Il ne parle de sa femme que si on le lui demande : «Ma femme a élevé notre famille, c'est un choix qu'elle a fait. C'est quand même mieux que les gardiennes !. . . »

De toute évidence, un homme qui aime rigoler. Nous l'avons tout de suite constaté lorsqu'en arrivant au rendez-vous, il jeta un coup d'œil sur le titre du numéro de septembre de LVR, «Parlez-vous française», et nous lança: «C'est un journal de fautes, ça?»

Mais surtout, Claude Dupras est un homme «d'avenir». C'est un mot qui revient souvent dans la conversation. Un homme d'avenir qui n'aime pas se faire rappeler le passé pas toujours reluisant du PCM, un parti dont il n'était ni membre ni supporter jusqu'à récemment. «Parlez-moi pas des fils d'araignée dans les ruelles il y a cinq ans!... J'étais pas là, moi...», s'exclame-t-il, ne sachant trop s'il doit à nouveau nous remémorer les bons coups (stade-métro-expo) du PCM et la fierté des Montréalais-es ou s'il doit élargir davantage la distance qu'il s'efforce visiblement de mettre entre lui et le parti. Il utilise d'ailleurs l'une ou l'autre tactique à volonté. Lorsqu'on lui demande pourquoi le PCM n'a jamais cru bon se doter d'un programme, il répond sans une seconde d'hésitation: «Le Parti civique a un programme, madame: bien servir les Montréalaises et les Montréalais.»

C'était au début de l'entrevue. À la fin, il avouera qu'il déplore lui aussi le manque de démocratie à l'intérieur du PCM. «Je suis d'ailleurs allé voir M. Drapeau pour lui dire. Devant la montée du RCM, il fallait absolument que le Parti civique prenne une bouffée d'air frais, pas seulement pour la mairie, mais aussi par rapport à ses structures et à ses politiques... Un mois plus tard, M. Drapeau m'appelait pour me demander d'être candidat à la mairie.» Ayant «grandi dans les partis démocratiques» (le Parti conservateur, notamment), et ex-membre de la Société Saint-Jean-Baptiste «dans le temps que c'était un organisme démocratique», M. Dupras se dit naturellement porté vers la chose.

Naturellement porté vers les femmes aussi. Il n'oublie jamais de faire précéder le mot «Montréalais» par «Montréalaises». Cet automatisme (qui ne s'étend pas aux pronoms, verbes et autres féminisations plus complexes), ainsi que son désir de rendre le PCM plus «ouvert», plus «dynamique» rapprochent Claude Dupras de ses adversaires.

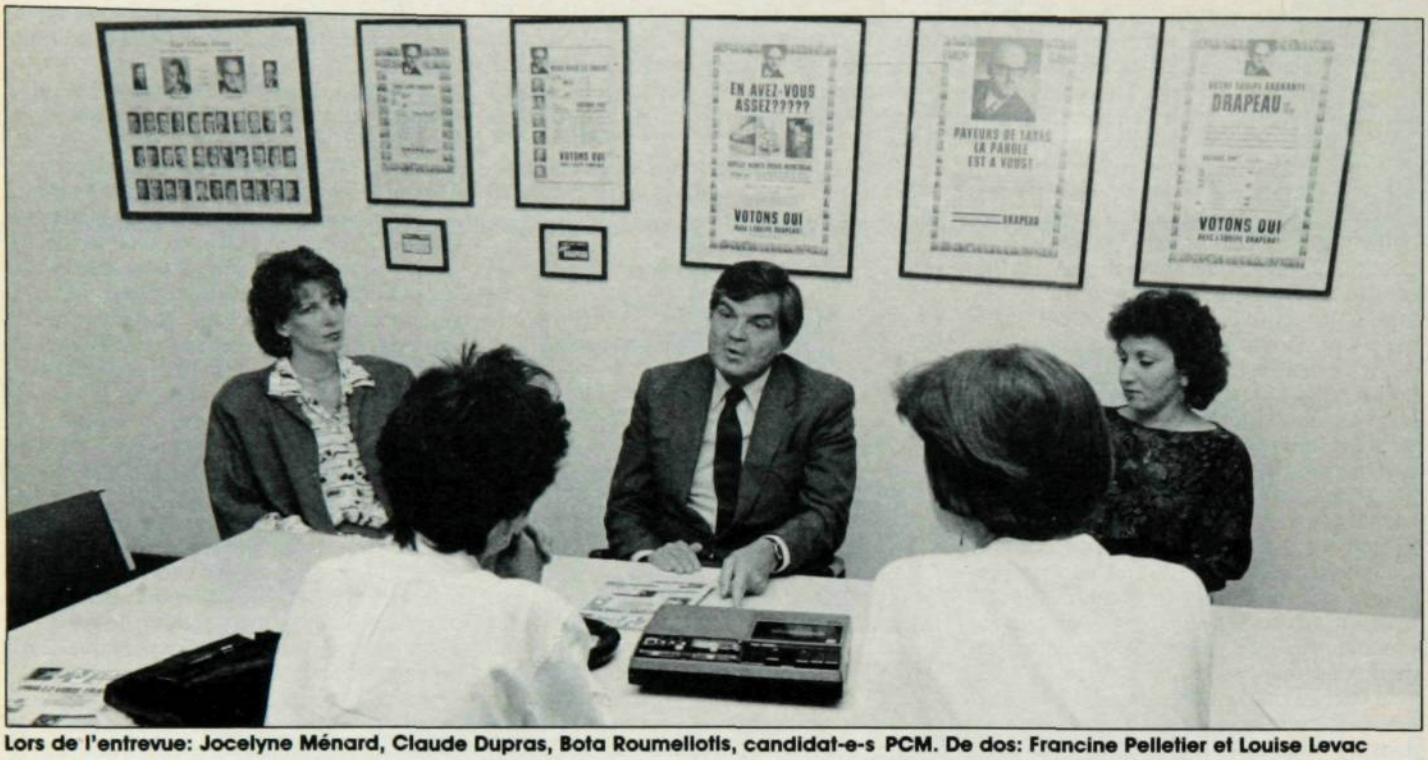
Mais c'est sur la municipalisation des services que leurs positions se rejoignent le plus. Cette politique mise de l'avant par la Commission Parizeau et le Rapport Gobeil vise à ce que les garderies, les maisons d'hébergement, les CLSC et peut-être d'autres organismes soient administrés par la Ville. Dégraissage oblige. Jusqu'à maintenant, les deux premiers groupes concernés se sont farouchement prononcés contre, ce qui n'est le cas ni de M. Dupras – qui annonce lui aussi la mort de l'État-Providence – ni de Mme Verdon. L'idée de rapatrier «certains pouvoirs» (Verdon) ou «certaines sommes d'argent» (Dupras) ne déplaît pas a priori. Mais, d'un côté comme de l'autre, on craint que le gouvernement provincial ne cherche à se décharger de ses responsabilités.

Venons-en à la question de l'heure: que propose le PCM aux citoyennes de Montréal? Bien que mesdames Jocelyne Ménard et Bota Roumeliotis, les deux candidates du PCM qui accompagnaient M. Dupras à l'entrevue, nous assurent «qu'une femme peut s'épanouir au sein du Parti civique», il y a peu de propositions concrètes sur la table. Le manifeste (tant attendu) du PCM n'étant pas encore prêt, et la Commission sur la condition féminine poursuivant sa consultation, il ne nous restait plus qu'à interroger M. Dupras à titre personnel...

CLAUDE DUPRAS: Ce qu'on peut vous dire, c'est qu'on n'est pas des sans-cœur, des tata ou des imbéciles. On a des mères, des frères, des sœurs, des voisins et des voisines; on vit à Montréal et on connaît les problèmes. Même si le RCM joue du violon, je vous dis qu'ils n'ont pas les moyens de faire ce qu'ils proposent... Mais dites-moi, c'est quoi les problèmes des femmes, expliquez-moi ça. Les agressions sexuelles? La monoparentale? On est au courant de ces problèmes-là.

LA VIE EN ROSE: *Alors, qu'est-ce que vous proposez?*

Photo: Suzanne Girard



Lors de l'entrevue: Jocelyne Ménard, Claude Dupras, Bota Roumeliotis, candidat-e-s PCM. De dos: Francine Pelletier et Louise Levac

CD: Je propose un réseau de maisons d'hébergement.

LVR: *Vous savez que l'administration Drapeau a déjà refusé d'octroyer un permis à la Maison du réconfort, à Ville Émard où habite M. Lamarre[1]?...*
CD: Vous parlez toujours du passé! Je vous parle d'avenir. Et puis, c'est des accusations gratuites et inexactes, ça. Je fais confiance à M. Lamarre. Moi, Claude Dupras, ce que je vous dis c'est que j'ai vécu dans des milieux pauvres... puis j'ai été un membre fondateur du Relais, dans l'est de la ville; j'ai payé pour ça. Ce n'était pas tout à fait pareil: un endroit pour des jeunes filles qui se sauvaient de la maison... Tout ce que je vous dis c'est que, comme maire de Montréal, je vais m'arranger pour qu'il y en ait, des places comme ça.

LVR: *Avez-vous réfléchi au problème de la pornographie?*
CD: Je propose qu'on trouve les moyens de l'abolir. Complètement, oui. Mais alors, il va falloir persuader le fédéral de prendre les mesures pour le faire.

LVR: *Mais la Ville n'a-t-elle pas les moyens d'intervenir, en ce qui concerne l'affichage et l'étalage notamment?...*
CD: Il y en a qui disent que ça devrait être à telle hauteur mais mon goût personnel c'est qu'il n'y en ait pas du tout. Il faudrait un règlement du fédéral là-dessus parce que ça diminue et ridiculise la femme.

LVR: *Il n'y a pas que la porno qui diminue les femmes; il y a le fait de ne pas avoir accès aux mêmes emplois...*
CD: Je suis d'accord avec vous. Mais l'action positive, est-ce vraiment nécessaire?... Quand on vit dans une société où tout le monde est égal, pourquoi faire de la discrimination contre les hommes?

LVR: *Vous êtes un peu trop dans l'avenir, là...*
CD: Mais non, vous allez être là!

LVR: *Quand?*
CD: Quand je vais être au pouvoir, madame. Avez-vous quelque chose contre ça, vous, une politique de chances égales?...

LVR: *La Charte des droits et libertés du Québec rend déjà la discrimination illégale. Ne faudrait-il pas des mesures plus incitatives?...*
CD: Je compte sur vous pour me rappeler ça dans l'avenir. Même si j'en ai pas besoin, c'est naturel chez moi. Mais il faut parler de la réalité de la vie. C'est malheureux à dire, mais les électeurs ne votent pas autant pour les femmes, même quand elles se présentent contre un tata. *That's life.* Qu'est-ce qu'il faut faire?... Ça prend des femmes dans des hautes positions qui démontrent qu'elles sont plus capables que les autres. Une fois en place, je ne m'inquiète pas, l'exemple va suivre. Tenez, j'ai des femmes ingénieures qui travaillent pour moi...

LVR: *Combien de femmes pour combien d'hommes?*
CD: Eh bien, j'ai une femme pour 15 hommes. Mais en polytechnique, il y a trois femmes pour 350 hommes[2]. Ce n'est pas de ma faute à moi, ça ! Quand je suis sorti de l'École en 1955, il y avait une femme, la première, sur 105. On l'appelait Popotte. Elle a passé sans problèmes, elle était bien bonne... Ce qui est important, c'est d'amener les femmes dans les facultés de gérance, de gestion, là où il y a des pouvoirs décisionnels.

LVR: *Parlant de pouvoirs, vous savez que la Ville est partiellement responsable de l'application des règlements du ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu? C'est donc dire que toute l'histoire des «boubous-macoutes» aurait pu avoir une autre tournure si la Ville en avait décidé ainsi...*
CD: C'est la Ville, oui? C'est sûr qu'aller fouiller chez les gens, c'est difficilement acceptable. Par contre, il y en a qui trichent; ça non plus, ce n'est pas acceptable. Les boubous-macoutes, comme vous dites, c'est le moyen que le Gouvernement a trouvé pour arrêter la fraude. C'est brusque, mais y a-t-il une autre solution?...

LVR: *Et la qualité de la vie à laquelle vous faisiez référence?*
CD: Vous voulez savoir ce que ça veut dire, la qualité de la vie, pour une Montréalaise et un Montréalais? C'est quand il s'assoit devant chez lui, sur son balcon, puis que la rue est mal entretenue, que son trottoir est cassé, que le service d'autobus le dérange ou qu'il n'y en a pas. C'est la première chose. La deuxième, c'est quand il se rend au centre-ville et qu'il n'y a pas d'arbres... Ce que je propose, c'est un urbanisme agissant. Place au Soleil[3], par exemple, il faut continuer ça. Si vous saviez les lettres de félicitations que le maire Drapeau m'a dit recevoir!

LVR: *Mais pourquoi répondre à la pièce? Cela crée de grosses disparités, des endroits qui sont éclairés, d'autres pas du tout; notre ruelle, par exemple...*
CD: La raison est bien simple, madame. On a juste tant d'argent à dépenser. Et puis, si votre ruelle n'est pas éclairée, vous n'avez qu'à appeler votre conseiller municipal...

Photo: Suzanne Girard

Kathleen Verdon n'a jamais été conseillère municipale mais a hâte de le devenir. Trente-sept ans, célibataire et sans enfants, vivant avec le même homme depuis presque dix ans (un pilier du RCM lui aussi, mais du genre à rester dans l'ombre), copropriétaire-résidente du quartier Côte-des-Neiges, Kathleen Verdon se dit avantagée dans la vie. Elle ne souffre pas de ce dont beaucoup de femmes souffrent : l'insécurité. Elle admet volontiers être une femme déterminée, sophistiquée aussi, mais avoue avec une certaine réticence être une femme de pouvoir. «Le mot *pouvoir* a tellement de connotations qu'il faut toujours faire attention avant de répondre oui. Mais, oui, je pense qu'il le faut. . . J'ai toujours pensé que le pouvoir politique était un instrument privilégié. »

Mme Verdon parle avec beaucoup de ferveur de la politique, toutes ses interventions publiques n'ont servi jusqu'ici qu'à le confirmer. Mais par la même occasion, son opinion du féminisme m'a toujours paru... beaucoup plus mitigée, ses propos récents dans l'*Actualité* en étant la meilleure preuve[4]. «Ah non! je me considère féministe!, rectifiera-t-elle un peu outrée. Mais je pense qu'en politique il ne faut pas de ghetto féminin, sinon les femmes apprivoiseront seulement une partie de la fonction politique. Je pense que c'est sur l'ensemble de la société que nous devons avoir un point de vue.» Elle croit aussi qu'il n'y a pas qu'une façon d'arriver en politique: être issue du milieu féministe assure peut-être plus de «solidité», mais y arriver en simple individue – cela a été son cas, elle qui d'ailleurs «détonnait» parmi toutes ces chemises à carreaux... – est un cheminement valable aussi. Elle se dit «infiniment plus heureuse aujourd'hui d'être entourée au RCM de plus de femmes militantes», car se retrouver seule au pouvoir «c'est courir le risque de s'éloigner des préoccupations des femmes».

Comme les femmes du Parti civique, Kathleen Verdon insiste beaucoup sur l'intégration des femmes au parti. «Sinon, toutes les recommandations mises de l'avant sont plus ou moins valables.» Ceci dit, la vice-présidente admet que les femmes sont, a priori, «plus proches des intérêts municipaux»; elle-même a fait le saut en politique parce que la démolition des maisons et l'élimination des arbres à Montréal la scandalisaient. Mais pour revenir à «toutes ces recommandations mises de l'avant» par le RCM, n'y en a-t-il pas un peu trop pour que ce soit réalisable? Et dans la bousculade des «priorités», les femmes ne risquent-elles pas d'être oubliées?...

KATHLEEN VERDON: Bien sûr, il faut une volonté politique tant de la part des hommes que des femmes, mais elle est là. Non pas que le RCM soit un parti parfait ou que nos hommes le soient, mais nous travaillons notre programme depuis 12 ans et il n'est ni léger ni fragile. Maintenant, il va falloir procéder par étapes car il est évident que quatre ans ne suffiront pas pour appliquer tout le programme.

Photo: Suzanne Girard

LA VIE EN ROSE: *Et quelle sera votre première étape?*
KV: Il faut restructurer tout le fonctionnement municipal, démocratiser le processus, procéder à des consultations... Les femmes ne seront pas oubliées, bien au contraire. Lors des consultations, qui se fait entendre, pensez-vous? Les groupes organisés. Or, les femmes ont maintenant des années de lutte derrière elles et elles le sont, organisées. De toute façon, les femmes du RCM n'accepteraient pas que tombent à l'eau les revendications qu'elles ont elles-mêmes mises de l'avant.

LVR: *Mais advenant l'élection du RCM au Conseil de ville, quelles seront vos priorités en ce qui concerne les femmes?*
KV: L'égalité à l'embauche et à la promotion – car ce n'est pas tout d'avoir droit au même poste, il faut avoir les mêmes chances d'avancement – sont une priorité. Donc, l'action positive. Ça n'existe absolument pas à la Ville de Montréal.

LVR: *Ou pas encore... Au moins, le syndicat des fonctionnaires municipaux vient d'adopter une telle recommandation en juillet. Mais si vous vous engagez dans l'action positive, inclurez-vous des objectifs numériques et des échéances, comme le préconise d'ailleurs le projet de règlement adopté en juin par le gouvernement du Québec?*
KV: Ce n'est pas dans le programme à l'heure actuelle, et je ne peux pas m'engager unilatéralement. Mais ça m'apparaît aller de soi: il faut des mécanismes de contrôle.

LVR: *Le programme du RCM dit vouloir combattre la publicité sexiste à Montréal. Comment allez-vous faire? Est-ce que la publicité est du ressort de la Ville?*
KV: Bien sûr, les responsabilités fédérales, provinciales et municipales sont assez souvent enchevêtrées et il va falloir démêler tout ça. Mais la Ville a le pouvoir de réglementer l'affichage. En 1983 et 1984, le RCM a présenté une motion pour interdire l'affichage porno sur l'avenue du Parc. L'administration Drapeau n'a jamais voulu intervenir. Un autre bel exemple de ce manque de volonté politique: le maire Drapeau a demandé à être entendu à huis clos devant la Commission Fraser sur la pornographie et la prostitution. Alors qu'il aurait justement fallu profiter d'une telle commission pour demander publiquement des changements, ce que le RCM a fait avec son mémoire. Ça ne veut pas dire que la porno va disparaître pour autant, mais c'est un correctif. Nous nous sommes engagé-e-s d'ailleurs à voir à ce que la porno soit étalée à une hauteur telle qu'elle ne soit pas visible aux enfants, et nous allons tenir notre engagement.

Je ne dis pas que nous allons faire des miracles, mais c'est ça aussi le développement de la ville, d'accord? Ce n'est pas seulement économique, c'est aussi la qualité de la vie. Il faut des mesures pour que les gens soient bien dans la ville. Qu'est-ce qu'on peut faire, par exemple, pour faciliter la vie des femmes qui ont une double charge? Des horaires plus souples peut-être, des garderies sur les lieux de travail, des services plus près de la maison... Toute la question des loisirs, de la sécurité, c'est très important pour les femmes. Prenons l'éclairage: la Ville refuse depuis des années d'éclairer les parcs après minuit. C'est un dossier où l'on peut agir.

LVR: *Mais tout cela coûte très cher, non?*
KV: Mais il faut voir la perte d'argent du fonctionnement municipal actuel! Tout est tellement concentré entre les mains du maire et du Comité exécutif, qu'on se retrouve avec une fonction publique payée à ne rien faire. Le service d'urbanisme, par exemple, est minuscule et complètement mis au rancart. Ce qui crée des situations où M. Lamarre, incapable de décider quels lampadaires il veut, et sans aucune expertise en la matière, commande tout le catalogue! Je vous assure que c'est vrai. Et Place au Soleil, c'est comme les lampadaires: du tape-à-l'œil.

C'est ce que j'appelle perdre de l'argent et donner de mauvais services aux citoyen-ne-s. Pourtant, l'argent est là: Montréal a un budget annuel d'un milliard 300 millions $. Alors, nous aurons l'argent pour appliquer notre programme, d'autant plus que nous voulons corriger le fonctionnement actuel. Et puis, à cause de la taille des services municipaux, il sera possible de voir tout de suite si ça marche ou pas. C'est ce qui est intéressant au municipal.

LVR: *Le RCM a-t-il réfléchi au problème de la* gentrification *(voir «Les dangers de la chaise musicale», p. 29) ?*
KV: Nous avons toujours affirmé la protection des locataires. D'ailleurs, dans la cause-type qui a fait jurisprudence pour le «maintien dans les lieux», c'est mon logement qui était en jeu. Nous croyons aussi qu'il y a tout un stock de logements à acquérir: en augmentant le nombre de HLM disponibles aux femmes monoparentales; en réservant des unités de logement dans les immeubles à appartements; en appuyant les projets de coopératives et d'organismes sans but lucratif. Malheureusement, pendant tout le temps où le gouvernement provincial proposait des projets d'habitation, la Ville ne s'en est pas mêlé. Montréal a perdu beaucoup d'argent comme ça.

Mais le RCM est favorable aussi à l'accès à la propriété. Ce n'est pas parce qu'actuellement, à Montréal, nous sommes locataires à 75 % qu'il faut le rester. Les gens n'ont pas eu les conditions d'accès à la propriété et pour plusieurs, c'est encore l'idéal. Mais il faut avoir accès à toutes sortes de propriétés...

LVR: *Tout cela est intéressant, mais plus le RCM se rapproche du pouvoir, plus on a l'impression que ses préoccupations sociales cèdent le pas aux gros enjeux économiques. Bref, que le parti devient plus conformiste. Qu'en dites-vous?*
KV: On a longtemps accusé le RCM de ne parler que de développement communautaire au détriment des questions économiques, de n'y rien connaître, etc. Maintenant que nous avons produit un document sur le développement économique, on ne va quand même pas nous reprocher d'avoir fait le travail! De toute façon, ces questions sont interreliées. C'est en trouvant des moyens de financement pour le développement économique qu'on peut investir dans les programmes sociaux. On ne peut pas se lancer dans un seul couloir.

LVR: *Et que répondez-vous à celles et à ceux qui voient dans le RCM un* remake *du PQ?*
KV: Beaucoup de Québécois-e-s ont été traumatisé-e-s par l'expérience du PQ, dans lequel on avait placé tant d'espoirs – y compris l'espoir national. D'ailleurs, il me semble qu'on est revenu aujourd'hui à une espèce de défaitisme, courant jadis. Mais il ne faudrait quand même pas nous affliger de tous les maux! Bien sûr, il faut une colonne vertébrale et savoir respecter nos priorités. Je ne suis pas quelqu'un qui, une fois au pouvoir, serait prêt à mettre de l'eau et de l'eau et de l'eau dans son vin. Ceci dit, il faut savoir négocier des compromis parce qu'une fois élu-e, on représente toute la population.

Disons aussi qu'il y avait plusieurs tendances au sein du PQ sur les questions sociales. Ce n'est pas le cas au RCM. Bien sûr, il y a beaucoup de débats, mais c'est ça, la démocratie.

LVR: *Mais tout comme le Parti civique a été à l'image de Jean Drapeau et le PQ, à ses meilleures heures, à l'image de René Lévesque, n'est-il pas inévitable que le RCM soit à l'image de Jean doré?*
KV: Jean Doré n'est pas la seule image du RCM. C'est un homme exceptionnel, c'est vrai, le meilleur maire que Montréal puisse connaître. Mais ce n'est pas lui qui écrit les textes, qui pense à tout; il y participe comme tout le monde. Nous sommes une équipe. C'est d'ailleurs bon signe que vous veniez me voir plutôt que lui; le RCM a d'autres personnes à présenter que le candidat à la mairie.

Malgré l'ajout, début septembre, d'un troisième parti, l'Alliance démocratique municipale de Montréal, voué essentiellement à la défense des communautés culturelles, c'est bien sûr entre le Parti civique et le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal que se jouera le sort de la ville. Peut-on espérer que plus de 49 % de la population vote cette fois-ci? Les payeuses de taxes (que nous sommes toutes) sont-elles satisfaites de leur «belle ville» ou ont-elles le goût du changement? Le 9 novembre livrera la réponse. Reste à savoir si, le cas échéant, le changement sera d'envergure et pour une fois à la hauteur des demandes formulées par les femmes.

Reste à savoir si les femmes, un jour, habiteront la ville comme elles habitent leurs maisons: en toute sécurité et en maîtresses des lieux.

RECHERCHE: LOUISE LEVAC
ENTREVUE: FRANCINE PELLETIER ET LOUISE LEVAC
RÉDACTION: FRANCINE PELLETIER

1/ En février 1984, la Ville de Montréal a refusé un permis d'opération à la Maison du réconfort, une maison pour femmes battues dans Ville Émard, en prétextant qu'elle ne pouvait s'installer en zone résidentielle. Mais toutes les maisons d'hébergement se trouvent dans ce type de zonage. La Maison du réconfort a dû s'établir à Verdun. Voir LVR, juillet-août 1984.
2/ Il y a, en fait, à l'hiver 86, 464 femmes pour 2 923 hommes: une proportion de 14 % plutôt que de 1 %, comme le laisse entendre M. Dupras.
3/ Programme d'aménagement et d'éclairage des ruelles qui se déroule depuis 1980 à Montréal.
4/ Mme Verdon y déclarait entre autres: «Le simple récit complaisant de nos malheurs et la recherche en commun de leur solution, c'est le ghetto, le renoncement à l'égalité, à l'équilibre.»

Combien sont-elles?

Parti civique de Montréal (PCM)

Exécutif du parti
Le PCM n'a pas de comité exécutif qui lui soit propre. Il a un chef de parti, qui a toujours été un homme et qui est automatiquement porté candidat à la mairie.

Comité exécutif de la Ville
Actuellement composé de six hommes et d'une femme. En tant que parti au pouvoir, le PCM doit constituer un tel comité pour exécuter les décisions prises au Conseil de ville. On y trouve un maire-président, un vice-président et quatre membres élu-e-s, dont Nicole Gagnon-Larocque.

Candidates
1960: la première dans l'histoire de Montréal: Louise Limoges, défaite.
1978: Justine Sentenne, Carmen Milette, Nicole Gagnon-Larocque, élues.
1982: quatre: Milette et Gagnon-Larocque, réélues; Jocelyne Ménard, élue; Sentenne, défaite.
1986: probablement neuf.

Membres
1982: officiellement, 10 femmes, 72 hommes.

Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM)

Exécutif
Le comité exécutif regroupe huit personnes: président-e, vice-président-e, etc. La présidence va alternativement à un homme ou une femme. Depuis 1974, date de fondation, quatre femmes, cinq hommes. Le ou la président-e n'est pas automatiquement candidat-e à la mairie. Le c.e. est actuellement composé de quatre hommes et de quatre femmes.

Candidates
1974: trois, les premières femmes élues à la Ville de Montréal: Thérèse Daviau, Ginette Kerouac, Mariette Lapierre.
1978: douze, toutes défaites.
1982: douze, toutes défaites.
1986: probablement quinze.

Membres
1986: approximativement 8 000 femmes et 10 000 hommes.

LES DANGERS DE LA CHAISE MUSICALE

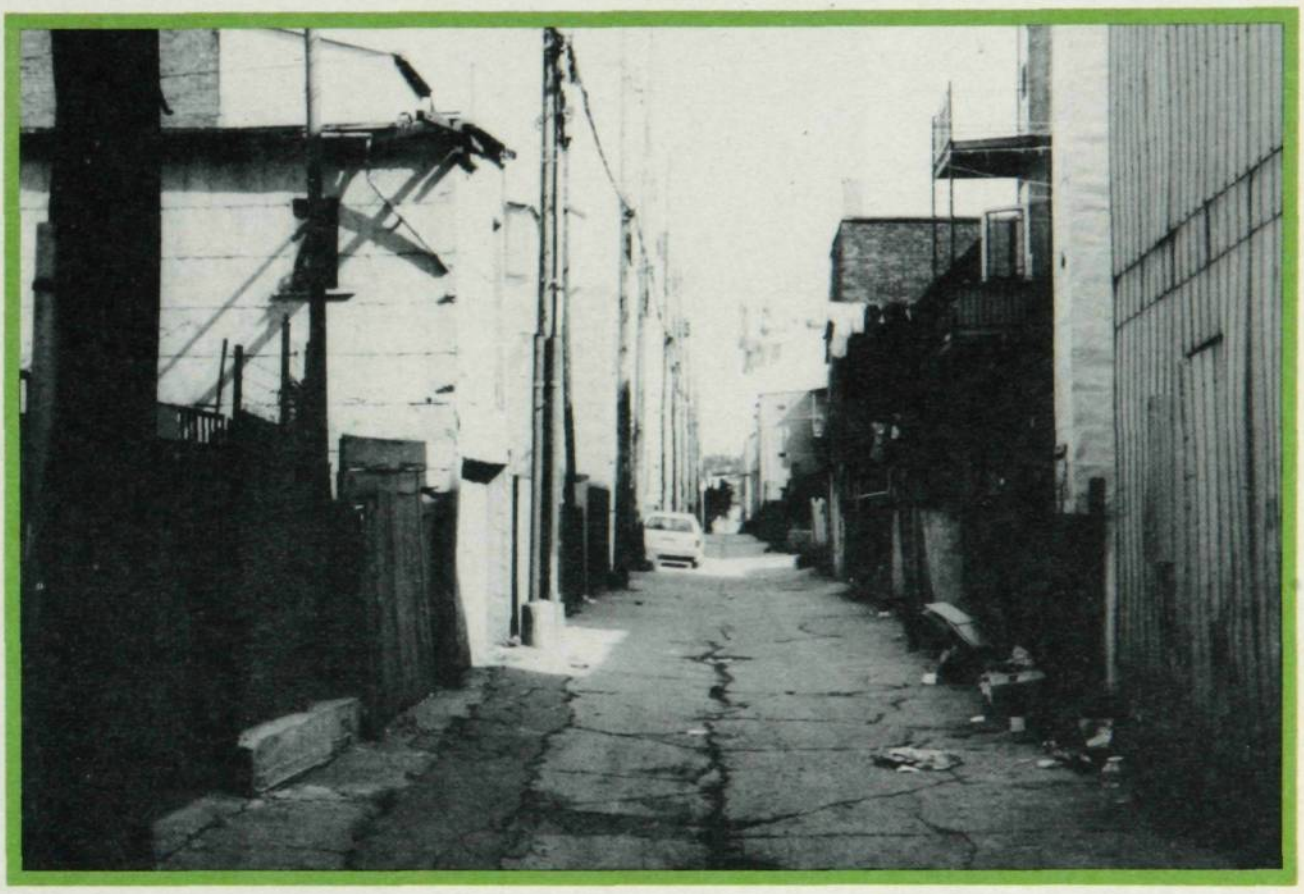


Photo: Suzanne LaFerrière

Construction de condos, rénovations, revitalisation des artères commerciales: derrière le grand face-lift urbain se cache une nouvelle et brutale réalité socio-économique. Dans le centre de Montréal, comme à Manhattan auparavant, les ancien-ne-s résident-e-s, dont beaucoup de femmes chefs de famille monoparentale, sont graduellement remplacé-e-s par une population plus favorisée. Montréal est en voie d'élitisation.

par Louise Levac et Suzanne LaFerrière

Lucie cherche encore à comprendre ce qui lui a valu deux déménagements successifs en deux ans. Elle vivait d'abord, avec ses deux enfants, rue Casgrain, dans le Mile-End industriel.

Un beau jour, le propriétaire de l'immeuble était venu lui dire que la plomberie dont elle se plaignait depuis si longtemps allait être changée: il venait d'obtenir de la Ville une généreuse subvention pour rénover sa bâtisse. Il lui annonçait, du même souffle, qu'elle devrait quitter son logement durant les mois des travaux. Le montant du loyer serait ensuite doublé, de beaux planchers et une eau non rouillée valant bien, selon lui, un petit effort financier.

Découragée à l'idée de chercher un logis temporaire en plein hiver, et incapable d'assumer la hausse du loyer, Lucie avait décidé de résilier son bail, à la satisfaction, semble-t-il, du propriétaire qui, jouant sur les conditions de la subvention, «zyeutait» déjà des locataires mieux nantis.

Au terme de longues recherches, elle aboutissait une dizaine de rues plus loin, dans le Plateau Mont-Royal. Le logement coûtait toutefois 30 % plus cher. Toute une ponction sur un budget déjà serré... mais tant pis! Le secteur était sécuritaire et les enfants ne changeraient pas d'école ni de garderie.

Son nouveau quartier plaisait à Lucie. Mais elle y remarqua une multiplication de bars, de traiteurs et de boutiques de vêtements

«branchés». Lucie comprit à qui s'adressaient ces commerces nouveau genre, quand le retraité du rez-de-chaussée vendit son triplex à un trio de jeunes professionnels. Comme ceux-ci entendaient l'habiter en copropriété, elle reçut un avis de reprise de possession: elle devrait quitter les lieux pour juillet.

C'est donc ainsi qu'elle se trouve à présent juste au nord du chemin de fer, dans un coin qui, elle l'espère, n'allume pas trop de convoitises.

Loin d'être l'héroïne d'un mauvais roman-feuilleton, Lucie fait partie du groupe grandissant des femmes chefs de famille monoparentale, à faible revenu, pour lesquelles le logement est un aspect critique de la qualité de vie. Un indice parmi d'autres: 30,7 % des familles monoparentales locataires, à chef féminin, banlieusardes ou citadines, consacraient en 1981 plus de 50 % de leur revenu brut au logement[1]. Toutefois, celles qui vivent en ville risquent de faire les frais d'un nouveau jeu urbain.

C'est que certains quartiers, tels le Plateau Mont-Royal et le Centre-Sud, sont l'objet, depuis quelques années, d'interventions étatiques et privées qui contribuent à hausser la valeur de leurs bâtiments et équipements. Le nouveau phénomène est souvent qualifié de *revitalisation*, terme purement économique qui ne laisse rien paraître de la joute de chaises musicales à grande échelle qui l'accompagne. Cette joute, c'est l'*élitisation*.

Vous avez dit... *élitisation*?

Lorsqu'un quartier attire des résident-e-s plus scolarisé-e-s et mieux nanti-e-s, on dit souvent qu'il est en voie de *gentrification*, de l'anglais *gentry*, ce qui marque l'appropriation par une élite bourgeoise. Dans la même foulée, l'Office de la langue française suggérait *élitisation*.

Très avancé à Manhattan et dans d'autres grandes villes américaines, le phénomène a inégalement touché Montréal jusqu'à maintenant. Mais on prévoit qu'à moyen terme, les locataires à faibles revenus seront refoulé-e-s, par déménagements successifs, hors des quartiers «élitisés». Le traditionnel T (inversé) de la pauvreté se modifie donc: la population défavorisée est de moins en moins concentrée dans les vieilles zones industrielles comme Saint-Henri, Pointe Saint-Charles, Petite Bourgogne, Saint-Jacques et Hochelaga-Maisonneuve... et vivre en banlieue n'est plus synonyme d'ascension sociale.

Le mouvement s'amplifiant, même les gens plus scolarisés mais à revenus modestes – pensons aux nombreux-euses chômeur-euse-s instruit-e-s ou aux artistes – sont vulnérables lorsque leur cadre de vie original devient attrayant pour de plus fortuné-e-s. Déjà la rue Duluth, pépinière contre-culturelle dans les années 70, s'est muée en ghetto «pittoresque» de restaurants et, dans l'est de la ville, le «village gai» voit ses habitant-e-s les plus pauvres chassé-e-s par des professionnel-le-s.

Depuis une quinzaine d'années, toute une couche montante de jeunes professionnel-le-s, la «petite-bourgeoisie décapante» comme certains l'ont déjà caricaturée, a commencé à valoriser le patrimoine architectural, la vie de quartier et la proximité des aires de travail et d'activités culturelles. Pour ce groupe, de nouvelles réalités démographiques (moins d'enfants) et économiques (coûts de transport, de construction) s'allient aux choix culturels pour sonner le déclin de l'empire... banlieusard. Désormais, on ne quitte plus la ville.

Le Carré Saint-Louis s'est ainsi transformé en un repaire d'artistes et de professionnel-le-s relativement aisé-e-s. Avec l'arrivée du complexe Concordia-La Cité, le secteur Milton-Parc s'est considérablement «yuppisé» (de «yuppies»: Young Urban Professionals... nos excuses aux linguistes); cette transformation a toutefois été tempérée par le développement de coopératives d'habitation à loyers modérés. L'installation de Radio-Canada dans le Centre-Sud a amené les milieux de la communication dans un quartier très défavorisé à l'origine et déjà décimé par la brutale «rénovation urbaine» des années 60.

Mais depuis, ce qui était au départ un phénomène marginal et ponctuel est devenu un véritable mouvement: les quartiers centraux deviennent des lieux recherchés. L'entreprise privée et l'administration municipale ayant emboîté le pas, le jeu des chaises musicales ne fait que commencer.

Lucie a perdu deux fois à ce petit jeu. La première fois, c'était lorsque le propriétaire a procédé à des rénovations majeures. Comme Lucie, «90 % des personnes déplacées par la restauration de leur logement n'y reviennent jamais», titrait le *Guide Mont-Royal* du 22 mai 1985, en publiant les résultats d'une enquête du Laboratoire de recherches en sciences immobilières (LARSI)[2]. D'abord à cause des inconvénients du déménagement, mais aussi parce qu'on leur impose des hausses moyennes de loyer de 38 %. Par ailleurs, plusieurs intervenant-e-s d'autres quartiers en voie d'élitisation rapportent des cas de hausses allant jusqu'à 300 % du loyer initial[3].

Le deuxième déménagement de Lucie avait été causé par une reprise de possession: une parmi tant d'autres, car il s'effectue de plus en plus de conversions de logements en copropriétés, notamment dans le Plateau Mont-Royal. Dans *Le Devoir*, Serge Truffaut constatait qu'accession à la propriété (ou à la copropriété) et rénovations vont de pair pour alimenter dans le Plateau un phénomène spéculatif sans précédent[4].

Dans les quartiers centraux, les conversions en propriétés et copropriétés réduisent d'autant le nombre de logements disponibles pour les locataires à faibles revenus. Où iront ces derniers? «Les gens ne se déplacent pas très loin et tentent de rester dans le même quartier, souligne Damaris Rose, professeure-chercheure à l'INRS-Urbanisation. Mais étant donné l'avance de la *gentrification*, ils et elles risquent d'être déplacé-e-s plusieurs fois.» Thérèse Stanhope, organisatrice d'un méga-projet de coopératives dans Pointe Saint-Charles, retrace déjà d'ancienne-s résident-e-s de son quartier, «déporté-e-s» à des distances appréciables, vers Verdun, LaSalle ou même la Rive-Sud.

Avec d'autres groupes défavorisés, les femmes chefs de famille monoparentale à faibles revenus se trouveront-elles de plus en plus loin du centre, dans les rares zones où les loyers sont encore abordables? Ce qui n'est qu'embryonnaire à Montréal est déjà un fait accompli dans d'autres métropoles.

Du côté des nouveaux-elles arrivant-e-s, l'esprit de groupe émerge assez vite. Cas isolé ou signe prémonitoire? Les occupant-e-s de nouveaux condominiums dans la Petite Bourgogne se sont ligué-e-s pour adresser à l'administration municipale une pétition: on demande la réduction (voire la disparition) des HLM, où se concentrent les assistées sociales, dont la présence est perçue comme nuisible à la valeur foncière des propriétés voisines...

Les discours s'entrechoquent, car on entend souvent l'administration Drapeau-Lamarre faire état de ses objectifs de «mixité sociale» dans les vieux quartiers, l'apport de gens aisés étant perçu comme nécessaire.

The Highlands Inn

PETITE AUBERGE EN NOUVELLE-ANGLETERRE

À seulement 3 heures de route de Montréal, dans les montagnes blanches du New Hampshire, le Highlands Inn est un endroit unique pour vous, vos ami-e-s, vos amant-e-s. Cent acres de terrain privé, des montagnes à perte de vue, des chambres meublées d'antiquités et des salles communes spacieuses. Nous avons aussi un bain tourbillon, des pistes de ski de fond et alpin à proximité et des promenades en traineau.

Aubergistes:
Judith Hall et Grace Newman
(603) 869-3978

P.O. Box 118 U
Valley View Lane
Bethlehem, N.H. 03574

Qui orchestre la musique urbaine?

Les politiques montréalaises d'urbanisme des décennies passées ont durement touché les quartiers anciens. Cumulant un laxisme quasi total vis-à-vis des spéculateurs, une absence de respect du patrimoine et un manque d'intérêt pour les questions d'industrie et d'emploi, elles ont produit des quartiers centraux détériorés, démolis, au chômage endémique.

Lorsque pointe l'attrait nouveau pour les zones centrales, l'administration comprend après un certain temps que l'occasion est belle de regarnir l'assiette fiscale de ces quartiers «déficitaires», dans une ville qui connaît au même moment un déclin démographique et une relative stagnation foncière. Émerge dès lors le discours du «retour en ville». Développant de larges secteurs vacants de son territoire, Montréal veut concurrencer les banlieues par la construction domiciliaire qu'on dit moteur de l'économie. Mais, dans les quartiers centraux, il s'agit beaucoup plus de stimuler le processus d'élitisation. Naîtront ainsi les programmes dits de «revitalisation».

Les *subventions à la rénovation*, offertes aux propriétaires, défraient une fraction variable des coûts, mais pour plusieurs raisons, ne suffisent pas à empêcher des hausses excessives de loyer. Les *Programmes d'intervention dans les quartiers anciens* (PIQA) visent à mousser l'image des secteurs touchés, en associant embellissement des rues et ruelles à des rénovations que la Ville exige des propriétaires. Les plus pauvres d'entre eux doivent souvent vendre parce qu'incapables d'en assumer les coûts. Dans les secteurs où le marché est faible, les *sociétés paramunicipales SOMHAM et SODEMONT* construisent ou rénovent en espérant créer un effet d'entraînement. Un effet que peut amplifier l'*Opération 20 000 logements*, par laquelle la Ville vend des terrains à un promoteur moyennant l'obligation d'y construire des habitations.

Nécessaire à qui? Une nuée d'études sur les quartiers où s'appliquent les programmes de revitalisation ont démontré que l'embellissement et la relance économique s'accompagnent souvent du «bumping» typique de l'élitisation. En l'absence de mesures fermes pour aider les groupes à plus faibles revenus, la revitalisation devient donc synonyme de sélection sociale.

Garantir le maintien des populations résidantes dans les vieux quartiers devrait être l'objectif central d'une politique d'urbanisme attentive aux besoins particuliers des populations à faibles revenus. Coopératives d'habitation, HLM, contrôle plus serré des loyers, protection contre les évictions: ce sont là autant d'exemples de mesures existantes qui subissent les contrecoups de la cure-minceur de l'État, mais qu'une administration municipale pourrait favoriser.

Tout le monde s'entend sur un point: les vieux quartiers ont besoin d'être revitalisés, précisément pour répondre aux demandes de leurs habitant-e-s. Jusqu'à récemment, ces quartiers offraient aux gens à faibles revenus la possibilité de se loger à bon prix dans des appartements de taille convenable – pensons aux fameux logis en longueur de nos triplex montréalais. Et la population qui vit là depuis longtemps se montre souvent particulièrement attachée à sa vie de quartier.

Pour les familles monoparentales, dont un grand nombre se trouve justement dans ces quartiers[5], la présence de nombreux commerces, d'équipements collectifs (les lavoirs, par exemple) et de services communautaires (telles les garderies) est un avantage certain, de même que la concentration de transports en commun. Ces familles y ont souvent tissé des réseaux d'entraide essentiels: Françoise Mondor, assistante de recherche à l'INRS-Urbanisation, précise d'ailleurs qu'elles tentent de reconstituer leur milieu à chaque déménagement.

On ne peut donc parler des femmes dans la ville sans reconnaître la très grande vulnérabilité d'un milieu social, les quartiers centraux, où s'intègrent tant de femmes chefs de famille. Le grand jeu des chaises musicales continuera-t-il à faire des perdantes?

Louise Levac est chercheure autonome en géographie; **Suzanne LaFerrière** est rechercheuse à la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles. Elles sont toutes deux membres du collectif d'animation urbaine *L'Autre Montréal*.

1/ Damaris Rose, Compilations spéciales du recensement de 1981 (Statistique Canada), pour l'INRS-Urbanisation, 1986. Dans le grand Montréal, en 1981, une famille sur cinq était monoparentale et, dans 84 % des cas, dirigée par une femme. Seulement quatre ménages sur dix sont des familles «homme-femme avec enfants».

2/ M. Choko, T.M. Chau et J. St-Pierre, *Impact de la restauration dans les quartiers centraux de Montréal: rapport final*, LARSI/SCHL, 1985.

3/ Fernand Beauregard, «La rénovation urbaine chasse les familles de la rue des Pignons», *La Presse*, 24 avril 1985.

4/ Serge Truffaut, «Le Plateau Mont-Royal a suscité la plus vive spéculation foncière ces cinq dernières années», *Le Devoir*, 5 octobre 1985.

5/ Céline Le Bourdais et Damaris Rose, *Les familles monoparentales et l'espace urbain – Caractéristiques et besoins dans la région métropolitaine de Montréal*, Communication au deuxième Congrès annuel des services à la famille – Canada, INRS-Urbanisation, Montréal, juin 1984. Une étude récente du territoire du CLSC du Plateau Mont-Royal révèle qu'une famille sur quatre y est monoparentale et que la proportion grimpe à une sur trois dans certains quadrilatères.

6/ Comité-Logement Rosemont/FRAPRU, *Discrimination, harcèlement et harcèlement sexuel*, Rapport de l'enquête Femmes et logement, Montréal, avril 1986.

La fin du tunnel?

Montréal a la réputation d'être une ville très sécuritaire, contrairement à New York ou Los Angeles dont les quartiers mal famés sont... réputés. Pourtant, une enquête récente révélait que beaucoup de femmes des quartiers populaires de Montréal ont peur le soir à proximité de chez elles[6].

Les programmes de revitalisation, avec leurs ruelles pavées et leurs flamboyants lampadaires, paraissent favoriser la sécurité des femmes. En fait, la Ville se préoccupe davantage de sécurité lorsqu'il est question d'attirer une nouvelle population.

À Pointe Saint-Charles, il y a quelques années, à la suite du meurtre d'une fillette, des femmes avaient formé des milices de citoyennes pour surveiller elles-mêmes les rues. Aujourd'hui, certaines d'entre elles s'inquiètent du peu d'intérêt de la Ville pour le dossier du tunnel Shearer. Trappe à viols et à agressions, ce tunnel piétonnier passe sous la voie ferrée coupant le quartier. Le dossier stagne: faudra-t-il attendre que les condos essaiment le long du canal Lachine, tout près, pour que la sécurité des femmes du quartier devienne une priorité pour la Ville?

MARIE CARDINAL

"recrée"

La Médée d'Euripide

EDP 0920-H

une série de trois

conférences

Les mercredis 19, 26 novembre et 3 décembre

Heure: 19:30

Lieu: Université de Montréal
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant
(une hôtesse vous y accueille)

Frais: 25 $

ON S'INSCRIT LE PREMIER SOIR OU A L'AVANCE EN FAISANT PARVENIR UN CHEQUE OU MANDAT-POSTE A L'ADRESSE SUIVANTE:
Université de Montréal
Faculté de éducation permanente
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3J7

RENSEIGNEMENTS: 343-6090

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Léa Cousineau

D'ABORD CRITIQUE

À quelles conditions retourne-t-on en politique, quand on est très ouvertement féministe et qu'on a déjà connu de près les exigences et les limites du pouvoir ?

Première présidente du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal en 1974, Léa Cousineau aura mis 12 ans avant de revenir à la politique municipale active, comme candidate du RCM dans Rosemont. Bien connue pour son travail sur la politique d'ensemble au cabinet de Lise Payette et comme personne-ressource auprès des groupes de femmes, Mme Cousineau explique que jusqu'à maintenant, elle avait «le goût d'investir dans *le* mouvement politique davantage que dans *la* politique partisane, quel que soit le parti». Qu'est-ce qui lui fait changer d'idée aujourd'hui? «J'ai senti que c'était le moment de compléter un travail amorcé il y a déjà plusieurs années pour une ville que j'adore. Je sens aussi que toute ma réflexion sur les femmes et le pouvoir n'ira pas plus loin tant que je n'aurai pas fait un pas de plus.»

C'est de cette réflexion critique que nous voulions discuter avec elle.

Photo: Louise Lemieux

LA VIE EN ROSE : *Vous demeurez avant tout féministe. . . Quelle est votre marge de manœuvre au RCM ?*
LÉA COUSINEAU : J'ai été très claire avec les gens du parti : j'ai un discours sur les femmes et le pouvoir, et j'entends le conserver. Au fur et à mesure que l'expérience fera naître en moi d'autres réflexions, je continuerai à les exprimer. Ceci dit, il n'y a rien, jusqu'à maintenant, qui me mette en contradiction avec le RCM.

LVR : *Diriez-vous que le RCM est plus ouvert aux femmes que les autres partis ?*
LC : Oui. Pensons seulement aux congrès. L'objectif était de présenter autant de candidates que de candidats. . .

LVR : *Mais ce ne sera pas le cas. . .*
LC : Effectivement, malgré le travail systématique du comité d'intégration des femmes. Les femmes sont encore réticentes à se présenter.

LVR: *Mais vous le disiez vous-même dans le film de Diane Beaudry,* Histoire à suivre*: il ne suffit pas qu'il y ait plus de femmes dans un parti...*
LC : Non, puisqu'il y a peu de partis politiques qui, aujourd'hui, ne cherchent pas à intégrer des femmes. Mais il faut voir lesquelles : ce sont des femmes compétentes, qui disent avoir la préoccupation des femmes mais qui n'ont pas un discours féministe et n'interviennent pas à ce titre. La conséquence : l'évacuation, visible depuis quelques années, du discours féministe. Stratégie voulue ou non, l'effet est le même.

LVR : *Le féminisme n'étant plus seulement l'affaire des groupes mais aussi des individues, cette distinction ne risque-t-elle pas de vite devenir anachronique ? Bref, comment distinguer entre celles qui portent le discours féministe et celles qui, tout simplement, se disent féministes ?*

LC : Si l'on considère le féminisme comme une morale, il est sûr que chacune peut s'en réclamer personnellement, ou pas. Ce n'est pas ce dont je parle. Je veux dire que des femmes, depuis un certain nombre d'années, se sont identifiées à des revendications, des actions, des organisations, avec comme priorité l'amélioration de la vie des femmes. Elles ont développé non seulement une vision d'elles-mêmes mais toute une analyse basée sur le constat de l'exploitation des femmes et la nécessité du changement. Et elles choisissent d'exprimer ce point de vue en priorité, pour que toutes les femmes en prennent conscience. Elle est là, pour moi, la différence. Ceci dit, il y a d'autres allégeances et affinités possibles dans la vie, et nos objectifs politiques peuvent être compatibles avec ceux de gens qui ne sont pas partis du même point que nous.

LVR : *Les féministes sont encore très ambivalentes à l'égard des femmes qui s'aventurent en politique. Comme si elles n'arrivaient pas à décider si elles sont d'accord avec elles ou pas. Qu'en pensez-vous ?*
LC : Les féministes, les groupes de femmes peuvent trouver qu'un parti défend un certain nombre d'idées et que dans ce parti, quelques femmes sont susceptibles de défendre des idées qui leur conviennent. Alors certaines iront travailler pour ce parti, d'autres se contenteront de voter pour lui et d'autres encore voudront développer des alliances ponctuelles avec lui. Mais ce soutien ne doit pas signifier la disparition du comportement critique. Il faut que les femmes continuent de questionner les partis, comme toutes les institutions. Et qu'elles agissent, par exemple, comme les syndicalistes féministes : à la fois de l'appareil et critiques de l'appareil. Car – c'est important – on n'est jamais obligée de penser comme ses allié-e-s.

J'espère que les femmes du RCM ne l'oublieront pas non plus. De quel droit, comme élues, demanderions-nous aux femmes de respecter un pacte dont *nous* avons pris l'initiative ? Se présenter en tant que femme, même sur une base féministe, ne nous donne en rien le droit d'attendre un soutien de la part des femmes. Ce sont les gens de Rosemont qui m'ont désignée, non les femmes, et je ne pourrai jamais leur en vouloir à elles de ne plus être d'accord avec moi.

En tant que femmes, nous avons beaucoup tendance à vouloir être jugées uniquement sur nos intentions et pas du tout sur le résultat. On a connu des femmes politiques qui ont eu mal ; elles ont eu raison d'avoir mal. Mais en politique, il est normal que le jugement porte sur le résultat et non sur les intentions. C'est un autre apprentissage à faire.

LVR : *Est-ce que vous pensez, comme Lise Payette par exemple, que les fameuses «règles du jeu» sont un handicap pour les femmes en politique ?*
LC : Si on fait par là allusion à la double tâche, je suis d'accord pour dire que les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes. Mais c'est partout ainsi, en politique ou ailleurs ; c'est à dénoncer, un point c'est tout. Si on fait référence aux gestes malhonnêtes, campagnes de salissage, etc. , c'est vrai que les femmes s'y prêtent moins que les hommes, et tant mieux.

Par contre, je suis mal à l'aise avec l'idée que toutes les règles du jeu sont à remettre en question. Il y en a, je pense, qu'il faudrait plutôt apprendre que contester. Le lobby, par exemple. Cette pratique doit continuer. Ceci dit, je n'aime pas qu'on limite la politique au lobbying, car mon idéal, en politique, serait que les choses se produisent beaucoup plus ouvertement. Même si on ne pourra jamais empêcher que des femmes et des hommes en influencent d'autres.

Pour ce qui est du rythme de travail très intense, que certaines femmes associent à une culture mâle, je crois qu'il faut nuancer. J'ai connu trop de femmes, moi la première, qui, entre 25 et 35 ans, ont tout investi dans leur travail. On ne devient pas homme pour autant. Se passionner pour sa job n'est pas une affaire de gars. Ce que nous devons contester, c'est que dans certains milieux, ne réussissent que ceux et celles qui travaillent 70 heures par semaine, à l'exclusion des autres. Ce qu'il faut changer, c'est le fait que les femmes paient toute leur vie les goûts et intérêts multiples qu'elles ont eus à 25, 30 ans – dont celui d'avoir des enfants.

LVR : *Dans* Histoire à suivre, *Lise Payette raconte que, ministre, elle ne jouait pas au golf, n'allait pas dans les bars, ne pouvait pénétrer dans la toilette des hommes (où se règlent plein de choses sérieuses), et surtout n'avait pas fréquenté le collège classique de messieurs Landry ou Parizeau. . . Bref, qu'elle n'avait rien pour faciliter son intégration au* boys' club. *Cette division étanche, en politique, est-ce une question de génération ou est-ce plus profond ?*
LC : On passe aujourd'hui du club des gars au club mixte. D'une certaine façon, c'est mieux, mais cela demeure un club fermé, donc à dénoncer. Il faut que la politique soit de moins en moins l'affaire d'une caste privilégiée. Le RCM me plaît en ce sens-là, parce qu'il vise à faire de la politique quelque chose d'accessible à davantage de monde. Pour l'instant, le programme du parti porte des objectifs que je partage, je le répète. Je vais tout faire pour qu'ils continuent à me convenir, et le jour où ils ne me satisferont plus, ce ne sera plus mon parti. Il n'y a pas d'autre comportement possible, il me semble.

ENTREVUE : HÉLÈNE SARRASIN
ET FRANCINE PELLETIER
RÉDACTION : FRANCINE PELLETIER

UNE VAGUE DE FOND?

Louise Carré, Marie-Claire Saulnier, Emma Kirr.

Les femmes des régions excentriques du Québec ont la réputation d'avoir envahi la politique municipale davantage que les Montréalaises ou les Québécoises, par exemple. Est-ce une percée réelle ? Voyons sur le terrain. Région cible : la Côte-Nord. Et plus précisément deux municipalités régionales de comté, celles de Manicouagan et de la Haute Côte-Nord. Une population de 50 000 personnes, concentrée à Baie-Comeau, Forestville et dans une quinzaine de petites municipalités égrenées le long du Saint-Laurent entre Tadoussac et Baie-Trinité.

par Monique Durand

Les femmes de la Côte-Nord cumulent plusieurs records québécois: la plus faible scolarisation, le plus fort taux de natalité, la plus grande proportion de «femmes au foyer» et les plus imposants écarts salariaux avec les hommes[1]. Pourtant, leur avancée sur la scène politique municipale, depuis 1980, est incontestable.

Dans la MRC Manicouagan[2], seulement sept femmes – contre 102 hommes – s'étaient portées candidates dans leur municipalité entre 1976 et 1980. Trois d'entre elles avaient été élues. Entre 1981 et 1985, bouleversement des données: 28 femmes ont brigué les suffrages contre 143 hommes, et 19 d'entre elles en sont ressorties victorieuses[3]. À défaut de l'égalité numérique, c'est une nette progression.

Les motivations

Les femmes de la Côte-Nord ont choisi de «s'arrimer» à la vie politique municipale pour des raisons ponctuelles. Si elles affirment toutes «vouloir changer le monde», transformer les attitudes et faire triompher des idéaux comme la justice et le bien-être commun, leur décision est pourtant liée aux circonstances les plus diverses.

Étonamment, aucune d'entre elles – à une exception près – ne se dit entraînée par des motivations de nature féministe. De toute façon, elles ne s'affirment pas féministes. Elles n'ont pas de programme particulier touchant les femmes. Plus étonnant encore, elles ne comptent pas sur le vote spécifique des électrices.

En 1982, Louise Camiré, 39 ans, avocate, mère de trois enfants, convoitait un poste de conseillère dans son quartier de Baie-Comeau pour combattre la loi 37 qui forçait la fusion entre Baie-Comeau et Hauterive. «J'ai été outrée, scandalisée par cette fusion, véritable traumatisme pour mes fibres démocratiques. J'ai choisi la scène municipale pour crier à l'injustice.» En 1982 aussi, Shirley Murphy, 35 ans, notaire, mère de trois jeunes enfants, s'attelait à «assainir l'administration de Baie-Comeau» (comme conseillère). Lyna Gagnon, 45 ans, propriétaire d'un dépanneur à Sainte-Thérèse-de-Colombier, se lançait à la mairie il y a quelques mois, «par défi personnel», tandis que Marie-Claire Saulnier, 60 ans, l'a fait en 1983 «pour donner une voix à mon secteur de Pointe-aux-Outardes, qui n'était pas représenté auparavant».

Seule «détonnante», Emma Kirr, 49 ans, relationniste à l'aluminerie Reynolds, monte à l'assaut de la plate-forme municipale «pour

la simple et bonne raison qu'il nous faut être plus nombreuses partout. Je ne crois finalement qu'en la force du nombre. Je m'étais toujours désintéressée de la politique jusqu'à un sursaut récent, comme une évidence: il me fallait aller en politique, seul aboutissement logique de mes convictions des 30 dernières années».

Pourquoi toutes ces femmes ont-elles en premier lieu et spontanément songé à un champ d'action limité à leur ville et leur quartier? Avant tout parce que le théâtre municipal «offre un contact choyé avec les citoyen-ne-s, un contact plus direct», affirme Louise Camiré. «C'est plus facile d'avoir une influence immédiate sur la vie des gens et on constate les résultats plus rapidement», soutient Shirley Murphy. C'est d'ailleurs pour préserver cette relation privilégiée avec l'électeur ou l'électrice qu'elles plaident en majorité contre l'existence de partis municipaux dans les villes de faible taille, et qu'elles préfèrent se présenter sous la bannière «indépendante», quitte à souffrir du manque de ressources techniques et financières qu'un tel isolement suppose. «C'est aberrant de s'astreindre à une ligne de parti quand il s'agit de défendre les intérêts de ses voisin-e-s. Pourquoi se lier, se contraindre ainsi ?», s'exclame madame Camiré.

Autre motif invoqué par les femmes pour choisir la scène municipale: c'est là, dans leur patelin, qu'elles sont le mieux connues. «Il faut bien commencer quelque part», clame en riant Emma Kirr, qui disposera d'une véritable armada de «cabaleurs», composée d'ami-e-s et de voisin-e-s, pour sa campagne de novembre. Enfin, œuvrer à Québec ou Ottawa les obligerait à s'éloigner de la maison et surtout des enfants, s'ils sont en bas âge ou encore adolescents.

Les écueils

Louise Camiré et Shirley Murphy étaient candidates en 82. Elles ne le seront pas à nouveau en 86. «La responsabilité quotidienne des enfants appartient toujours aux femmes. Il y a quatre ans, mes enfants étaient plus jeunes, c'était plus simple. Mais plus ils grandissent, plus leurs problèmes se complexifient. Je veux être là quand ils ont besoin de moi.» Madame Camiré poursuit: «J'admire et j'envie les *superwomen*. Il en faut. Mais c'est trop pour moi.» Shirley Murphy, qui continue à se passionner pour les affaires de sa ville, ne sera pas non plus sur les rangs cette année: «J'assume mon choix avec sérénité: je veux voir grandir mes enfants.» Mais elle ajoute presque du même souffle: «Je me demande parfois si ce n'est pas une excuse que je me donne. J'espère que toutes les femmes ne suivront pas mon exemple.»

La perspective de la double et même de la triple tâche (familiale, professionnelle et politique) semble donc représenter, en 1986 encore, le principal obstacle à l'entrée massive des femmes en politique, et ce même chez elles, dans leur localité.

Parce qu'il faut bien le dire, la tâche de mairesse suppose une grande disponibilité. «Le plus paresseux d'entre les maires consacre au moins une quinzaine d'heures à ses fonctions chaque semaine. Les maires de municipalités à faible densité de population travaillent en moyenne entre 20 et 25 heures hebdomadairement pour l'hôtel de ville, estime France Rondeau, agente de recherches à la MRC Manicouagan, et cela ne comprend pas toutes les tâches connexes: mariages, enterrements, inaugurations, qui revêtent une importance particulière dans les petites communautés.» La charge est moins lourde, certes, pour les conseillèr-e-s: cela explique sans doute le nombre beaucoup plus grand de femmes qui sollicitent un mandat d'échevine plutôt qu'un mandat de maire. Depuis dix ans, seulement trois femmes ont brigué les suffrages à la mairie dans la MRC Manicouagan, alors qu'une trentaine l'ont fait à l'échevinage.

Il y a d'autres écueils auxquels les femmes se butent avant d'accéder à la politique, et parfois même quand elles y sont: au premier chef, d'après les témoignages que nous avons recueillis, leur manque de confiance en elles. Il est remarquable de constater que la plupart des femmes interrogées ont dû être sollicitées pour se porter candidates. «Jamais je n'y serais allée autrement», avoue Louise Camiré. «Les femmes ont un besoin incessant d'être encouragées, rassurées. Elles interprètent souvent les critiques comme des atteintes personnelles. Au fond, n'est-ce pas simplement qu'elles ont la culpabilité trop facile?», avance France Rondeau.

Une fois élues

Féministes ou pas, les femmes interrogées par LVR sur la Côte-Nord s'entendent pour dire qu'elles ne mènent pas leur barque à la manière d'un homme. Elles s'affirment d'emblée et sans ambages plus soucieuses du respect de l'humain, plus enclines au travail collégial et plus ouvertes aux remises en question.

La MRC Haute-Côte-Nord réunit sous ses auspices, depuis quelques mois, cinq maires et cinq mairesses, composition sans doute unique au Québec. «Ce qui me frappe, c'est l'objectivité des femmes. Elles ont souvent moins ou pas du tout de liens avec le monde des affaires et, partant, pas d'intérêts corporatistes ou financiers à défendre. Je remarque aussi une certaine élévation du niveau des débats depuis qu'elles sont là. Mais il n'y a pas de front commun des femmes: celles-ci ne nourrissent pas de préoccupations vraiment différentes, au fond, de celles des hommes», souligne un employé de cette MRC.

Marie-Claire Saulnier et Shirley Murphy se disent pourtant absorbées davantage par ce qui apparaît détails ou vétilles à leurs collègues masculins: robinets à sec à Baie-Saint-Ludger, inondations récurrentes des sous-sols à Baie-Comeau, etc. «C'est incroyable de constater que des choses aussi importantes, aussi quotidiennement vitales pour les gens, moins flamboyantes j'en conviens, ne les préoccupent pas», s'étonne madame Murphy.

À en croire nos intervenantes, l'exercice du pouvoir sur la scène municipale semble souvent, pour les femmes, un lent et patient ouvrage de réactualisation de leur crédibilité auprès de leurs pairs masculins. Cela se vérifie tout particulièrement dans les petites communautés aux penchants conservateurs, où la population masculine aussi bien que féminine se laisse difficilement convaincre «d'essayer une femme au conseil municipal».

Marie-Claire Saulnier, mairesse de Pointe-aux-Outardes depuis trois ans (localité de 1 000 habitant-e-s), est soutenue par la population, mais a toutes les misères du monde à tirer son épingle du jeu au conseil. «Mes idées sont découragées, rejetées au point de départ. On imagine mal que je puisse mener habilement des dossiers relatifs à l'aqueduc, aux égouts, à l'éclairage ou au pavage des routes. Je persiste par orgueil et par besoin de réussir. Gagner de la crédibilité auprès des conseillers comme je l'ai fait auprès de la population, ce sera ma plus grande victoire.» En attendant, madame Saulnier trime dur et remet en question l'idée de solliciter un second mandat en 1987. Son exemple accrédite la thèse selon laquelle la population en général est davantage ouverte aux femmes en politique que les partis et *establishments* de tout acabit.

Quelques mots enfin sur les campagnes électorales elles-mêmes: celles qui ont vécu l'expérience parlent à la fois d'exaltation et de douleur. À Baie-Comeau, Shirley Murphy reconnaît que sa féminité a été un atout plutôt qu'un handicap: elle a été défaite par une seule voix. Mais elle a eu maille à partir avec l'idée «de se vendre», avec l'ostentation, le clinquant et la démagogie qui entourent les combats électoraux. «À la limite, j'aurais préféré laisser les gens libres de faire leur choix, calmes et éclairés. Mais ce n'est pas ainsi qu'on se fait élire. Je l'ai appris.» Lyna Gagnon, elle, a trouvé très souvent la campagne franchement déprimante. Ses adversaires n'ont cessé d'exploiter son inexpérience... de femme, davantage que de néophyte en politique. «Elle va se faire mener par le bout du nez», clamait-on ouvertement à son sujet. Inexpérience, voilà un mot qui fait tressaillir la plupart de nos intervenantes : on leur en a fait voir de toutes les couleurs en son nom, pendant les campagnes aussi bien qu'en plein exercice du pouvoir.

Les femmes de la Côte-Nord sont-elles représentatives des Québécoises des autres régions du Québec, hors de Montréal? On peut le présumer, sans chiffres à l'appui. Chose certaine, il faudra encore au moins une décennie, et plusieurs renouvellements de mandats, pour mieux évaluer l'ampleur de la percée des femmes en politique municipale.

1/ D'après Statistique Canada.

2/ Les MRC, ou municipalités régionales de comté, au nombre de 95 au Québec, à l'exclusion de Montréal, Québec et l'Outaouais, ont été créées en 1979 par la loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme. Chacune d'elles est composée d'élu-e-s municipaux-ales chargé-e-s de définir des lignes de conduite communes pour le développement de la région qui les chapeaute.

3/ Données inédites compilées par la MRC Manicouagan.

Santé

Des toxicomanes comme vous et moi

Démodée, l'image de la toxicomane banlieusarde, solitaire et alcoolique. En fait, que ce soit à l'alcool, au tabac, aux pilules, à la coke... ou à la bouffe, nous sommes toutes un peu addict. Il y a quelques mois, au nord de Toronto, près de 200 intervenantes, ex-toxicomanes et chercheures, faisaient le bilan lors du colloque national «Femmes et toxicomanies», organisé par Santé et Bien-être Canada.

par Marie-Claire Dumas

Tout d'un coup, des sourcils se soulèvent dans chacune des rangées de la grande salle de conférence: «Il aurait été préférable d'inviter des femmes toxicomanes ou ex-toxicomanes à ce colloque. Pas seulement des spécialistes», vient de commenter une intervenante au micro. Fou rire dans ma rangée: «On doit avoir l'air du monde "normal"», s'étouffe ma voisine, ex-alcoolique et intervenante dans un centre de désintoxication.

Photo: Manik Boudreau

«Au XXe siècle, le tabac a tué davantage de personnes que les guerres.» (*«Les femmes et la cigarette: Avons-nous vraiment le droit de choisir?», Healthmatters, Vancouver, Vol. 1, n° 2, été 1985*)

L'anecdote a quelque chose de révélateur: nous nous ressemblons toutes... au fond: les toxicomanes, les intervenantes, les femmes au foyer, les professionnelles, toutes nous en avons long à dire et à reconnaître sur nos dépendances.

Jadis, il y a de cela environ 20 ans, on considérait les toxicomanes, hommes et femmes ensemble, comme une même grande «race». En 1975, l'Année internationale des femmes servit de nid aux premiers colloques sur les femmes et la toxicomanie... et on apprit, entre autres choses, que les femmes se font prescrire deux fois plus de tranquillisants mineurs que les hommes. Nous n'étions pas si semblables...

L'image marquante qu'on a alors de la toxicomanie: la femme de banlieue qui endort son ennui en croquant des 222 ou en prenant «un coup» à même sa bouteille de gin dissimulée entre une pile de serviettes et les linges à vaisselle.

De cette première esquisse, réelle mais partielle, de la toxicomanie au féminin, on est passé aujourd'hui à un portrait «kaléidoscope», un peu... hallucinant. Les toxicomanes d'aujourd'hui? Des femmes au foyer, des femmes qui occupent un emploi, des

«Pour chaque homme souffrant d'anorexie ou de désordres de l'alimentation, on compte 20 femmes.» (*Susan Penfold, conférence «La femme et la santé mentale», 13 mai 1986*)

femmes âgées vivant seules (on leur prescrit plus de médicaments qu'aux plus jeunes, et plus qu'aux hommes âgés), des adolescentes qui combinent médicaments, drogue et alcool... Il ne reste plus grand-monde, n'est-ce pas?

Malades d'émancipation?

Si l'on en juge par les statistiques, au fur et à mesure que les femmes transforment leurs conditions de vie, elles développent de nouvelles formes de toxicomanie. L'alcoolisme, par exemple, n'en est pas à un stade épidémique dans la population féminine, mais on note qu'il se développe surtout chez les femmes jeunes, célibataires, occupant un emploi et vivant en milieu urbain.

«Les femmes qui occupent un emploi, d'affirmer Pauline Morrissette, consultante occupationnelle et travailleuse sociale, ne reçoivent pas toutes les compensations financières, psychologiques ou sociales attendues. Certaines situations portent atteinte à leur estime de soi et à l'image qu'elles ont d'elles-mêmes. Une faible estime de soi, la frustration et l'impuissance d'agir sur des conditions de travail difficiles et monotones, l'absence de soutien de la part des supérieurs sont tous, estime-t-elle, des sentiments négatifs souvent reliés à l'alcoolisme des femmes. De plus, beaucoup de femmes qui travaillent ont un niveau de stress élevé dû au cumul des tâches au bureau et à la maison. C'est une tension chronique qu'on peut être tentée

«Les antidépresseurs ont un taux de réussite à peu près égal à celui des placebos.» (*Susan Penfold, idem*)

de diminuer par l'alcool.» Selon la revue *Women's Health*, l'alcoolisme est devenu la troisième cause de décès parmi les femmes de 35 à 55 ans[1].

Mais la cigarette demeure l'exemple le plus probant de la «féminisation» de certaines toxicomanies «légales». Dans les années 60-70, alors que le mouvement d'émancipation des femmes nous ouvrait de nouveaux horizons, nous fumions de plus en plus, si bien qu'aujourd'hui, dans le goupe d'âge 12-19 ans, il y a plus de filles qui fument (25 %) que de garçons (20 %). Ce taux était respectivement de 20 % et 35 % en 1965[2].

Pourquoi nous transformons-nous en cheminées? Des études ont démontré que l'usage de la cigarette peut être associé à la répression des émotions négatives comme l'anxiété ou la colère. De plus, la publicité, avec son célèbre «You've come a long way baby» entre autres, a habilement récupéré les slogans du mouvement des femmes et leurs désirs d'autonomie pour leur vendre un produit des plus nocifs. L'industrie du tabac, à pleine page de magazines féminins d'ailleurs, nous offre de la fumeuse l'image d'une femme indépendante et sûre d'elle, forte, confiante et égale aux hommes. C'est maintenant une image à laquelle beaucoup de jeunes femmes s'identifient.

Or, «le nombre de cancers du poumon est maintenant égal au nombre de cancers du sein comme principale cause de décès dû au cancer chez les femmes américaines, et le dépassera bientôt», écrivait-on dans *Healthmatters*[3]. Par ailleurs, «les femmes qui prennent la pilule et qui fument augmentent de 40 fois le risque d'avoir une attaque cardiaque», affirme Peggy Edwards, agente d'un programme fédéral en tabagisme. «Il est surprenant, s'indigne-t-elle, que les groupes de femmes ne se soient jamais occupés de ce problème de santé numéro un. Si les cigarettes étaient des drogues, et les compagnies de tabac des compagnies pharmaceutiques, il y a longtemps que les féministes auraient fait de la cigarette un problème politique.» Mais ce n'est pas le cas et il serait bon de se livrer à un examen de conscience pour savoir pourquoi la cigarette n'est pas considérée dans le milieu comme un risque important pour la santé, mais plutôt comme une affaire de «choix personnel».

La détresse partout

Est-ce un cliché de dire que le problème de la toxicomanie est d'abord et avant tout le symptôme d'un mal profondément social? «En 75, de dire en substance Louise Nadeau, responsable du certificat en toxicomanie à l'Université de Montréal, notre hypothèse était que les caractéristiques du rôle féminin (oubli de soi, soin des autres, etc.) constituaient des contraintes désavantageuses représentant, pour les femmes, une perte de contrôle sur l'environnement. Cette perte, dans nos analyses, jouait un rôle important dans la détresse ressentie par les femmes, une détresse se traduisant chez certaines par la dépression, l'anxiété et l'usage de psychotropes[4].» Normal, dès lors, de croire qu'il suffirait aux femmes d'accéder au marché du travail et à l'autonomie économique pour retrouver leur «santé mentale»? Mais l'histoire nous réservait d'autres embûches.

«On aurait cru, de poursuivre la psychologue, que les femmes, accédant au marché du travail, développeraient plus de satisfaction. Mais nos dernières études ont mis en évidence un facteur important dans la dépression des femmes: le manque de relation intime, privilégiée, le manque de confident. Les femmes, même si elles occupent un emploi, font toujours du succès de leurs relations interpersonnelles une priorité au-dessus de toute autre dans la hiérarchie des valeurs. Pour beaucoup d'hommes, par contre, les relations demeurent instrumentales et passent derrière leur réussite personnelle. Les femmes restent avec une insatisfaction liée au manque de réciprocité.

«L'émancipation affective des femmes est plus difficile à réaliser que l'émancipation socio-économique», conclut Louise Nadeau.

Grâce au travail des femmes en santé mentale, on sait maintenant qu'il y a aussi un lien entre la toxicomanie et un passé d'abus

«Les tranquillisants ne devraient pas être utilisés plus d'un mois à la fois. Pourtant, dans une étude menée en Ontario, on a découvert que le tiers des consommatrices utilisaient ces substances quotidiennement depuis plus d'un an.» (*Jessica Hill, conférence «Les tranquillisants mineurs», 13 mai 1986*)

sexuels. Le viol et l'inceste habitent le passé d'un minimum de 70 % des femmes qui vont en désintoxication. Et la plupart des intervenantes estimaient cette réalité à plus de 80 % des toxicomanes – et même à 95 % chez les itinérantes, jeunes ou vieilles sans-abri.

En somme, la violence, la solitude, la surcharge de travail, la pauvreté, l'insécurité, le manque de pouvoir, le stress élevé et des conditions de vie difficiles viennent à bout de la plus endurcie d'entre nous. Sans compter que, comme féministes, nous nous sommes fixé des standards d'autonomie et de force dignes de la plus grande super femme! Et comme les conditions ne s'améliorent pas véritablement... les toxicomanies se multiplient.

«Dans les régions comme la nôtre, relate Julienne Dubé, intervenante au Centre externe de l'Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup, un des phénomènes les plus préoccupants

est celui de l'usage croissant de la cocaïne chez les danseuses «en tournée». Les filles vont danser de ville en ville, sont la plupart du temps déracinées. Souvent, elles habitent des hôtels minables et sont prises dans des relations difficiles avec leur «gérant» qui leur fournit la «coke», et envers qui elles ont contracté des dettes. Elles se retrouvent, en état de choc, dans les urgences d'hôpitaux. Il est évident qu'elles vivent une misère réelle. Elles ont besoin de soins et de soutien. Mais comment aider quelqu'un qui change de ville toutes les semaines?»

Les femmes itinérantes constituent une autre population grandissante auprès de laquelle travaillent de plus en plus d'intervenantes. Souvent d'ex-patientes psychiatriques, vivant en marge de la société, sans gîte, la drogue devient pour elles un mode de vie. Et comment travailler avec des femmes réfractaires à toute institution, à tout ce qui risque de les contraindre à demeurer en place?

Le plaisir aussi

Une telle nomenclature de petites et de grandes misères a de quoi assombrir le ciel sans nuage de la plus heureuse d'entre nous. Quelle déprime! Et alors que vous êtes tranquillement assise dans votre fauteuil à siroter une bière, vous angoissez: «Mon Dieu, suis-je en train de devenir alcoolique?»

STOP. Arrêtons ici la torture. Il faut certes développer de la vigilance pour prévenir des situations qui nous rendront misérables, mais il ne s'agit pas de devenir coupables d'avoir du plaisir, s'accordent à dire plusieurs intervenantes.

D'ailleurs, elles sont nombreuses à regarder d'un oeil très critique les traitements actuels. «Il y a dans les traitements un aspect très moral et très culpabilisant qui est tout à fait inadéquat. Comme si le plaisir était, en soi, un mal. Par exemple, si des femmes boivent ou prennent de la «coke» pour augmenter leur plaisir sexuel, il est bête de tenter de les arrêter sans aborder avec elles la question de la sexualité. C'est comme ressortir nos robes de couvent et nos collets montés. Pourquoi ne pas explorer avec elles (et pour nous-mêmes!) des techniques orientales de plaisir et des manières non toxiques de se procurer plus de jouissance? Mais ce sujet est encore tellement tabou!» Si tabou qu'elles n'ont pas voulu être citées là-dessus...

«Au Canada, entre l'âge de 20 et de 29 ans, les femmes se font prescrire huit fois plus d'antidépresseurs que les hommes.» (*Communiqué du Théâtre des filles du Roy*)

Le chemin de la «guérison», de l'avis de plusieurs, est du côté de *nos* propres définitions du bien-être et du plaisir. «Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire du *cheap labor* à la place des services sociaux, ni de favoriser une désinstitutionnalisation massive des malades. Cette opération, pratiquée sans vigilance, développe un cercle vicieux: ce sont des femmes qui se retrouvent avec la responsabilité de malades mentaux, par exemple. Or, ces femmes développent plus de stress, tombent malades davantage et viennent augmenter le nombre de personnes ayant besoin d'aide», d'estimer Céline Mercier, du Centre de recherche de l'hôpital Douglas.

Les intervenantes désirent plutôt que les connaissances féministes viennent influencer les traitements. Une cure de désintoxication sans traiter un passé d'abus sexuels, ça n'a pas de sens. Pas plus que de prescrire des antidépresseurs à long terme à une mère chef de famille monoparentale, vivant dans la pauvreté, ou à une secrétaire qui en a marre de son «boss».

Mais au-delà des services cliniques, quels outils pouvons-nous développer dans nos communautés pour rester en bonne santé mentale tout en préservant nos valeurs? Notre capacité d'aimer et notre disponibilité aux autres ne devraient pas constituer des handicaps mais bien des forces. Comment les préserver sans tomber dans la déprime?

«Comme l'absence de liens d'intimité est un facteur important qui prédispose les femmes à la dépression et à la toxicomanie, les relations d'amitié et de complicité avec d'autres femmes sont autant de garanties qu'on se donne contre la dépression», propose Louise Nadeau. Les «chums de filles», les groupes de soutien pour arrêter de fumer ou sortir de l'isolement, l'action politique pour se redonner du pouvoir, les stratégies pour changer les conditions de vie et de travail qui nous rendent malades... ce sont autant de moyens qui ont marqué l'action des femmes en santé mentale au cours de la dernière décennie.

Deux cas

Valérie Bolton, par exemple, le visage épanoui et rose, parle fièrement du *Women Being Well Project*, un programme qu'elle a fondé au moment où elle-même sombrait sous le poids de la solitude. Le programme s'est maintenant étendu à une dizaine de localités du sud-ouest de l'Ontario, et regroupe plus de 70 femmes. Ces groupes font de la prévention en santé mentale en développant des liens avec d'autres femmes, en faisant du théâtre, des créations collectives, etc.: «Nous avons une approche positive et globale: les femmes s'identifient à leur santé, à leurs forces, pas à leurs problèmes. Un de nos groupes, par exemple, s'était formé autour du problème de l'inceste. Elles ont fini par créer un groupe de peinture.»

À ce chapitre, les autochtones présentes à la Conférence étaient fort inspirantes. «Nous sommes une nation déracinée, dont l'identité culturelle est minée et assaillie par la culture blanche», de témoigner avec vigueur Marilyn Fontaine et Maggie Hodgson, deux intervenantes en santé et toxicomanie de l'Ouest canadien. «Nos parents ont vécu dans des pensionnats et y ont connu beaucoup d'abus et de violence. Nous sommes les produits de tels foyers. Il est aisé de comprendre pourquoi les taux d'alcoolisme sont si élevés quand on voit le degré de misère affective et collective qui est la nôtre. Mais les centres de désintoxication des Blancs ne traitent pas ça, et les taux de rechute sont conséquemment très élevés, surtout chez les femmes.

«Nous avons donc entrepris notre propre programme, qui s'appelle "Nechi", c'est-à-dire "mon âme touche la tienne", poursuit Maggie. De 60 à 80 % des conseillères sont des survivantes d'abus sexuels. Elles connaissent bien la douleur. La formation que nous leur donnons comprend 50 % de connaissances et de techniques. Pour l'autre 50 %, nous faisons avec elles ce que nous appelons du "spiritual and emotional heeling and caring". Ensuite, nous avons implanté des ateliers de "bons et mauvais touchers" à la maternelle pour rompre le cercle de la violence. Nous avons aussi des ateliers de plusieurs jours, d'abord pour les femmes victimes de violence, puis pour toute la communauté proche d'elles.

«Pour nous, la femme est la donneuse de vie, le fondement même de l'humanité et le centre du monde. Nous voyons cela comme un pouvoir et nous tentons de renouer avec ces traditions ancestrales pour accomplir notre propre guérison. En somme, conclut-elle, nous retrouvons notre centre spirituel et nous travaillons en cercles concentriques vers la famille, les ami-e-s, la communauté et l'action politique.»

Trois jours plus tard, les participantes à ce colloque assez spécialisé auront beaucoup entendu parler de dépression et de dépendance, appris de nouvelles données sur l'alcoolisme, et abondamment discuté de stratégies féministes d'intervention. Et ce, toujours dans une atmosphère très intimiste... Mais le portrait des nouvelles toxicomanes demeure tout de même incomplet. Se précisera-t-il en novembre, lorsque l'Association des intervenant-e-s du Québec fera de «Femmes et toxicomanies» le thème de son propre colloque[5]?

1/ «Quels mobiles poussent les femmes à boire?», article tiré et traduit de *Women's Health*, décembre 1984.

2/ *Breaking Free, Leaving the Pack Behind*, Alberta Social Services and Community Health, 1986.

3/ «Les femmes et la cigarette: Avons-nous vraiment le droit de choisir?», *Healthmatters*, Vancouver, Vol. 1, n° 2, été 1985.

4/ Tiré et traduit librement de la conférence *Roots of Dependence. Paths to Interdependence*, 14 mai 1986.

5/ Les 3, 4, 5 novembre, au Holiday-Richelieu, Montréal. Pour information et inscription: Mme Isabelle Gagné, (514) 523-1196.

Le Théâtre des Filles du Roy, de l'Outaouais, présente en tournée cet automne dans plusieurs régions du Québec: *Les Maux cachés*, une pièce qui brosse un portrait des multiples facettes de la surconsommation de médicaments chez les femmes. Fait intéressant, *Les Maux cachés* traite aussi des multinationales de l'industrie pharmaceutique et de leur *dumping* dans les pays du Tiers monde des médicaments interdits au Canada. Pour information sur les horaires ou pour réserver la pièce: Micheline Piché, relationniste, (819) 771-4389.

FEMMES PROFESSIONNELLES

dc

HÉLÈNE BÉLANGER
DOCTEUR EN CHIROPRATIQUE

407, ST LAURENT, SUITE 110, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 2Y5 (métro Place d'Armes)
SUR RENDEZ VOUS (514) 871-8520

DENISE NOËL
PSYCHANALYSTE

4380, DELORIMIER
MONTRÉAL H2H 2B2
TÉL.: (514) 523-5025

Dr Kimberly Dubois O.D.

- *examen visuel*
- *vision au travail*
- *dépistage de glaucome*
- *dépistage de cataracte*
- *rééducation visuelle*

3743 Saint-Hubert H2L 3Z9 521-0740
(près du métro Sherbrooke)

APPROCHE GLOBALE
DU CORPS

ANTI-GYMNASTIQUE
IMAGERIE MENTALE

SYLVIE LAPOINTE, PRATICIENNE
4621 CHRISTOPHE-COLOMB
MONTRÉAL, QUÉBEC H2J 3G7
TÉL. : 523-3638 ou 523-5623

TRUST GÉNÉRAL

Le maître courtier

Place d'Anjou
7355, rue St-Zotique
Anjou (Québec)
H1M 3A5
Bur.: 353-9942
Rés.: 525-5397

Danièle Méthot
Représentant immobilier

CATHARSIS glaudienne PSYCHOTHÉRAPIE INDIVIDUELLE
TRAITEMENT NON MÉDICAL DES PROBLÈMES DE SANTÉ PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE PAR CATHARSIS ET/OU SOPHROLOGIE.

LOUISE PELLETIER, INF. PSY.
LAVAL: 681-9480

MEMBRE DE LA CORPORATION INTERNATIONALE DES CATHARSISTES GLAUDIENS, O.I.I.Q., A.Q.I.I.P.

---

louise hogues
7211 boyer
H2R 2R6

architecte
montréal
279-1373

Rebirth

Lucie Laviolette
(Sujato)

Montréal 524-5580
Québec 524-3642

Membre professionnelle de la Corporation des palingénésistes du Québec

FEMMES PROFESSIONNELLES

Parizeau, De Lagrave et Croteau
Avocats & Procureurs
Barristers & Solicitors

François Parizeau
Carole De Lagrave
Nathalie Croteau

4017A, rue Notre-Dame ouest
Montréal (Québec) H4C 1R3
Tél: (514) 937-9326

Centre de santé psycho-corporelle Phénix enr.
2071, rue St-Hubert bureau: 2
Montréal, Qc H2L 3Z6

Louise Houle
psychothérapie analytique
approche psycho-corporelle
Tél.: (514) 523-5339

Lalonde Champoux
AVOCATES

Droit des Femmes
Mandat d'Aide Juridique accepté
Ste-Foy (418) 658-6659

NICOLE REEVES, M.A.
Psychologue
Psychothérapie Individuelle

Tél.: (514) 274-4645
920, rue Cherrier
Mtl, H2L 1H7

TEL. 934-0841

LOUISE ROLLAND
AVOCATE

UNTERBERG, LABELLE, JENNEAU, DESSUREAULT & Associés
1980 SHERBROOKE OUEST, SUITE 700, MONTRÉAL H3H 1E8

LUCIE CHAPUT
ASSUREUR-VIE

Assurance-vie et revenu invalidité
Rentes, REER, Assurance collective, Planification successorale et financière

Sun Life du Canada
1155, rue Metcalfe, bureau 707 Montréal H3B 2V9
861-2603 Dom: 277-9343

MIRIAM GRASSBY
MARIETTE PILON
LINDA SOLOMON

AVOCATES

SUITE 921
1010 OUEST STE-CATHERINE
MONTREAL, QUEBEC H3B 3R7
(514) 879-1100

- Co-propriété indivise et locations d'immeubles
- Artistes pigistes
- Travailleurs (euses) indépendants (tes)
- Élaboration de système comptable
- Tenue de livres manuelle
- Informatique
- Vérification
- Groupes sans but lucratif
- P.M.E.

BERNADETTE JOBIN
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
4290 RUE LAVAL
MONTRÉAL H2W 2J5
849•2530

FEMMES PROFESSIONNELLES

(514) 688-1044

Luce Bertrand M.P.s.
PSYCHOLOGUE
«Une femme à l'écoute des femmes»

PEURS – DÉPENDANCES – CULPABILITÉ
HÉTÉROSEXUALITÉ – HOMOSEXUALITÉ
CROISSANCE – CHEMINEMENT

---

911 av Pratt
Outremont, H2V 2T9 bureau : 737-7699

Monique Panaccio
PSYCHOLOGUE

psychothérapie et psychanalyse

DANIÈLE TREMBLAY

Psychologue
Thérapie individuelle et de couple

Expertise psycho-légale
dans tous les cas d'agression sexuelle.

426 est, boulevard Saint-Joseph,
Montréal, H2J 1J5 **721-1806**

Psychothérapie individuelle
Problèmes liés à l'homosexualité

HÉLÈNE GOSSELIN
Psychologue

831, avenue Rockland, Outremont 651-9963

Marie-France Ouimet

- PSYCHOLOGUE
- PSYCHOTHÉRAPEUTE

4534, rue Earnscliffe
Montréal H3X 2P2 Tél.: 488-5473

---

(514) 288-5226

Diane Girard
PSYCHOLOGUE
Psycho-thérapie individuelle et de groupe

30, boul. Saint-Joseph Est (coin Saint-Laurent)
Suite 910
Montréal H2T 1G9

Thérapie individuelle et de groupe
4581 Fabre H2J 3V7
Métro Mont-Royal
524-3289
marie cabana
psychologue

CATHARSIS glaudienne PSYCHOTHÉRAPIE INDIVIDUELLE TRAITEMENT NON MÉDICAL DES PROBLÈMES DE SANTÉ PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE PAR CATHARSIS ET/OU SOPHROLOGIE.

PAULETTE PERREAULT, INF. M. sc. PSY.
CHOMEDEY (LAVAL): 681-9942

MEMBRE DE LA CORPORATION INTERNATIONALE DES CATHARSISTES GLAUDIENS, O.I.I.Q., A.Q.I.I.P.

le grand sommeil

«Ce soir je me ferai une soupe minestrone.» C'est à travers cette volonté et ce plaisir des gestes simples que je sais que le désespoir ne m'habite plus et que la dépression m'a quittée. Être émue, au marché, par deux poireaux et des zucchinis parce que je sais qu'en les choisissant je choisis la vie, la mienne. La vie remue en moi à nouveau, intensément comme une fine étincelle qui titille ma trentaine et ses lendemains.

La vie me pique, me séduit quand en marchant dans Centre-Sud, la laideur froide de novembre se fait soudain tendre et blanche pour mon vieux quartier éventré par la politique et la pauvreté. Je me sens encore un peu timide devant les avances de la vie, mon âme rougit, gênée par tant de lumière en son âge. Elle me poursuit jusque chez l'épicier libanais qui me sourit, me parle de *sa* beauté avec un accent d'ailleurs et des odeurs de café moka. Elle se marre bien la vie quand ma poussette pleine à ras bord congestionne l'entrée étroite de mon dépanneur. Clochards embués et vieilles dames Loto virevoltent avec sympathie autour de moi, pelotonnée contre ma *Presse* à une piastre. Banal ballet d'un samedi matin qui pourtant évoque en moi des émois inouïs et des murmures d'espoir.

Il y a deux ans, je glissais dans un sommeil profond de goudron et d'urgence psychiatrique. J'avais avalé 40 Serax. J'avais commencé par en prendre deux comme tous les soirs avant de me coucher et puis, sans savoir pourquoi, une troisième et une quatrième, et j'avais vidé la bouteille. Je les comptais méticuleusement, je les croquais pour goûter davantage le lourd sommeil qui m'attendait, qui allait enfin voiler mes peines et mes vides au seuil de leur année nouvelle.

Un peu assommée et surprise par la facilité de mon geste, j'ai voulu en vérifier les conséquences auprès de deux hôpitaux. Je soupçonnais bien que la dose n'était pas létale, mais je n'osais pas m'abandonner à mon grand repos sans un minimum de précautions. Les deux infirmières me recommandèrent un lavement d'estomac d'urgence.

J'appelai ma meilleure amie qui, choquée et troublée, m'amena à l'hôpital de mon secteur. En entrant, je précisai aux silhouettes en blouse blanche que j'avais un rendez-vous avec un psychiatre dans trois mois.

Et puis ce fut le vide.

Je me réveillai le lendemain matin dans un corridor de l'hôpital. On me donna mon congé. J'appelai un taxi et je rentrai chez moi. Seule. Et c'est à ce moment-là, dans mon salon mauve, que la peur commença à m'envahir, la peur du goût de la mort au bord des lèvres. Ma cohabitation intime avec le désespoir commençait.

Et alors il y eut cet homme magnifique nommé psychiatre, beau comme un pâtre, raffiné, rusé, qui piégea mon angoisse dans son luxueux bureau lové dans les sillons de la montagne. Il me vouvoyait et m'appelait Mademoiselle. Il portait souvent des chaussettes à carreaux. Je me suis nouée à lui comme la vigne à son tuteur. Je l'ai aimé d'un désir incestueux pendant deux ans. Il était tout pour moi: mon quai, ma bouée, mon cordon, ma sève, ma mère, mon radar. Il m'amena dans le désert et le jardin de mes deuils et tous les vendredis à 3 heures, quand je descendais la rue Laurier, le coeur en cendres, le corps ensablé, mon regard de noyée questionnait, intrigué, la quiétude élégante des belles passantes.

Et il y eut cette petite annonce dans *La Vie en rose* qui invitait les femmes dépressives à se retrouver un certain soir d'hiver dans l'est de la ville. Des filles magiques, belles, puissantes, brisées, violées, éteintes, lutteuses. On se partagea la parole et l'espoir et c'est ainsi que j'appris l'appartenance. S'il en manquait une, on devenait orpheline. Notre grande marionnette de filles aux fils brisés se sentait alors disloquée, perdante. J'ai aussi découvert la sororité. La sororité du désespoir. Parfois, quand l'amitié ou le hasard nous ramène aujourd'hui l'une vers l'autre, le contact se rétablit rapidement, sur l'essentiel, sans masques, sur nos ombres et nos mères.

Et il y eut cette amie qui avait des yeux pour visage. Quand elle me quittait, elle me disait tendrement qu'elle m'aimait, qu'elle aurait de la peine si je partais. Et quand le métro se faisait tentateur, ses beaux yeux pers me ramenaient au quai de son regard.

Et il y eut Norma de Bellini qui caressa mes soirées d'angoisse de sa mélopée de prêtresse trompée. Bach et Gould s'unirent pour tempérer le clavier de mon âme crevée. Les blues de Billie Holliday bercèrent mes nuits d'amante oubliée.

Et il y eut le Y des Femmes, où, à l'abri du regard des hommes, dans son eau chaude et son bain tourbillon, cent fois j'ai massé les coups et les bosses de mon corps d'enfant fatigué.

Et il y eut Belotti qui, dans *Les Femmes et les Enfants d'abord*, nomma à la page 211 mes efforts et mon échec.

Depuis quelques mois, de plus en plus, le goût de continuer éclate en moi comme des bulles de printemps dans un aquarium en débâcle. Je suis un peu moins estomaquée quand les autres – les «normaux» – me racontent leurs projets d'avenir. Il n'y a pas si longtemps, abasourdie, je me demandais en silence comment ils faisaient pour choisir la vie et non la mort.

Pour le moment, j'ai ma vie à mijoter, des céleris à hacher, un oignon blanc à pleurer et peut-être un homme à aimer. J'oubliais... Cet été j'aurai un jardin dans ma cour et des poireaux et des zucchinis...

SARAH,
CENTRE-VILLE, 17 NOVEMBRE 85

Illustration: Suzanne Côté

S. Côté

Festival Juste pour rire

Celles qui font rire juste

Sue Ingleton

Dominique Michel et Serge Grenier: «La grande Gertrude»

Jerry Lewis, heureusement, n'était pas seul ! Du 10 au 19 juillet dernier, le 4e Festival Juste pour rire/Just for Laughs *a réuni à Montréal quelque 80 artistes : humoristes, imitateurs,* stand-up comics, *monologuistes, ventriloques et acrobates venus d'Europe, des Etats-Unis, de Chine, etc. Parmi eux, 12 femmes. Qu'avaient-elles à dire ? De quoi faisaient-elles rire ?*

par Danielle Dussault et France Boisvert

Si l'on s'entend pour dire que le comique est à l'humour ce que l'âge juvénile est à la maturité, que l'un se nourrit de bruits et de sons (imitation, burlesque, ventriloquie, etc.) et l'autre du tragique contenu dans la vie elle-même, il y eut, parmi les femmes du Festival, peu de comiques et beaucoup d'humoristes.

La bouffonnerie, chez elles, n'est pas légion. Ce qui prime surtout : un humour de propos, caractérisé soit par l'absurde, soit par le ressentiment ou un désir de justice. Elles inventent, à partir de leur propre intériorité, divers types de personnalités crédibles et vraisemblables.

L'humour-justice

L'Australienne Sue Ingleton, par exemple, réussit à créer des personnages qui troublent et bousculent la vraisemblance habituelle. «Most people take characters from outside instead of starting inside to make their own character», nous explique cette architecte de profession, comédienne depuis 15 ans.

Au Club Soda, avant le début de son spectacle solo, un petit homme à moustache se promène, une bière à la main, vêtu de polyester à carreaux, coiffé d'un chapeau en peluche. C'est Ingleton. Elle est devenue Bill Rawlings, qui converse avec les femmes puis parle de sa vie et des guerres (Corée, Liban) avec les hommes, passant d'une table à l'autre, tétant toujours sa bière.

Soudain, Rawlings monte sur scène, exhibe un ventre rond et proéminent. Et lance, catastrophé : «I'm pregnant !» Il se met alors à raconter son calvaire chez les gynécologues, ce qu'il a dû subir comme examens externes et ce qu'il a lu des méthodes d'accouchement, dont celle du docteur Leboyer. Le public rit de bon cœur : l'invraisemblance de la situation est trop énorme.

Bill sollicite un homme afin de l'assister dans la démonstration de ladite méthode. Un spectateur se lève. La salle l'applaudit. Rawlings demande au volontaire de verser un pichet d'eau dans une bassine de bébé et, ensuite, de s'agenouiller devant. La salle se remplit de petits rires nerveux. Le volontaire résiste un peu, s'agenouille. Bill s'assoit de l'autre côté du bassin, pose ses pieds sur les épaules de l'homme et lui place une serviette sur la tête. En effet, la méthode d'accouchement naturel Leboyer

Photo: Ginette Clément

Marsha Warfields — Les Trois Jeanne — Mimi Mathy

demande que l'enfant naisse dans l'eau et ne soit pas ébloui par la lumière, raconte Bill, dans un anglais rapide.

Alors que la tension et la curiosité montent, il en vient à expliquer comment les eaux crèvent lors de l'accouchement. Pour rendre son récit plus véridique, il prend un ballon gonflé, le place entre ses deux jambes d'«accouché», sous la serviette, et d'un coup d'ongle le déchire en plein sur le nez du pauvre «accoucheur», stupéfait. L'assistance, elle, crie de surprise. Revenu à lui, blanc de rage, le volontaire saisit Rawlings aux poignets. . . Silence sur le Club Soda. Il retourne finalement à son siège et des applaudissements fusent. Mais qui applaudit-on ?

Sur la scène, Bill Rawlings tourne maintenant en dérision les manuels qui expliquent si mal l'allaitement aux jeunes mères. . . Plus tard, dans un strip-tease balourd, le vulgaire Bill s'évanouit devant Gemma Hatchbach.

Gemma, une bourgeoise *freak* à peine sortie d'un ashram indien, s'interroge en se roulant un joint sur la place des femmes dans les textes sacrés, et le sens profond des rapports humains. Gemma aime la féminité mais a peur du féminisme dans ce qu'il a de plus radical.

Selon Ingleton, la condition des femmes n'a pas beaucoup évolué et presque tout le travail reste à faire. Pourtant, dit-elle en entrevue, les femmes ont toutes les raisons de garder espoir. «Women are the greatest survivors on the planet, you must understand that. We are the greatest survivors. »

Pour elle, l'humour est un mode d'enseignement qui permet de mettre en lumière la condition féminine, ses défis et ses luttes, ses victoires mais aussi ses défaites. Sue Ingleton est-elle une vraie justicière ?

L'humour-ressentiment

Un autre type d'humour semble au premier abord découler de l'humour-justice : l'humour-ressentiment. Plus discret, il oscille entre l'absurde et la maîtrise de la colère.

La très britannique Helen Lederer, modestement vêtue d'une jupe et d'une veste, s'approche du micro. Misant sur un jeu de timidité, elle répudie, dans une langue pleine de finesse, tout le puritanisme et l'hypocrisie de la bourgeoisie anglaise. Elle exprime surtout la révolte et la détresse d'une jeune femme aux prises avec une éducation familiale qui l'empêche trop souvent d'aborder des choses comme la sexualité et les rapports hommes-femmes.

Pour elle, nous dit Lederer, l'humour n'est pas exactement un lieu de dénonciation et de militantisme, mais plutôt le moyen d'expression idéal d'une comédienne qui ne cherche pas à cadrer dans les scénarios habituels. Elle aussi, comme Ingleton, a créé son personnage à partir d'expériences personnelles.

Chez l'Américaine Marsha Warfields, le ressentiment s'exprime par une maîtrise constante de la voix et de l'expression. Elle demande : «Que fait-on des grenouilles dont on mange les cuisses ? Les installe-t-on derrière les restaurants, dans des chaises roulantes ? Leur fait-on vendre des petits crayons, afin qu'elles puissent accumuler des fonds ? Ou participent-elles au téléthon de Jerry ?» «We are Jerry's frogs !», lance-t-elle finalement, imperturbable.

Dans un mélange acide de ressentiment et de désespoir, Sandra Bernard, une autre Américaine, ridiculise la femme qui resplendit de bonheur grâce aux Chiffons J. D'une voix doucereuse, elle questionne le public : «N'a-t-elle pas l'air épanouie et satisfaite ? Depuis lors, moi-même, je me tords de bonheur à torcher mes toilettes !»

Quand Andrea Martin, l'animatrice du volet *Just for Laughs*, chercha à décrire

Sandra Bernard et demanda aux spectateurs-trices de l'aider, des femmes lancèrent de la salle : «Elle est laide et vulgaire !»

Faut-il croire que l'humour acide, chez les femmes, est signe de vulgarité alors que la vraie vulgarité, chez les hommes, est signe de drôlerie ?

L'humour français

Mais il y a aussi des humours plus légers, à la limite du comique. Un humour plus théâtral, par exemple, avec des costumes qui servent à camper des contextes précis. Comme dans la production française *C'est pas une vie qu'on vit !* des Trois Jeanne.

Au Quat'sous, dans une mise en scène enlevante, trois comédiennes et auteures accomplies, qui développent depuis plus de dix ans un théâtre féministe humoristique, performent avec brio. Elles jouent tour à tour des hommes et des femmes de toutes classes, de la star à la petite caissière. Ce spectacle, qui roule depuis bientôt trois ans, est le deuxième des Trois Jeanne à porter sur le féminisme.

L'humour, expliquent-elles, c'est le pouvoir d'informer autrement sur des thèmes facilement évacués dans les milieux ou médias officiels. Par exemple, elles cherchent et voient apparaître l'homme nouveau, ce «beaujoli», et le décrivent derrière un humour-paravent. Elles font cette voyeuse qui collectionne les hommes sur vidéo-cassettes, cette femme qui attend le coup de fil (qui n'arrive jamais, évidemment) de l'homme dont elle a envie. Elles font ces «intellectunnels» qui n'en finissent plus de thésauriser la théorie et qui établissent des règlements stricts pour rester libres dans le couple !

Elles incarnent aussi la sorte d'hommes qui s'étonnent devant les demandes du féminisme : «Elles veulent que les mecs mutent ! Eh bien, il y a 30 % de pédés aux États-Unis ! Et même les homos, ils sont machos !» Le tout parsemé d'ironiques «Ah ! Ces bonnes femmes, tout de même !» Tout y passe. Même les journalistes idiot-e-s qui les assaillent quotidiennement de «La pièce est bonne et vous êtes super, les filles ! Mais c'est qui le mec qui l'a écrite ?»

Sans l'habituel sérieux des militantes féministes, elles proposent un humour corrosif qui tend à désacraliser le débat et à démystifier le féminisme souvent clos des universitaires et des bourgeoises (françaises ?).

L'autre Française, Mimi Mathy, petite humoriste de taille, présente un spectacle à la Michel Fugain (dont elle fut d'ailleurs l'élève), tout en chansons et en danse, qui tourne autour de la condition des nain-e-s. Sans que jamais le mot «naine» ne soit prononcé, et c'est là qu'est l'astuce. C'est charmant et sans prétention. Même sa chanson à répondre, qui raconte comment le lapin est devenu amoureux de la grenouille, fait chanter et taper des mains une salle visiblement séduite.

L'humour québécois

Des humoristes québécoises ? Que deux. Et deux «pros». Comme si les quelques jeunes humoristes québécoises – il y en a – n'arrivaient pas à franchir les instances de consécration (*Lundis des Ha Ha*, *CROC*, *Casse-tête* à Télé-Métropole, etc.) qui mènent éventuellement à la scène du Festival.

Clémence Desrochers y était, qui, après tant d'années de métier, exhale la même bonne humeur un peu «scout» (comparée à Sue Ingleton !). Dans son monologue de célibataire en vacances au Club Med, elle illustre la solitude qu'on peut éprouver au milieu d'étrangèr-e-s réuni-e-s pour les plaisirs de l'épiderme, de la planche à voile et des ananas.

Dominique Michel, coanimatrice du volet *Juste pour rire*, a aussi poussé quelques monologues bien tassés : un homme en manque de cigarettes assimile son besoin de fumer à une passion pour une femme ; ailleurs, avec Serge Grenier, elle incarne la Grande Gertrude, une magicienne de pacotille. Ce numéro veut démystifier ces «vulgaires Ginette de Bien-être social que l'on ramasse pour en faire des Grandes Gertrude», dixit l'ex-Cynique avec quelque mépris.

Et les hommes, eux ?

Chez les hommes, en général, moins d'humoristes que de comiques, beaucoup de bruits, d'hystérie, de jeux de mots, d'imitations, de gadgets, de références au corps et au sexe, avec plus d'humour BD chez les Français, des touches plus impressionnistes chez les Anglo-Saxons.

Quelquefois, c'est réussi. Quand le ventriloque allemand George Schlick fait chanter en trois langues un lapin jaune, une armure, un bébé caché dans sa veste et, d'une voix de crécelle, Pierre-Marc Johnson !. . . la salle est ébahie par tant de virtuosité.

Souvent, c'est douteux. Jerry Lewis, le roi fort attendu de l'humour américain, imite un magnétophone japonais qui fonctionne mal, dans une surenchère de cris excessifs et de mouvements convulsifs. C'est tape-à-l'œil et idiot, limité à un comique sans grande portée. Cette hystérie est pourtant applaudie par une salle comble (à 35 $ le billet !) et indulgente.

Le sexisme, aussi, est loin d'être mort. Le populaire Britannique Lenny Henry, un Noir massif, annonce en se dandinant de façon suggestive, qu'il veut «démystifier la sexualité noire». «I feel like fucking tonight. I need a woman to make it. » Il fait monter sur scène une femme blonde et rougissante, la frôle, l'empoigne par le cou, la force à l'embrasser. . . pour la congédier ensuite, méprisant : «Nothing is raising in my pants. » La salle rit de cet apparent sans-gêne. Vengeance raciale ou sexiste ou les deux à la fois ?

Pourtant, il y a un certain renouvellement de l'humour des hommes. Du côté francophone, en tout cas, certaines traditions s'écroulent quand les types-machos – l'homme ivre du Français Jean Lefèvre, le gars paqueté de Claude Blanchard et l'inutile gardien de but de Rémy Girard – se «cassent la gueule» sur un silence révélateur de la salle.

On remarque aussi l'apparition de nouveaux types de personnages, dont l'anti-héros. C'est le très français Jacques Villeret, dans l'homme qui a toujours peur des voleurs, des assassins et des loubards. C'est le Québécois Pierre Labelle, dans l'homme qui se fait mal en essayant de se défendre contre les autres. C'est aussi, à mi-chemin entre le macho et l'anti-héros nouvelle vague, l'*Oncle Georges* de Daniel Lemire : un mauvais père qui rit des enfants et des parents.

Bref. . .

Ce qui ressort de ce Festival, c'est que les femmes humoristes, toujours minoritaires, ne s'expriment pas par le bruit, l'imitation ou même par le cri. Efficace ou non, leur humour émane le plus souvent de l'intériorité et questionne sa cohérence. C'est un humour de dérision et de recherche de justice.

Quant aux hommes, leur humour continue de crier, d'imiter et de jouer à la douleur. Camouflant leur propre misère, les hommes comiques semblent se terrer souvent dans la pitrerie. Comme pour évacuer le tragique, qui est l'essence même de l'humour. Qui a dit que c'était juste pour rire ?

STAGE

RESSOURCEMENT EN ART PLASTIQUE

Pour animateur-trice auprès d'enfants de 0 à 5 ans
ou
toute personne s'intéressant à la petite enfance
(parent, étudiant-e, ergothérapeute, psychologue)

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTER
DOMINIQUE CARREAU TÉL.: (514) 585-7414

Go

Pauline Harvey, Lise Vaillancourt

À la recherche de l'héroïne moderne

Dans quoi les femmes se reconnaissent-elles aujourd'hui? Nous qui avons à «vendre» le féminisme – troupes de théâtre, maisons d'édition, périodiques... – la question n'a pas fini de nous tracasser. Qu'allaient donc y répondre Pauline Harvey et Lise Vaillancourt, les co-auteures du dernier spectacle du Théâtre expérimental des femmes, Si toi aussi tu m'abandonnes[1] *?*

par Francine Pelletier

«Grosse question, en effet, répond Lise Vaillancourt, également codirectrice du TEF et metteure en scène du spectacle. Nous l'avons abordée bien simplement: en mettant en scène un personnage auquel beaucoup de femmes pourraient s'identifier.» Pauline Harvey poursuit: «Guillemette (Markita Boies) a 32 ans et se pose beaucoup de questions sur sa vie. Elle a fait de la radio communautaire, s'est impliquée dans toutes sortes de projets, a connu le féminisme et le BS... et ne sait trop où elle s'en va avec ça... Au début, je ne voulais pas du tout que ce soit moi. Mais plus je la vois sur scène, plus je peux dire: c'est moi.»

Mais pourquoi Pauline Harvey, dont trois romans, *Le Deuxième Monopoly des précieux*, *La Ville aux gueux* et *Encore une partie pour Berri*, ont remporté des prix, se lance-t-elle en théâtre? «J'en ai eu l'idée il y a trois ans, lors du Festival de création de femmes du TEF. Pol Pelletier m'avait beaucoup parlé du manque de personnages féminins intéressants au théâtre. J'avais le goût de m'essayer...» Mais, après trois ans ou presque de préparation, Pauline Harvey dit n'avoir été satisfaite de la pièce qu'après que Lise Vaillancourt y ait travaillé pendant six mois. «Pauline a écrit une mélodie extraordinaire, moi je n'ai fait que les arrangements», précise cette dernière.

Savant mélange de procédés classiques (un héraut qui présente l'héroïne, un choeur pour raconter son histoire...) et de modernité (il ne s'agit pas d'un décor mais d'une installation, pas d'une intrigue mais d'atmosphères différentes, et aux personnages humains s'ajoutent un robot et des automates), *Si toi aussi tu m'abandonnes* n'est-elle pas, en fait, le savant mélange de Pauline Harvey et de Lise Vaillancourt? «Pauline a été la première à me faire remarquer, explique Vaillancourt, que les personnages mythiques mis en scène jusque-là par le TEF manquaient de réalité.

«Or, toute la mise en scène de *Si toi aussi...* est axée sur des rencontres familières. Comme si on avait pris ces femmes qu'on voit dans la rue, qu'on trouve dans les restaurants, seules à écrire au bout d'une table, et qu'on les avait transplantées sur scène. Elles sont belles, ces femmes-là, frappantes à la fois de tristesse et de lumière, mais on se demande toujours ce qu'elles font. Elles font ce qu'on appelle des métiers "non sanctionnés": un peu d'écriture, ensuite de la céramique, ensuite autre chose... Mais ce sont peut-être elles, les héroïnes modernes!...»

Si le thème de la ville – par le biais de «ces femmes-louves, ces femmes qui se promènent en bandes dans la ville», comme dirait Pauline Harvey – est nouveau au théâtre des femmes, la question de l'amitié, très présente dans la pièce, l'est tout autant. Les auteures tentent-elles ainsi de faire passer un message particulier? «Non. Il n'y a pas de jugement ou de morale. Il s'agissait seulement de montrer des tranches de vie très fortes...» Et Lise Vaillancourt poursuit: «On a pu voir trois grands moments dans le théâtre des femmes: la genèse, la prise de conscience et l'hommage. Maintenant, nous en sommes rendues à questionner les personnages que nous avons mis en scène, à les rendre plus accessibles tout en provoquant un rapport différent avec le public. Personnellement, je peux désormais, sur scène, suivre une certaine ligne émotive, ou simplement m'exposer, ce qui aurait été impensable il y a trois ans. Au moment où il fallait trouver des bases, cela aurait semblé beaucoup trop flou.»

Et le fait qu'il s'agisse d'une pièce à deux auteures, avec une certaine improvisation de la part des comédiennes, annonce-t-il le retour aux créations collectives? «Il s'agit plutôt d'une étape mitoyenne, entre la création collective et le texte d'auteure. C'est une création collective, si l'on veut, puisque le théâtre est collectif par définition, mais avec une expertise et une confiance en soi que nous n'avions pas auparavant.»

Pauline Harvey, gagnée au théâtre depuis qu'elle y a trouvé une *alter ego*, et Lise Vaillancourt retravailleront-elles ensemble? «On aurait peut-être le goût de monter sur scène ensemble à un moment donné...», avouent-elles. À suivre.

1/ Présenté jusqu'au 11 octobre à la salle GO, 5066, rue Clark, Montréal. Réservations: (514) 271-5381

Cinéma libre

L'autre cinéma québécois

*Le succès d'*Anne Trister *et du* Déclin de l'empire américain *annonce-t-il vraiment les retrouvailles du public québécois avec son cinéma? À la fin d'une année soi-disant record pour l'industrie, le vrai bilan de santé du cinéma d'ici se trouve peut-être du côté des «petits» distributeurs indépendants. Dont Cinéma libre, une boîte tenue par des femmes, qui vient de fêter ses dix ans.*

par Diane Poitras

Charlotte Laurier dans «Entre-temps» de Jeannine Gagné

Tout l'été, les pages économiques des quotidiens claironnaient que 1986 serait une année record pour l'industrie du cinéma. Téléfilm Canada, pour sa part, annonçait la création d'un fonds de 165 millions $ pour le long métrage canadien. Enfin, nous disait-on, la crise des salles est finie: le public, se lassant peut-être des vidéocassettes, retrouve le goût des sorties au cinéma. Tout ceci au beau milieu des étourdissantes performances du *Déclin de l'empire américain* et juste après les succès éclatants de *Pouvoir intime* et d'*Anne Trister*. C'est dans ce climat que j'ai rencontré Judith Dubeau, directrice générale de la maison de distribution Cinéma libre, et Sophie Bissonnette, présidente de son conseil d'administration.

À Cinéma libre, on a pris toutes ces nouvelles tapageuses avec un grain de sel. Le retour du public québécois à son cinéma n'est pas, dit-on, attribuable qu'à un ou deux films. C'est aussi le résultat d'un travail soutenu et souvent invisible mené depuis plusieurs années par des organismes tels que Cinéma libre, mis sur pied il y a dix ans par des cinéastes (Jean Dansereau, André Forcier, François Brault, etc.) cherchant le moyen de montrer leurs films au public. Et si ce dernier a renoué avec le cinéma québécois, c'est non seulement par les salles commerciales, mais aussi par une série de films qui ont une très grande circulation en circuit fermé (réseau éducatif, syndicats, groupes de femmes...): *Caffe Italia*, *Quel numéro What Number?*, pour ne nommer que des titres récents.

Au terme de sa première décennie, malgré l'instabilité des subventions, Cinéma libre est fier de sa bonne santé financière. La gestion, l'administration, les rapports avec la clientèle et le nombre des cinéastes y confiant leurs films donnent à Cinéma libre une très forte position sur le marché. «La difficulté, explique Sophie Bissonnette, vient de ce que le secteur culturel *dans son ensemble* n'est pas particulièrement choyé par le Gouvernement. Les politiques culturelles tendent à favoriser quelques grosses productions. Nous, on a une perspective plus diversifiée. Il est sûr que *Le Déclin de l'empire américain* va rapporter beaucoup d'argent, mais des succès comme celui-là, il s'en fait un tous les cinq ans. Ce n'est pas sur cette vision à court terme qu'on bâtit une cinématographie nationale.»

Ces politiques culturelles ont un impact direct sur le travail des maisons de distribution. La Société générale du cinéma (Québec), par exemple, ne leur accorde plus de subventions de fonctionnement, ce qui, selon Judith Dubeau, permettait auparavant à Cinéma libre de prendre certains risques. Désormais, l'aide que la SGC accorde à tous les distributeurs est calculée en fonction des recettes provenant des productions québécoises. «Par exemple, ajoute Sophie Bissonnette, une compagnie qui distribuerait plusieurs productions américaines et un seul film québécois, mais un film à succès comme *Le Déclin...*, pourrait recevoir une aide de la SGC qui égale dix fois celle de Cinéma libre (dont le catalogue est pourtant constitué à 95 % de films québécois!). Pendant ce temps, ironiquement, le seul organisme qui continue de nous aider de manière soutenue est le Conseil des arts du Canada.»

À la notion de rentabilité économique, Cinéma libre oppose celle de rentabilité culturelle ou sociale. «Bien que ce soit une considération importante, on ne veut pas distribuer un film uniquement parce qu'on pense qu'il va rapporter de l'argent, précise Judith Dubeau. On le distribue parce qu'on pense qu'il a un public, ou parce qu'il nourrit un débat en cours dans la société québécoise. Ou encore, comme dans le cas de *Journal inachevé* de Marilù Mallet, parce que sa recherche cinématographique peut être stimulante pour les cinéphiles.»

Un autre choix rentable à long terme est de favoriser les premières œuvres. Si on ne donne la chance (autant à l'étape de la production que de la distribution) qu'aux cinéastes à succès, comment pourra-t-on, en effet, assurer une relève? Dubeau et Bissonnette rappellent qu'*Anne Trister* n'aurait peut-être jamais vu le jour si, à l'époque, Crépuscule, une autre maison de distribution existant aussi depuis dix ans, n'avait pas diffusé le premier film de Léa Pool. Même chose pour *Jacques et Novembre*, qui présentait, lors de sa sortie, un taux de risque élevé pour un distributeur. Pourtant, les énormes succès du film au Canada, en Europe et au Japon permettront peut-être à ses auteurs, Jean Beaudry et François Bouvier, d'avoir accès à des budgets plus sérieux à l'avenir. Mais pour accepter de distribuer des premières œuvres, en organiser la promotion, le lancement, et leur permettre de rejoindre un public, il faut des sous. Et surtout, il faut accepter d'investir sans espérer récupérer ses fonds à court terme.

Malgré ses insatisfactions vis-à-vis des politiques culturelles actuelles du Québec, Cinéma libre entreprend sa deuxième décennie avec la même détermination. Un des projets en chantier: percer le marché de la vidéocassette. Si la compagnie a réussi à survivre jusqu'à maintenant, n'est-ce pas entre autres grâce à ses capacités d'adaptation aux changements du marché?

Entre-temps, à l'automne, le personnel de Cinéma libre se concentrera sur le lancement de *Jean Desprez*, de Yolande Cadrin-Rossignol, et du *Rêve de voler*, de Helen Doyle.

Photo: Alain Chagnon

Louise Marleau

Doute et séduction

Dans Exit, *qui paraît cet automne, la comédienne Louise Marleau joue Marie, une musicienne obsédée par le passé et la mort. Comment l'inoubliable interprète d'*Anne Trister *a-t-elle vécu ses derniers rôles? «Je suis quelqu'un qui doute», a répondu à Claire Dé cette femme qui n'est pas trop belle pour être vraie.*

par Claire Dé

Louise Marleau m'a donné rendez-vous dans un restaurant de la rue Laurier. Arrivée avant elle, j'ai pu l'observer un peu à son insu: elle a longé la porte-fenêtre, tête haute, démarche altière et rêveuse. Tout à coup parfaitement cadrée derrière la vitre, elle m'a paru telle qu'en ses films: une femme qui marche, en proie à ses passions et tourments intérieurs. Puis sa poignée de main solide, son regard direct, son sourire, son visage-sculpture et ses yeux-océans dont l'eau mouvante coule du gris au bleu.

Mais Louise Marleau n'a rien d'une statue, si belle soit-elle. Au contraire; sur ses traits mobiles affleurent l'émotion, l'intelligence, l'âme, alors qu'elle parle de ses rôles, de sa vie de comédienne, de la vie:

«Dans le film de Robert Ménard, *Exit*[1], je joue le rôle de Marie. Marie est une musicienne, une créatrice, qui élève seule son fils de sept ans. Elle a une aventure très très passionnée, très physique, avec Simon, son locataire. On découvre petit à petit que cette femme est obsédée par un homme qu'elle a aimé, John, et qui est mort. À tort ou à raison – si on regardait les choses objectivement, elle aurait sûrement tort –, elle porte la culpabilité de la mort de cet homme. Peu à peu, l'obsession de cette mort la gruge et elle perd le contact avec tout et avec tout le monde. Elle cherche à vaincre le fantôme, à le faire taire, et à faire resurgir sa création; ça se termine dans un duo au piano, qui est une confrontation avec tout ce qui la ronge et l'empêche d'être.

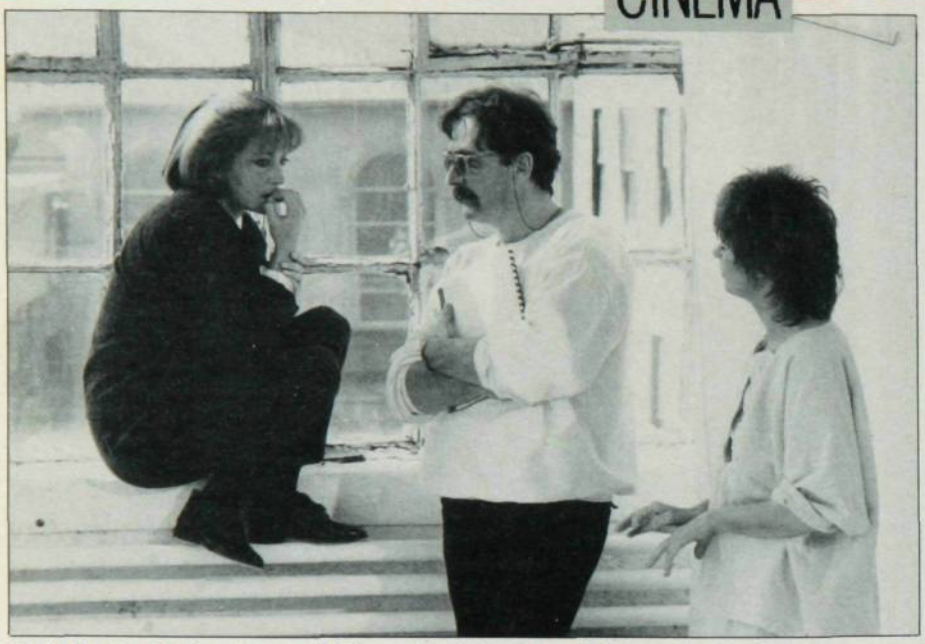
«Pour une comédienne, c'est un rôle très particulier, très riche: Marie est une femme passionnée, pleine de ressources, d'une grande sensualité... C'est vraiment un personnage complet, ce qui permet à une actrice d'explorer à peu près toutes les facettes d'une personnalité. Je me suis sentie très portée, entourée, soutenue par toute l'équipe, car c'est aussi une descente aux enfers... Tout est une question de confiance, d'abandon.

«Tout est une question de confiance: quand j'ai rencontré Léa Pool pour *La Femme de l'hôtel*, je n'attendais plus rien du cinéma depuis plusieurs années. J'avais été pas mal échaudée... et je m'étais tournée vers le théâtre. Mais après avoir lu seulement trois pages de la synopsis, j'étais décidée: j'ai voulu faire confiance à Léa Pool, à son intelligence, à sa sensibilité.

«Ceci dit, que je travaille avec un ou une metteur-e en scène, il n'y a pas tellement de différence. J'ai cru longtemps que les relations de pouvoir n'existaient pas lorsqu'on travaillait sous la direction d'une femme. Je crois maintenant qu'il s'agit plutôt d'une question d'individu-e-s. Je croyais aussi que la séduction serait absente, dans une relation avec une femme. Mais la séduction est toujours présente, il n'y a pas de rapports qui naissent, qui existent, sans une certaine séduction, sur le plateau, entre les partenaires, envers le public. Le pouvoir, au fond, n'intervient que dans le malheur, quand on est souffrant; quand on ne peut pas répondre de façon positive, on prend un rôle de pouvoir.

«J'ai toujours peur avant d'entrer dans un rôle, parce que je suis quelqu'un qui doute. Parce que le doute, c'est la vie. Est-

Photo: Les Productions Vidéoflims Ltée



Marie (Louise Marleau), Robert Ménard, le réalisateur, et Jeanne (Louise Portal)

ce que je vais pouvoir, dans *Exit*, faire croire à Marie, à sa hantise? Est-ce que je vais pouvoir faire croire à une relation amoureuse avec une femme, comme dans le personnage d'Alix dans *Anne Trister*, sans que ce soit ma vie? Je me défendais de toutes sortes de façons face à Léa. Je lui ai fait la vie dure: avant de commencer à tourner, je me suis fait couper les cheveux en son absence. Tout ça, c'était des craintes, des défenses... et puis quand on a dit «Moteur», je suis devenue Alix.

«Il y a le doute, mais il y a les certitudes aussi: j'ai conscience d'avoir avancé, d'avoir appris dans ce métier, d'être plus en possession de mes moyens en tant que femme, qu'artiste. Je suis plus forte aujourd'hui, mais plus fragile aussi.

«J'ai commencé à jouer à l'âge de huit ans, et l'idée que j'avais été choisie par le métier m'a été longtemps insupportable. Cela a été très, très long avant que je me dise: "Oui, je suis une actrice." Toute mon adolescence – cela a été ma crise à moi – j'ai eu cette volonté d'essayer autre chose: j'ai entrepris des études. Puis, en allant jouer *Roméo et Juliette* et *La Mouette* à Stratford, j'ai trouvé, admis toute la dignité du métier de comédienne.

«J'ai été aux prises, très longtemps, avec des rôles d'ingénues. (Ici, Louise Marleau ne peut s'empêcher de soupirer.) Je pense que la beauté est un piège. Ce physique m'enfermait dans des rôles qui n'étaient pas moi. Au fond, ce serait redoutable si, en plus de la beauté, vous aviez du talent... alors je crois que j'ai eu, plus que d'autres, à faire la preuve de mon talent. Et puis, à partir de *Soudain l'été dernier*, au théâtre, j'ai cessé d'attendre qu'on vienne à moi pour plutôt essayer, moi, de provoquer les choses.

«Il faut que j'aime ce qu'on me propose. Je ne suis pas capable de tricher. Si je n'avais pas été comédienne, j'aurais été une scientifique, pour rechercher, comprendre l'intérieur des êtres.»

1/ *Exit*, un film de Robert Ménard, produit par Monique Messier, avec entre autres Louise Marleau, Michel Côté, Louise Portal. Distribution: Vivafilm. Sortie prévue au Berri, le 10 octobre.

Photo: Les Productions Vidéofilms Ltée

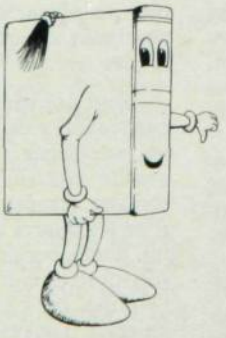
MARIE CARDINAL
La Médée d'Euripide

Une adaptation d'un classique grec qui fera date! Un texte nécessaire qui lie l'histoire des femmes à la culture et à l'interprétation de l'histoire de l'Humanité. «Le féminisme était et devrait rester un humanisme, affirme Marie Cardinal, car la cause des femmes est la cause des gens et, en général, de tous ceux qui sont exploités.»

130 pages – 10,95 $

VLB ÉDITEUR

Boycottons Classic, W.H. Smith et Célébration!



Avec l'autorisation du gouvernement fédéral, le groupe d'affaires britannique W.H. Smith a acheté les librairies Classic le 18 novembre 1985. Le syndicat des employé-e-s des librairies Classic (CSN) a la certitude que W.H. Smith veut les fermer et accroître son emprise sur le marché canadien du livre.

En plus de menacer, à court terme, 35 emplois à Montréal, cette transaction, à moins que le gouvernement n'intervienne, met en péril l'identité culturelle canadienne et tout particulièrement les maisons d'édition canadiennes.

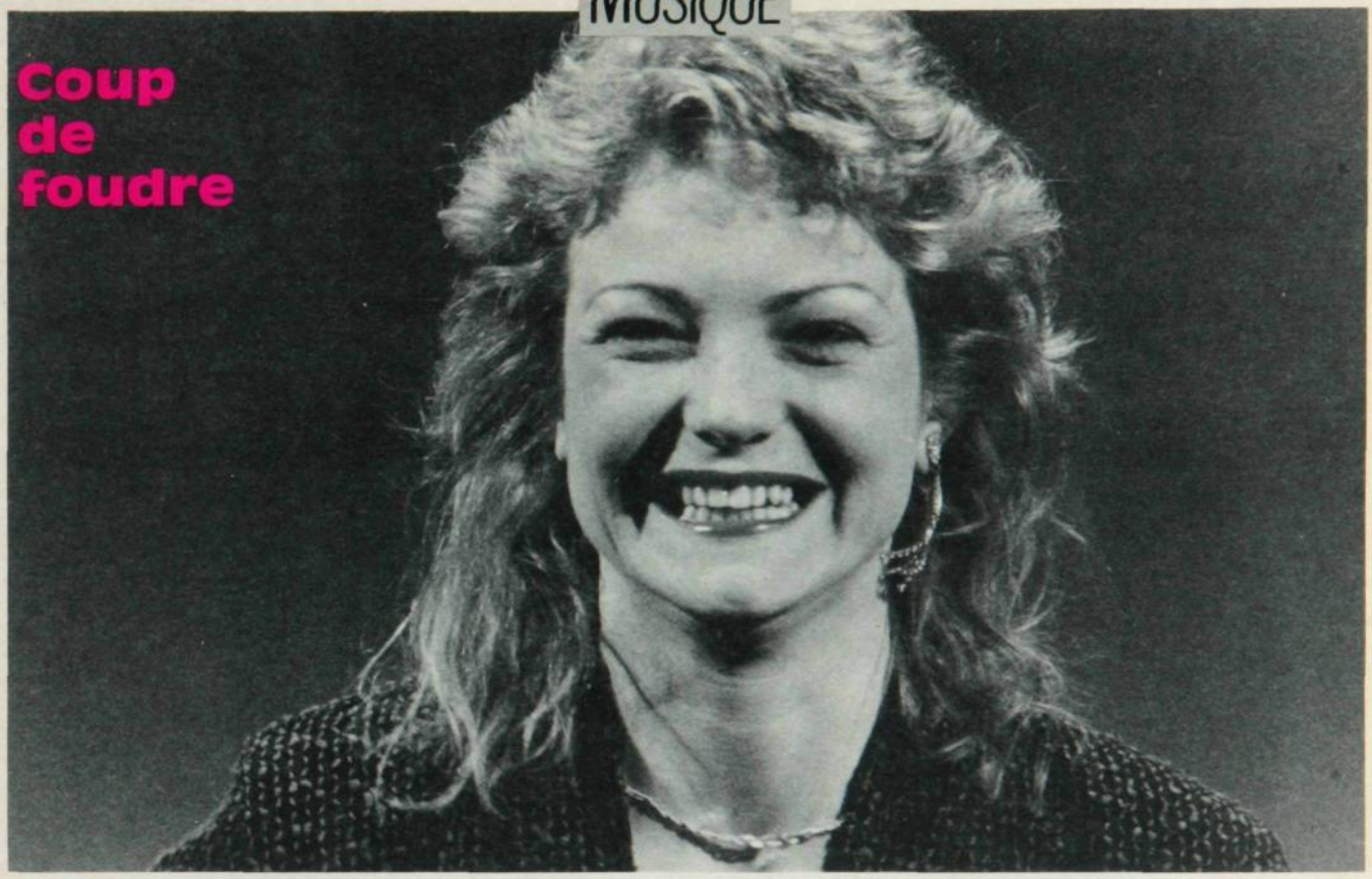
En effet, W.H. Smith est reconnu pour vendre des "best-sellers" ainsi que des bibelots qui remplacent les livres sur ses étagères.

W.H. Smith ne doit pas fermer les librairies Classic de Montréal et il doit reprendre à son service des "professionnel-le-s" du livre.

Cette publicité a été retenue et payée par le Syndicat de Classic Bookshops (CSN)

Photo: Les Productions Vidéofilms Ltée

Coup de foudre



Ma chère Marjo

Où l'on voit une chroniqueuse délinquante... et inquiète écrire à une rockeuse dont elle est tombée amoureuse.

par Hélène Pedneault

Je t'ai vue le 8 août avec madame Kitt. Je n'ai pas grand-chose à dire sur le concept du spectacle qui vous réunissait, puisqu'il n'y en avait pas. Je n'ai pas grand-chose à dire non plus de madame Kitt, qui m'avait éblouie au Club Soda mais qui m'a ennuyée dans une salle de 2 000 et quelques personnes. D'autant plus qu'on aurait dit un vidéo ou une reprise comme au hockey, tellement les gestes, les mimiques, les rires showbizz inutiles, les clins d'œil et les coups de bassin étaient exactement à la même place, aux mêmes moments. Pareils. Bon. C'est une école, on aime ou on n'aime pas. En ce qui me concerne, une fois suffit.

Mais toi. Je te voyais pour la première fois. Vas-tu continuer de m'étonner? On verra. Mais disons que j'ai déjà un préjugé favorable pour le futur. On m'avait tant parlé de ta «vulgarité» sur scène. Des rumeurs circulaient. Et je vois une fille qui bouge remarquablement bien, j'irais même jusqu'à dire (pour faire un équilibre) de façon raffinée. J'ai vu une fille sur scène comme chez elle, bien dans son corps et dans sa voix. Tu n'étais pas bien servie, côté son. J'aurais aimé t'entendre mieux. Mais ça, il paraît qu'il ne faut plus en parler au Québec. Il y a une raison très simple: il n'y a pas de bons sonorisateurs. C'est tout. Ils enterrent les chanteuses à tout coup et leurs raisons pour le justifier ne m'intéressent plus.

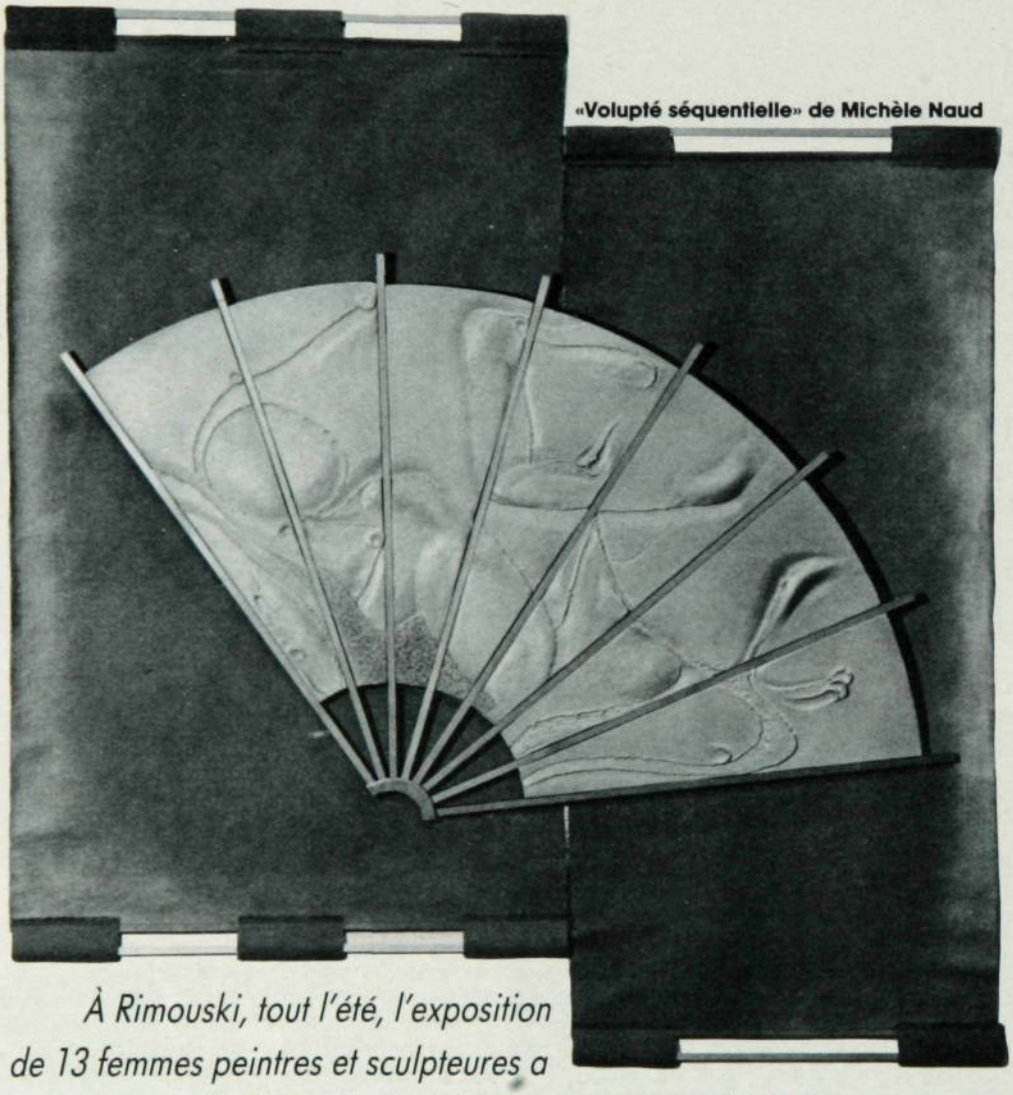
Bref, j'ai hâte de te voir seule en scène, de t'entendre et d'entendre aussi ton premier disque solo. Tu as dit de toi dans une entrevue: «Je suis une auteure-compositrice.» J'ai aimé ça. Tu as dit aussi, à la suite des assauts de madame Kitt, que tu ne croyais pas que les femmes étaient des rivales indécrottables. J'ai aimé ça. J'aime ta pulsion, j'aime ta simplicité. Mais je suis quand même un peu inquiète pour toi. Tu seras une valeur montante. Ils te diront probablement que tu ferais mieux de chanter les chansons des autres, ils disent ça à toutes les femmes. Ils te diront de ressembler à Martine St-Clair (j'exagère à peine), ils essaieront de te «polir».

Ne fais voir de rien. Continue. Reste sauvage et suis ton fil intérieur, qui m'a l'air d'avoir un sacré bon instinct. Ne les crois pas. La plupart du temps, ils mentent ou disent n'importe quoi. Suis ton fil, ne le perds jamais de vue. Le public t'aime, et ce soir-là, je me suis dit qu'on avait bien raison de t'aimer. Continue. Un des maîtres de Mozart lui a dit un jour: «N'écoutez personne: une pendule arrêtée marque l'heure juste deux fois par jour.» On n'est pas des pendules. On a parfois l'air de ne pas avancer, mais c'est par là qu'il faut passer pour bouger. Je ne suis pas en train de dire que tu es une génie. Tu es vraie, et c'est rare. Reste sauvage, cultive ta sauvagerie. Tu deviendras la plus raffinée des sauvages.

Je me rends compte que j'ai l'air bien morale en ce moment, j'ai presque l'air de te donner des ordres. Mais non. C'est parce que j'ai peur. On a vu tant de chanteurs et de chanteuses partir vrai-e-s et finir faux-sses, partir diamants et finir strass, partir avec des dents et finir avec un dentier, partir auteur-e-s-compositeur-e-s et finir interprètes. Ne crois pas ce qu'ils te diront. Écoute ton instinct et une ou deux personnes en qui tu as confiance. Et s'ils insistent, tu leurs diras d'aller... se faire voir.

«Corps et jouissances»

Le sexe fait-il peur?



«Volupté séquentielle» de Michèle Naud

À Rimouski, tout l'été, l'exposition de 13 femmes peintres et sculpteures a nourri une vieille discussion: érotisme ou pornographie? Trop ou trop peu? La poussière retombée, que restait-il?

par Monique Durand

Dans son numéro de juillet-août 85, «Tenter l'érotique», LVR signalait avec beaucoup de pertinence et peut-être un peu de ménagement que les textes publiés penchaient «plus vers la sensualité que vers le déchaînement joyeux». Et questionnait : «Le défi est-il encore trop grand, et notre érotisme trop empêtré dans la pornographie ambiante ?»

Le constat d'alors en littérature est transposable à l'exposition sculpturale et picturale présentée du 20 juin au 24 août au Musée régional de Rimouski, intitulée *Corps et jouissances : regards de femmes*. Initiative du Regroupement local contre la pornographie, inspirée par l'idée de fournir une option à l'image pornographique et d'explorer la sensualité et la jouissance des femmes, la manifestation aura attiré plus de 3 000 visiteur-euse-s, et surtout fait réagir passionnément.

Ce qui frappe d'abord dans cette exposition de 13 artistes de l'Est du Québec, c'est la très grande réserve, l'extrême pudeur des propositions plastiques qui la composent. Aucune scène explicite, à vrai dire. Seulement deux œuvres ont véritablement «osé». Premièrement, le *Contact*, de Blandine Ouellet, céramiste du Bic. Dans un langage un peu naïf, qu'exacerbe la technique du colombin, madame Ouellet pose les tout premiers jalons d'une équation entre sexualité et maternité en présentant une mère au sexe offert qui accueille son enfant. Et puis ce *À couleurs de peau*, peut-être l'idée la plus riche de toute l'exposition, dont on aurait souhaité plus d'achèvement. Louise-Andrée Roberge tente, au moyen des couleurs, de traduire les plaisirs

ressentis en différentes parties de son corps. Sauf en son sexe. Ici aussi, on est étonnée de constater que la «génitalité», comme l'ont baptisée les théologiens et moralistes de tous poils, demeure quasi absente. Et tant pis pour la civilisation clitoridienne libératrice et explosive dans laquelle nous avions cru baigner!

Cette exposition est également remarquable par la presque totale abstraction qu'elle fait de l'homme «sexuel» et de l'homme tout court, sujet/objet de désir, partenaire virtuel ou incarné. Surprenant, pour une manifestation qui se veut l'apologie d'un certain «imaginaire érotique féminin» et qui réunit des artistes de toutes tendances et de tous âges. Seul le collage intitulé *Caviar*, de la Rimouskoise Sonia Talbot, esquisse une présence fleurant l'homme.

Et que penser au juste de la *Chambre nuptiale de l'ère du Verseau* – signée Ireine-Ève Durant – qui, dépourvue de lit, «indique une spiritualisation de la sexualité»? Plumes blanches, pendrioches évanescentes, univers duveteux, satiné, poseur et minaudier, pauvres attributs de la féminité. Cette œuvre m'a franchement rebutée, autant par l'expression que la signification, Elle n'aurait pas si gravement retenu mon attention si elle ne s'était additionnée, comme le bouquet final, à la réticence généralisée des artistes à aborder des sujets à connotation sexuelle.

Alors? Que faut-il voir dans tout cela? Le manque de courage, la gêne, la peur de ces femmes pourtant pionnières en leur genre? Le rejet des représentations du plaisir et de la sexualité? À la limite, un désintérêt pour les choses du sexe? Ou bien y a-t-il enfin une piste, si ténue soit-elle, un *mood* qui émerge doucement dans l'entreprise immense et minée de nommer nos images, nos corps, nos petits fantasmes féminins «bordés de tendresse», pour reprendre l'expression de Louky Bersianik[1], et que dédaignent les «vrais» amateurs?

La qualité des œuvres de *Corps et jouissances* était inégale. Beaucoup d'entre elles n'ont pu fleurir, d'ailleurs, que grâce à l'événement, et se videront de leur sens quand le rideau tombera.

Mais deux propositions ressortent, magistrales, qui valaient à elles seules et l'événement, et le déplacement. D'abord celle de Marie-Chrystine Landry, au titre emprunté à l'écrivaine Luce Irigaray, *L'enjeu de la caresse ne se voit pas*. Grands lambeaux de chair, couleur de sang caillé, gisant sur le sol, abandonnés au fil des pas tracés dans le sable et dans la cendre. De loin la trame dramatique la plus intense de cette exposition. D'un cri rauque, magnifique et déferlant, qui fait paraître tout le reste un peu terne. Oeuvre aussi bien habillée de matière que de mots. «Chaque jouissance me fait céder un peu de peau. Je te les laisse: rouges. Je n'ai jamais calculé l'importance de mes restes et pourtant, c'est tout ce que tu connais de moi» (M.-C. Landry).

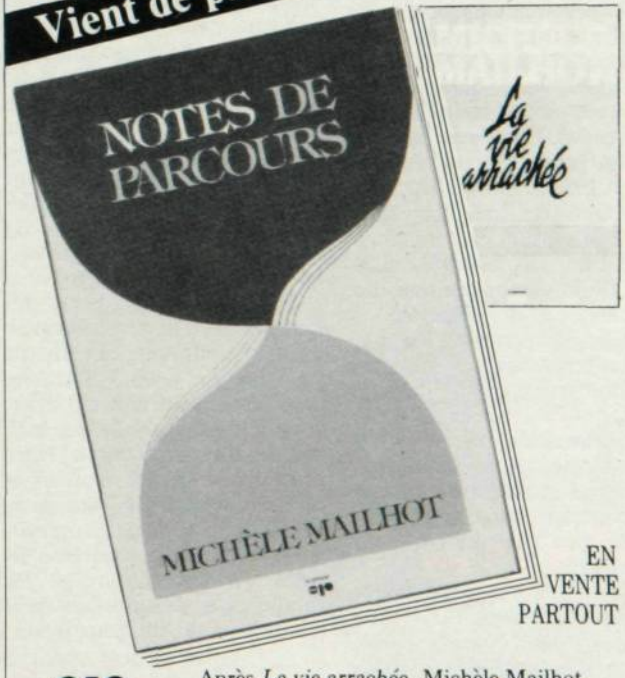
Autre réussite indiscutable, d'un ordre plus *software* : la *Volupté séquentielle* de Michelle Naud. Puissante par son vocabulaire – un éventail déployé, fait d'argile – davantage que par sa sémantique. Terre rouge, terre glaise, couleurs ocres de caps rocheux au couchant, matériau massif d'où il se dégage pourtant une souplesse, une légèreté, une liberté extraordinaire. Beau. Très beau. À en oublier presque l'événement qui l'entoure.

Controversée, cette expo ? Oui, parce que certain-e-s, bizarrement, n'y ont vu que de la pornographie à l'envers, reconstruite par un imaginaire féminin toujours colonisé, des corps encore une fois violentés, coupés, ligotés, agressés. Personnellement, je ne partage pas cette perception de *Corps et jouissances*. Force est de constater, cependant, qu'on se bute encore à l'incontournable débat sur la définition de la pornographie : «La jouissance des uns continue d'être la pornographie des autres[2].»

1/ Louky Bersianik, *Le Devoir*, 9 août 1986, critiquant *Le Déclin de l'empire américain*.
2/ Carole Beaulieu, *Le Devoir*, 30 juin 1986, à propos de la même exposition.

QUINZIEME
FESTIVAL
INTERNATIONAL
DU NOUVEAU
CINEMA
ET DE LA VIDEO
MONTREAL
16-26 octobre 1986

Vient de paraître



EN VENTE PARTOUT

les éditions la presse

Après *La vie arrachée*, Michèle Mailhot nous livre ses *Notes de parcours*. À travers l'écriture de ce journal, c'est le difficile apprentissage de la sérénité qu'il nous est ici donné de lire. *208 pages*

Livres

Marilù Mallet

Qu'il est difficile...

Miami Trip, nouvelles, Marilù Mallet, Éd. Québec-Amérique, Montréal, 1986, 126 p.

Une réflexion sur la difficulté d'être des humains et sur la complexité des rapports qui s'établissent entre eux. Voici, en résumé, le deuxième recueil de nouvelles de Marilù Mallet. Le premier, *Les Compagnons de l'horloge pointeuse*, avait été publié en 1981.

Six nouvelles donc, sous le signe de la passion, des émotions brutes, du mal de vivre, mais aussi de la compréhension, de la tendresse et de... l'espoir.

Mallet, Chilienne d'origine, jette un regard critique, pour ne pas dire sévère, sur le Québec (où l'ennui est considéré comme une «maladie nationale») et sur la société nord-américaine en général, parallèlement à une vision attendrissante mais peut-être un peu trop mythique de l'immigrant-e.

Les nouvelles que j'ai préférées, sans contredit: *L'Ambassadeur du triple regard*, *Miami Trip* et *Madame dans son quartier*. Toutes, cependant, sont intéressantes. Sans doute à cause de la formation cinématographique de l'auteure, l'écriture de Marilù Mallet est très «visuelle». La réalisatrice du *Journal inachevé* raconte d'une plume alerte, sans jamais laisser les lecteurs-trices en plan, tout en leur réservant des conclusions parfois... surprenantes.

Un livre passionné, qui raconte lucidement les humains et la vie, mais avec des volte-face qui permettent de ne pas trop se prendre au sérieux, tout en laissant place à la réflexion. Bref, *Miami Trip* est un de ces livres qui, une fois refermés, continuent de mijoter.

DANIELLE FISET

Vengeance à Kyoto

Tristesse et Beauté, Yasunari Kawabata, Éd. Albin Michel, Paris, 1981 (pour l'édition française), 259 p. Traduit du japonais par Amina Okada.

Prix Nobel de littérature 1968, Yasunari Kawabata se donne la mort en 1972. *Tristesse et Beauté* est son dernier roman. C'est aussi un film de Joy Fleury avec, entre autres, Charlotte Rampling. Un film d'une grande beauté photographique où l'Europe occidentale prend des allures japonaises...

Un écrivain célèbre retourne à Kyoto pour y renouer avec son passé : en l'occurrence, une femme peintre dont il a été l'amant quand elle avait seize ans. Célèbre à son tour, cette femme vit maintenant avec une de ses élèves, jeune fille d'une beauté intrigante et qui s'acharnera à venger son amante du mal qu'a pu lui faire l'écrivain lors de leur brève passion.

Tout cela n'est pas de très bon augure et la vengeance peut avoir un goût amer. Le film de Joy Fleury resitue l'histoire dans un contexte plus moderne, voire féministe, tandis que le livre de Kawabata oscille entre l'indépendance des femmes et la lourde tradition japonaise. C'est, quoi qu'il en soit, un auteur à lire pour l'extrême finesse de son écriture et les somptueuses descriptions qu'il fait de la nature du vieux Japon.

ANNE-MARIE ALONZO

Savoir se limiter

La Reproduction humaine industrialisée, Jacques Dufresne, Éd. IQRC, 1986.

Vente de sperme, congélation de foetus, transfert d'embryon, mutation, jumeaux à répétition... On se croirait dans un autre monde. Eh bien non, tout ça se passe bien ici, en 1986. Même si ces expériences sont encore pour la plupart réservées à la gent animale, le temps n'est plus loin où les médecins rejoindront les vétérinaires. Et il ne semble pas y avoir de fin.

Mais halte!, écrit Jacques Dufresne dans *La Reproduction humaine industrialisée*. Nous devons retrouver le sens de la limite. Sinon, si nous ne parvenons pas à nous entendre sur «un minimum d'humanité», il ne subsistera plus de l'être humain qu'une «machine réduite à ses composantes et à ses fonctions».

«Ce bouleversement des rapports de l'homme avec lui-même et avec la nature est l'équivalent dans l'ordre moral des armes nucléaires ou des pluies acides dans l'ordre physique», renchérit le philosophe. Pire, les nouvelles technologies de reproduction (contre lesquelles les féministes doivent s'élever, soutient Dufresne) entraînent un regain d'eugénisme renforcé par l'idéologie sécuritaire. Dufresne rappelle non sans inquiétude que le nazisme a fait suite à l'État-providence. Il y a un parallèle à établir.

L'auteur remet enfin en question l'avancement de la civilisation occidentale. «Nous n'offrons plus de sacrifices pour remercier les dieux, nous décernons des prix Nobel pour remercier les savants», écrit-il.

NATHALIE RIEL

Cinéma

Quand l'art informe

Sonia, de Paule Baillargeon, avec Kim Yarochevskaya et Paule Baillargeon. À l'Autre Cinéma, Montréal, jusqu'au 16 octobre.

Sonia était à l'origine un film de commande, c'est-à-dire un film didactique «commandé» par un organisme pour véhiculer une information précise (en l'occurrence la maladie d'Alzheimer). À partir de ce mandat de l'ONF, Paule Baillargeon a créé un film personnel et «donné vie à ses propres images», pour reprendre l'expression de son personnage principal. *Sonia* est une œuvre dont les divers éléments cinématographiques (construction du scénario, des personnages, traitement des images, de la bande sonore, etc.) sont mis en valeur sans avoir à se battre contre le message du film. C'est rare.

En inventant Sonia, qui est artiste et professeure d'histoire de l'art, Paule Baillargeon a créé dans son film un lien continu entre l'art et la vie. Le rapprochement entre ce personnage, Sonia Reed, et l'artiste Sonia Delaunay exprime ce lien à un premier niveau. L'exaltation de la création de Delaunay «restée lucide jusqu'à sa mort» donne un aperçu de l'envergure que l'auteure prête à Sonia Reed. La dégénérescence que la maladie d'Alzheimer lui fera subir en est ainsi rendue encore plus tragique. À un ami qui défend qu'à la télévision, on voit parfois de très bonnes choses, Sonia rétorque: «De bonnes choses, oui, mais ce sont les choses des autres. Et moi, pendant ce temps, qu'est-ce que je fais? Rien.»

Or, comme la maladie suit sa progression dévastatrice, on voit de plus en plus souvent Sonia, la nuit, le regard vide, enfermée dans son appartement faiblement éclairé par la lumière bleuâtre de la télévision. Coupée du monde, elle n'arrive même plus, un jour, à franchir sa porte où un écriteau, «le four est-il éteint?», la ramène toujours à l'intérieur. Au milieu de son hébétude, Sonia pose un geste familier devenu vide de sens: elle prend un crayon et barbouille distraitement l'écriteau.

Le film aborde aussi, et avec beaucoup de bonheur, la rela-

Kim Yarochevskaya dans «Sonia»

tion mère-fille. Paule Baillargeon a trouvé le ton juste pour parler, sans complaisance, de cet enchevêtrement complexe de douceur, de tendresse et d'irritation. «Je le sais pas, maman : des blondes avec des lunettes, y en a beaucoup !», s'écrie Roxanne dans un superbe plan où on la voit, debout dans une vitrine (on comprend ainsi qu'elle est étalagiste), répondre aux questions de sa mère au téléphone. Un peu plus loin, la caméra nous montre les mains de Sonia qui fait sa valise pour «rentrer chez son père», pendant que Roxanne en retire les objets au fur et à mesure, dans un effort obstiné pour ramener sa mère à la raison.

C'est par des mises en scène comme celles-ci que Baillargeon a réussi un film très fort, tout en nuances, où les choses sont dites par des gestes, par des images et aussi par des silences. Le tout admirablement soutenu par le jeu de Kim Yarochevskaya, qui rend avec une grande intensité le désarroi inguérissable de Sonia. Lorsqu'on voit ses yeux vifs s'éteindre peu à peu, on sait assister à une injustice insupportable. C'est la magie du cinéma: grâce à elle, un outil d'information est aussi, parfois, œuvre d'art.

DIANE POITRAS

La voici!

La Banque de Chercheuses de l'ICREF

C'est un service informatisé de curriculums vitae de chercheuses féministes qui, dans divers domaines, travaillent à l'amélioration de la condition des femmes au Canada.

INSCRIVEZ-VOUS!

ICREF
Institut canadien de recherches sur les femmes
151 Slater, Suite 408
Ottawa, Ontario K1P 5H3
(613) 563-0681

MICRO ORDINATEUR
PETITE ÉCHELLE

information
conseil soutien
avant achat

formation
conseil soutien
dépannage
après achat

Philippe Ranger
274-4653

COLLECTION D'AUTOMNE

ELLES-TOILES
Vêtements Création Chapeaux
tél.: 845-5605
3971 St-Denis, Montréal

NOUVELLE COLLECTION POUR HOMMES

Théâtre

Autobus en folie

Montréal série noire, par le Théâtre Zoopsie, de juin à août, à Montréal. Conception et mise en scène: Denis O'Sullivan. Sera probablement repris l'an prochain. À surveiller.

«Le théâtre est encore en vie», s'exclame avec satisfaction Lorraine Hébert, professeure de théâtre à l'UQAM. Nous sortons de la supplémentaire de *Montréal série noire*, le «hit» théâtral de l'été et nous sommes toutes d'accord. «C'est génial», lance Pedneault, toujours aussi dithyrambique.

En tout cas, c'est pour quiconque n'a jamais trouvé le temps – ou le coeur – d'apprécier le théâtre. C'est fou, c'est comique, c'est politique, c'est fignolé... En fait, c'est une histoire dans une histoire dans un autobus. Le Zoopsie Tour vous promène, dans une tournée inusitée de Montréal, de la fameuse tour à grain tant admirée par Le Corbusier au Vieux-Port, aux abords du canal Lachine pour une vue «trois étoiles» du centre-ville, aux odeurs de la Maple Leaf dans l'ouest et de la Molson dans l'est... C'est Montréal comme seul-e-s urbanistes, cyclistes invétéré-e-s ou maniaques des coins perdus peuvent le connaître, et encore. Car en plus des sites inattendus, on découvre l'histoire inédite de la ville: le rôle des Irlandais-es, par exemple...

Mais le meilleur, c'est la trame policière tissée à travers tout ça, en commençant par l'insupportable petit Bernard Robitaille de Shawinigan, fils à papa riche, «enlevé sous nos yeux» comme nous le rappelle régulièrement le reporter. Il y a aussi madame Robitaille et tous ses amants, un cirque qui est en fait une bande de terroristes, une *bag lady* qui délire et, bien sûr, un inspecteur. Sans oublier les 40 passagèr-e-s de cet autobus pas très confortable: après trois heures de spectacle, ils et elles seront pris-es en otages (par les terroristes, évidemment) dans un terrain vague de l'est, au moment où il fait bien noir dehors et que l'idée de rentrer chez soi commence à trotter dans les têtes.

J'ai adoré me faire prendre en otage, moi qui entretiens certains doutes sur les nouveaux rapports que tente d'instaurer le théâtre contemporain avec le public. Une fois sur deux, cela m'apparaît tellement artificiel et... «kétaine»! Cette fois, c'est réussi. D'abord parce que, libéré de ses quatre murs habituels, le théâtre est tout de suite plus débridé. Aussi parce que *Montréal série noire* ne lésine pas et utilise au maximum la scène extraordinaire qu'est Montréal, et le bon public que sont les Montréalais-es.

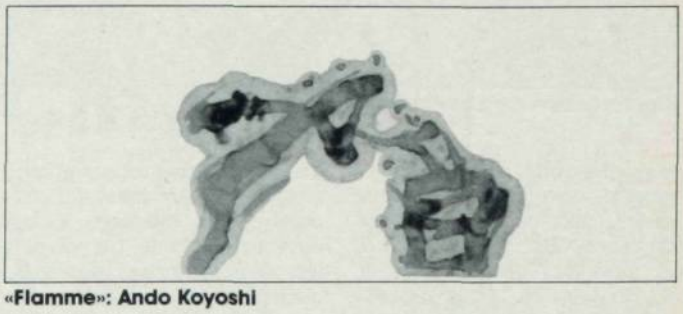
Moins réussi sont le jeu des comédien-ne-s et la première moitié du spectacle, qui aurait intérêt à être raccourcie: la somme de détails historiques, entre autres, finit par lasser. Dans l'ensemble, cela demeure une incontestable réussite, qui ravive certains espoirs vis-à-vis du jeune théâtre québécois.

FRANCINE PELLETIER

Arts

Septembre au Japon

Festival des arts japonais, à Montréal, de la fin août à la fin septembre.



«Flamme»: Ando Koyoshi

Dans l'avalanche des événements culturels de l'été, cette année, un *Festival des arts japonais* d'une grande envergure... mais relativement peu couvert par la presse. Déployées simultanément à quatre endroits différents – le complexe Guy-Favreau, le complexe Desjardins, l'UQAM et l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec – pendant un mois, 587 œuvres d'art vouées à l'admiration de tou-te-s.

Organisée par le Club des Amis de l'Europe et des arts, qui depuis 15 ans diffuse l'art japonais en Europe, cette première américaine a étonné autant par la qualité que la diversité des pièces. Au complexe Guy-Favreau : peintures contemporaines, calligraphie Sho, collection d'objets relatifs à l'art du thé, artisanat, émaux, poterie, poupées. Au complexe Desjardins : collections de peintures Suian et Hyakusui, de peintures contemporaines sélectionnées, de masques de théâtre No, de poupées et de kimonos traditionnels. À l'UQAM, des œuvres Sho de maîtres calligraphes. À l'Institut, enfin, un séminaire sur la nutrition japonaise et des démonstrations de cuisine traditionnelle.

Fait intéressant, la participation des femmes artistes au Festival équivalait presque celle des hommes : 240 contre 250. Leur pratique artistique : surtout calligraphie, peinture, artisanat.

J'ai particulièrement aimé les calligraphies montées sur de

Photo: Hasegawa

Galbala
Métiers d'art
Vêtements, accessoires, bijoux, fait main
450 est, rue Rachel
Montréal, H2J 2G9
Tél.: (514) 845-5756

longues bandes de toile et/ou de papier. Encore plus, les tableaux à un ou deux idéogrammes dont la grande dimension faisait ressortir l'esprit, la force, la vibration de la ligne. À côté, les émaux paraissaient bien fades malgré leur surcharge de couleurs et de motifs ! Certains peintres, par contre, ont réussi à intégrer le non figuratif dans le figuratif, dont Yamada Kazue qui montre, avec *Tournoyer*, le mouvement spiralique d'une vague complètement isolée du milieu océanique, en train de devenir tornade. *La Distribution automatique du sang*, de Mujoshi Hidetoshi, jouant pour sa part sur la surimpression d'un sombre paysage et d'une infernale machine à pieds humains, trahissait un regard d'esthète pour le moins critique.

Avec *Trésors de Chine* se poursuivant à l'Île Notre-Dame, ce festival japonais semblait convier chacun-e à trouver son Orient !

LINE MCMURRAY

«Cenotaph», installation de Barbara Steinman

Photo Robert Keziere

Sensations

Lumières, perception-projection, au Centre international d'art contemporain, 3575, av. du Parc, Montréal, du 1er août au 2 novembre.

Après le succès, l'an dernier, d'*Aurora Borealis*, le CIAC récidive avec ses Cent jours d'art contemporain. Du 1er août au 2 novembre, 44 artistes – dont six femmes seulement, pourquoi? – y représentent huit pays: Allemagne, Angleterre, Canada, États-Unis, France, Hollande, Italie et Suisse. Ils et elles exposent des œuvres (hologrammes, installations, photo-

INDEX DES ANNONCEUR-E-S

À l'Affiche	59	39	Hogues, Louise
Audio Club	19	40	Houle, Louise
Bélanger, Hélène	39	55	I.C.R.E.F.
Bertrand, Luce	41	18	I.Q.R.C.
Bottin des Femmes	59	40	Jobin, Bernadette
Cabana, Marie	41	40	Lalonde, Champoux
Carreau, Dominique	46	39	Lapointe, Sylvie
Chaput, Lucie	40	39	Laviolette, Lucie
Cinéma libre	57	55	Les Elles-Toiles
Cinema Canada	4	58	Librairie Androgyne
Club Santé Au Maximum	58	39	Méthot, Danielle
C.S.N. – Conseil central	50	55	Micro Ordinateur
C.S.N. – secteur public Communications	63	2	Ministère des Affaires culturelles
Dubois, Kimberley	39	63	Ministère des Relations internationales
Éditions du Remue-ménage	7	39	Noël, Denise
Éditions La Presse	53	41	Ouimet, Marie-France
Festival d'Abitibi-Témiscamingue	21	41	Panaccio, Monique
Festival du Nouveau Cinéma	53	40	Parizeau, De Lagrave et Croteau
Filtronique	10	39	Pelletier, Louise
Futon Décor	56	41	Perreault, Paulette
Futonia	58	40	Reeves, Nicole
Grasby, Pilon, Salomon	40	40	Rolland, Louise
Girard, Diane	41	59	Symposium
Giv	20	16	T.E.F.
Gosselin, Hélène	41	41	Tremblay, Danielle
Highlands Inn	32		Université de Montréal (Les Belles soirées)
		29	
		56	Vêtements Falbala
		50	V.L.B.

cinéma libre

Vous avez encore jusqu'au 9 octobre pour découvrir notre plus grand peintre vivant...PELLAN, un film d'**André Gladu** à *L'Autre Cinéma*

Connaissez-vous JEAN DESPREZ...la femme de théâtre, la journaliste, la courriériste aux idées avant-gardistes?

Iolande Cadrin-Rossignol la fait revivre dans CONTES DES MILLE ET UN JOURS ou JEAN DESPREZ au *Cinéma ONF* Complexe Guy-Favreau les 4, 5, 8 et 15 octobre à 19h00 et 21h00

À SURVEILLER! À L'AFFICHE BIENTÔT! LE RÊVE DE VOLER un ballet aérien d'**Helen Doyle**

Distributeur de films et vidéos québécois
4872 Papineau, Montréal, (Qc) 526-0473

graphies, sculptures) rassemblées sous le thème de la lumière. L'ensemble est intéressant, si ce n'est que par l'éventail d'artistes invité-e-s, le caractère international de l'événement et l'aspect synthèse d'une exposition thématique.

L'œuvre de James Turrell, *Lumière et Espace*, m'a particulièrement plu. Le public est convié à traverser un corridor dans la plus grande noirceur pour aboutir à une grande pièce vide, éclairée par une lumière ultraviolette provenant d'une «fenêtre» aux dimensions du mur du fond. De quoi se convertir, instantanément, au zen. L'œuvre de John Francis, *Alchemical Animals/Shaman Vehicles*, sculptures de métal et de néons, étonne parce qu'elle concrétise les effets de la méditation, le savoir des chamans: le devenir animal-machine de l'ego. Si ces deux artistes ont travaillé la lumière comme paradigme de l'illumination, d'autres ont choisi l'image de l'enfer, comme Barbara Steinmann avec *Cenotaph*, une pyramide mortuaire avec inscription-citation de Hannah Arrendt portant sur les disparus; comme Gérard Collin-Thiébault avec *La Danse du diable*, où des carrousels, programmés selon un rythme endiablé, projettent des diapositives. Sans parler de tous les autres qui...

C'est la deuxième exposition de cette envergure qu'organise le CIAC. Son directeur, Claude Gosselin, a reçu le prix de mérite de la Société des musées québécois pour avoir mis sur pied, l'année dernière, *Aurora Borealis*. En occupant 35 000 pieds carrés à la Place du Parc, le CIAC s'est donné comme vocation de faire connaître, dans un lieu approprié au caractère multi-média des œuvres, le travail des artistes contemporain-e-s, appuyé de plus par de l'animation. À surveiller: les promenades-lumières, les ateliers-lumières, les expositions de photos, les spectacles.

LINE MCMURRAY

Spectacle

Un secret mal gardé

Première de *Top Secret*, de Diane Dufresne, le 4 septembre, au Théâtre du Nouveau Monde, à Montréal.

Je n'avais vu Diane Dufresne *live* qu'au Stade olympique il y a deux ans, et j'avais envie cette fois d'un show plus intime, pour la voir et l'écouter vraiment. Elle aussi, sans doute, pour avoir choisi le «petit» TNM. Je suis restée sur ma faim.

Les soirs de premières, on le sait, sont émouvants... mais techniquement décevants. C'était particulièrement vrai de *Top Secret*: Diane Dufresne semblait mal assurée, trouvait difficilement sa voix (apparemment à cause de ces nouveaux micros qui libèrent les mains mais accaparent une oreille et une mâchoire, et avec lesquels on s'entend mal...). Au point de fausser à quelques reprises et de s'en excuser, «complètement navrée».

Ses nouvelles chansons ne sont pas tellement emballantes non plus. Outre *Top Secret* (un *hit* assuré, celle-là), tous les autres moments forts étaient du déjà connu: *Le parc Belmont*, *Oxygène*, *La Traviata*... La scénarisation, au départ simple et dépouillée, devient aussi trop compliquée, avec ses histoires de police et d'agents doubles. Ceci dit, la Dufresne demeure une bête de scène peu commu-

849-1095
Hôtel Méridien
Complexe Desjardins
Nicole Bériault
André Sarrasin

MASSAGE
MASSOTHÉRAPEUTES DIPLÔMÉS

Accès au vestiaire et au sauna gratuit.
Certificat cadeau disponible

FUTONIA
fabricants depuis 1980
de futons de haute qualité,
et d'autres produits naturels
comme les oreillers de sarrazin
200 Laurier O. Montréal
270-8175
3933A St-Denis Montréal
843-4739
5860 St-Hubert Montréal
271-5489

L'Androgyne
LITTÉRATURE LESBIENNE ET FÉMINISTE

Rencontre avec Suniti Namjoshi
Auteure de «Feminist Fables»
Vendredi 3 octobre, 20 h
Une liste des nouvelles parutions est publiée trois fois l'an. Abonnement annuel : 2 $.
3642, boul. Saint-Laurent,
Montréal H2X 2V4. Tél. : 842-4765

ne, une rockeuse électrifiante, une chanteuse parfois sublime et une comédienne dont je n'avais pas encore apprécié tous les talents.

Non, le problème, ce soir-là, était moins dû à la chanteuse qu'au public. Un public à 85 % gai qui, bien que moins déguisé et maquillé qu'à d'autres occasions, sautait, criait, applaudissait à tout rompre... et a fini par entonner *Ma chère Diane, c'est à ton tour...* à la chère *darling* de la scène québécoise! Un public à mon avis insupportable tant il tenait à créer son propre show, indépendamment de ce qui se passait sur scène. Diane Dufresne aurait pu fausser tout le temps et même, a-t-on l'impression, lâcher un pet retentissant, que cela lui aurait valu une ovation. Contrairement au Stade ou au Forum, le délire, cette fois, était de trop.

Mais sans doute inévitable. Car il fallait voir *Top Secret* pour constater que le culte voué à Diane Dufresne n'est pas bâti seulement sur la magie du rêve mais aussi sur la promesse de l'amour idéal. Son secret est là: la vedette nous aime inconditionnellement et exclusivement. Car Diane Dufresne dira toujours que son public est le plus beau et le plus fort, ne lui dira jamais de se taire, laissera même, pour lui, les journalistes à la porte de son show. Choyée et admirée par son public, Dufresne sait choyer et admirer à son tour.

Mais si l'amour parfait ne supporte pas le quotidien, il n'aime pas non plus les petites salles: dans les deux cas, la réalité, c'est-à-dire l'imperfection, saute aux yeux. Il aurait fallu plus de simplicité encore, oublier le scénario du «entre nous, le nirvana» et miser davantage sur l'intimité, l'émotion secrète qui passe comme un fil, de la chanteuse – pour une fois presque touchée – à une salle attentive, qui veut se re-laisser séduire mais garde ses exigences.

FRANCINE PELLETIER

CONCOURS FICTION 87

Vous écrivez de la fiction depuis toujours et vous n'avez encore jamais publié ?

Le **CONCOURS FICTION 1987** de LA VIE EN ROSE est pour vous.

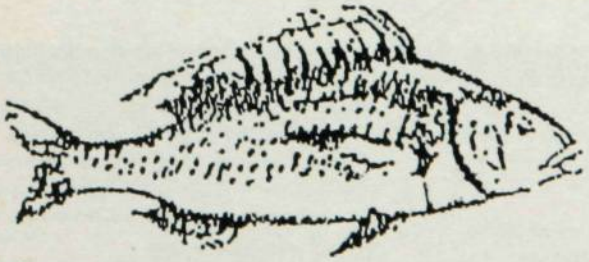
Nous vous invitons à soumettre une nouvelle de 2 à 10 pages (dactylographiées à double interligne) avant le 31 octobre à minuit.

Sélectionnées par un jury d'écrivaines, dont Greta Hofmann Nemiroff, et de journalistes de LA VIE EN ROSE, à l'occasion du Salon du livre de Montréal, les trois meilleures nouvelles seront publiées dans l'édition de janvier du magazine. D'autres bons textes pourront l'être éventuellement pendant l'année 1987. Les auteures choisies pour janvier recevront aussi un cadeau-surprise ! Alors n'attendez pas et aiguisez vos plumes !

CONCOURS FICTION 1987
a/s Greta Hofmann Nemiroff
La Vie en rose
3963, rue Saint-Denis
Montréal
H2W 2M4

LES 4 ATOUTS DU SYMPOSIUM

VARIÉTÉ
la marée du jour à votre table FRAÎCHEUR



ambiance et service CHALEUREUX
rapport qualité/prix AVANTAGEUX

PHAROTAVERNA DU SYMPOSIUM

À VOUS DE JOUER!

4293 ST-DENIS
MONTRÉAL QUÉBEC
842-0867

3,50$
• en kiosque • librairie
• super-marché • tabagie
• dépanneur
• et au siège social (ajoutez 1.75$ pour la poste)

Le répertoire de l'Association des femmes d'affaires du Québec
376, rue Sherbrooke Est,
Montréal, H2X 1E6

un répertoire unique (514) 845-4281

A L'AFFICHE

AFFICHES,
CARTES POSTALES
ET PHOTOS DE CINÉMA

AFFICHES IMPORTÉES

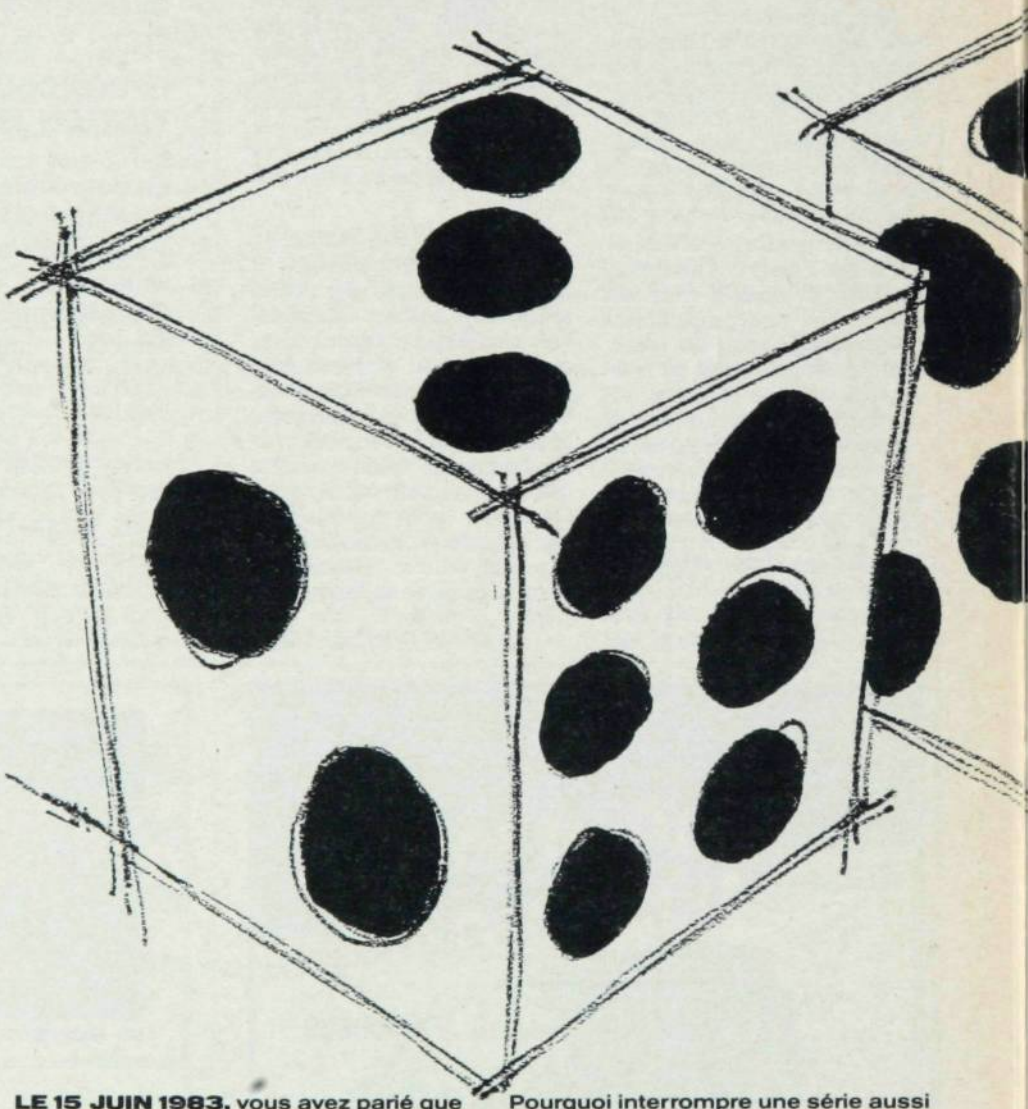
AFFICHES ANCIENNES

279 EST, RUE DULUTH
MONTRÉAL
TÉL.: (514) 845-4745

ENCADREMENT
ET LAMINAGE

Êtes-vous le genre de fem

En novembre, dans la nouvelle **VIE EN ROSE**, une enquête sur ces récentes **MALADIES VÉNÉRIENNES** qui nous rendent stériles et qui modifient même la sexualité. Un reportage sur le **RETOUR DES CHANTEUSES À COFFRE ET À CONTENU**: Marie-Claire Séguin, Geneviève Paris, Sylvie Tremblay, Louise Forestier... Et la critique du **BEST-SELLER** 37,2° le matin.



LE 13 NOVEMBRE 1979, vous avez parié que Claude X..., votre «kick», vous accompagnerait au cinéma pour voir MOURIR À TUE-TÊTE. Vous avez gagné.

LE 3 MARS 1980, vous avez parié que LA VIE EN ROSE, le petit magazine féministe lancé ce jour-là à Montréal, aurait 10 000 lectrices en 2 ans. Vous avez gagné.

LE 10 AOÛT 1981, vous avez parié que vous réussiriez, avec vos copines du syndicat, à ouvrir une garderie de 30 places dans l'hôpital où vous travailliez. Vous avez gagné.

LE 25 DÉCEMBRE 1982, vous avez parié que votre mère apprécierait son abonnement cadeau à LA VIE EN ROSE. Vous avez gagné.

LE 15 JUIN 1983, vous avez parié que votre gérant de banque vous accorderait un prêt de 10 000 $, malgré votre divorce, vos deux enfants à charge et votre statut de pigiste. Vous avez gagné.

LE 8 MARS 1984, vous avez parié que ROSE TANGO remplirait les 3 500 sièges du Paladium de Montréal. Vous avez gagné.

LE 10 JANVIER 1985, vous avez parié qu'Anne, dans LA BONNE AVENTURE, se laisserait enfirouaper par le beau docteur Cordeau. Vous avez gagné.

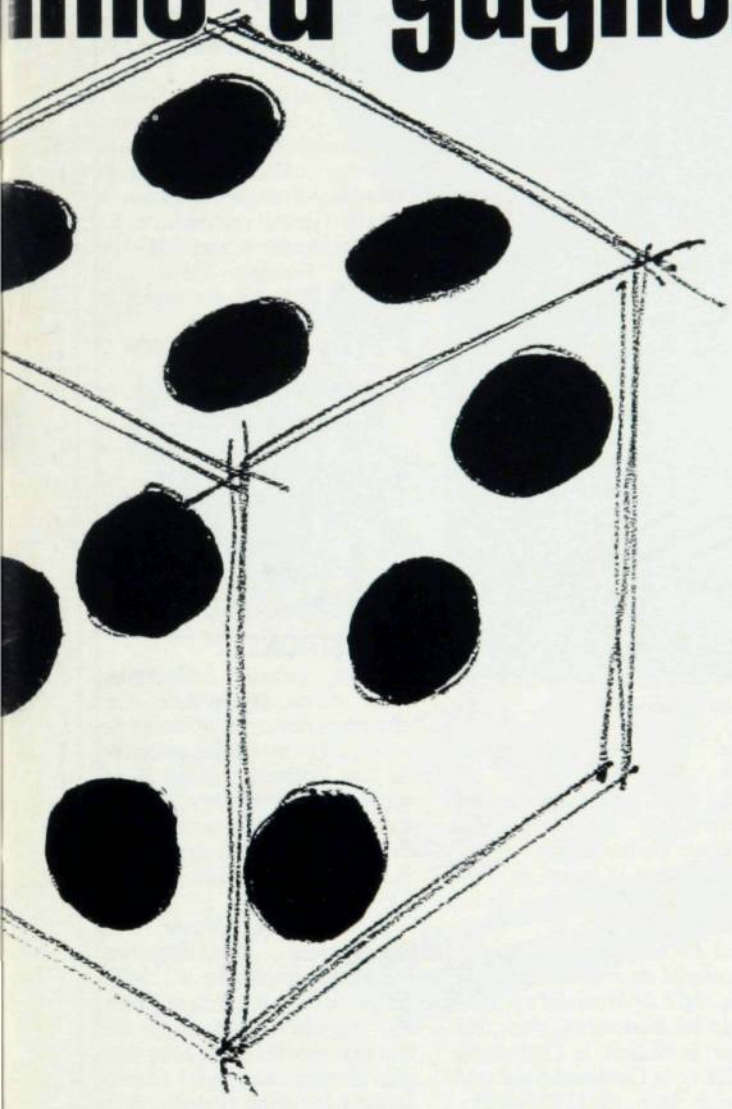
LE 9 MAI 1986, vous avez parié que LA VIE EN ROSE recueillerait – et facilement! – 75 000 $ pour le 2 juin suivant. Vous avez gagné.

Pourquoi interrompre une série aussi chanceuse? Pariez MAINTENANT sur la relance de LA VIE EN ROSE, vous y gagnerez encore. Et vous nous aiderez, inutile de le dire, à atteindre notre objectif réel: 200 000 $. Abonnez-vous ou réabonnez-vous tout de suite, à:

19 $ pour 1 an
33 $ pour 2 ans
45 $ pour 3 ans

Vous recevrez gratuitement, en plus, la jolie pendulette de LA VIE EN ROSE. Mais n'attendez pas trop: nous n'avons plus que quelques centaines de pendulettes! Et surtout, le prix de la (nouvelle) VIE EN ROSE passera en novembre à 24,95 $ pour un an.

ıme à gagner vos paris?



Poursuivez votre série chanceuse! Soyez des 350 premières à vous abonner pour un an à la VIE EN ROSE et recevez GRATUITEMENT une magnifique reliure. Valeur 6,95 $. En octobre seulement.

☐ Nouvel abonnement ☐ Réabonnement à partir du numéro_____

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE

CODE POSTAL TÉLÉPHONE

PROFESSION

☐ 1 An/10 numéros 19 $
☐ 2 Ans/20 numéros 33 $
☐ 3 Ans/30 numéros 45 $

☐ À l'étranger 30 $
☐ Par avion 44 $

☐ Chèque ☐ Visa ☐ MasterCard

Numéro de la carte

☐ J'abonne une amie

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE

CODE POSTAL TÉLÉPHONE

☐ 1 An/10 numéros 19 $
☐ 2 Ans/20 numéros 33 $
☐ 3 Ans/30 numéros 45 $

☐ À l'étranger 30 $
☐ Par avion 44 $

SVP Allouez de 4 à 6 semaines pour la livraison

CALENDRIER

«Nuit» avec Annie Dréau et Pierre-Paul Savoie. Chorégraphie de Jean-Pierre Perreault

Photo: Ormsby K. Ford

MUSIQUE

Du 14 au 25 octobre, *Chantal Beaupré* présente à Go son nouveau spectacle de chansons : «Mères et filles». Textes de Michel Tremblay et Chantal Beaupré. Coproduction du Théâtre expérimental des femmes et de Chantal Beaupré. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 20 h et 22 h, à Go, 5066, rue Clark, Montréal. Réservations : (514) 271-5381.

POÉSIE

Le 8 novembre, Women'speak lance l'anthologie «SP/Elles : Poetry by Canadian Women/Poésie de femmes canadiennes» – les poétesses Nicole Brossard, Louise Cotnoir et Louise Dupré sont du nombre – lors de son *Gala de la parole des femmes canadiennes*. Rendez-vous à 19 h, à Space, 183 Bathurst Street, Queen, 2e étage, Toronto. Info : (416) 921-1914.

CINÉMA

À la *Cinémathèque québécoise* : du 2 au 5 octobre, les *Films du Crépuscule* présentent, pour leur dixième anniversaire, une rétrospective des meilleurs moments du cinéma québécois. À voir : «Plusieurs tombent en amour», «Hiver bleu», «La Cuisine rouge», «Belle Famille», «La Turlutte des années dures». Info : (514) 849-2477. Et jusqu'au 12 octobre, *Les Cinéastes s'exposent*, une exposition d'œuvres de réalisateurs-trices de films québécois. Info : (514) 842-9763.

À voir à *l'Autre cinéma*, jusqu'au 16 octobre, «Sonia», de Paule Baillargeon.

À revoir à l'*Outremont*, le 22 octobre, «Anne Trister», de Léa Pool.

La *15e édition du Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo de Montréal* aura lieu du 16 au 26 octobre, dans trois salles: le Milieu, le Cinéma Parallèle et la Cinémathèque québécoise. Info: (514) 843-4725.

THÉÂTRE

Au *Théâtre expérimental des femmes* : jusqu'au 11 octobre, «Si toi aussi tu m'abandonnes. . . », de Pauline Harvey et Lise Vaillancourt. Et du 29 octobre au 16 novembre, «Ça crève les yeux, ça crève le cœur», un regard intérieur sur la pornographie, du *Théâtre Parminou*. À Go, 5066, rue Clark, Montréal. Rés. : (514) 271-5381.

Jusqu'au 25 octobre, *Sarah et le cri de la langouste*, adaptation française de Georges Wilson de la pièce «Memoir», de John Murrell. Françoise Faucher et Benoît Girard ressuscitent Sarah Bernhardt et son fidèle secrétaire Georges Pitou. Au Café de la Place, du mardi au samedi, à 20 h. Rés. : (514) 842-2112 ou 1-800-361-2604.

DANSE

Du 16 octobre au 2 novembre, la *Fondation Jean-Pierre Perreault* présente «Nuit», son nouveau spectacle de danse moderne, à la salle Marie Gérin-Lajoie de l'Université du Québec à Montréal. Rés.: (514) 282-3456.

EXPOSITIONS

À la galerie *L'Émergence Plus*, deux expositions d'art contemporain : du 1er au 12 octobre, on peut voir les peintures de Lise Boisseau ; et du 15 octobre au 2 novembre, les travaux d'Angèle Verret et Michel Bricault. Au 1452, rue Laurier Est, Montréal. Tél. : (514) 525-2264.

À voir, au *Musée d'art contemporain de Montréal*, jusqu'au 2 novembre, «... et les ateliers de femmes (où se jouent les regards)», exposition des travaux récents de la photographe montréalaise Sorel Cohen. Durant la même période, deux autres expositions: «Objets d'inédit», regroupant des œuvres de jeunes artistes sculpteur-e-s québécois-es, et «Cycle récent et autres indices».Au Musée d'art contemporain de Montréal, Cité du Havre, Montréal. Info: (514) 873-2878.

Si vous déménagez....

Collez ici l'étiquette portant votre ancienne adresse et votre numéro d'abonnée

Nouvelle adresse

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

N° d'abonnée _____

S.V.P. Faire parvenir ce formulaire à :
La Vie en rose, 3963 St-Denis, Montréal, QC, H2W 2M4

Photo Claire Dufour

SOLIDARITÉ

des femmes d'ici avec celles d'ailleurs

UN PAS VERS LA PAIX
UN PAS VERS
UN MONDE MEILLEUR

Gouvernement du Québec
Ministère des Relations Internationales

Québec

UN F-18 POUR LA PAIX

LE 25 OCTOBRE
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

CSN

On réclame l'équivalent d'un F-18 pour créer des emplois pour la paix.

« Aujourd'hui, toutes les femmes devraient peut-être se regrouper pour lutter contre ces folies qui vont nous prendre la vie tôt ou tard. »

Extrait d'une entrevue avec Margarethe von Trotta **La Vie en Rose** juillet-août 1986

Jean Gladu Designer